

هكذا من لامل

Heures locales : Bayonne

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15034 - 7 F

- DIMANCHE 30 - LUNDI 31 MAI 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



## Pologne : élections anticipées

UNE seule voix avait manqué au gouvernement de Hanna Suchocka, vendredi 28 mai, pour survivre à la motion de censure votée par les députés polonais : celle de son ancien ministre de la Justice, Zbigniew Dyka, l'un des quelques mois pour maladroits, tranquillement restés à fumer la pipe dans les couloirs de la Diète tandis que se déroulait le vote crucial. Distraction ou vengeance ? Nul n'est sûr. La vie politique polonaise est souvent faite de ces ironies du sort, mais M. Suchocka n'avait guère le cœur à sourire à l'annonce du résultat : dix mois d'efforts acharnés pour remettre, non sans succès, la Pologne sur la route de la réforme et lui rendre la stabilité, paraissent soudain anéantis par un vote aux allures d'absurde accident.

EN quelques trois cents jours, cette juriste de quarante-sept ans a réussi à venir à bout de plusieurs mouvements de grève sérieux, à surmonter un débat parlementaire explosif sur l'avortement, à faire adopter des projets de loi difficiles, comme celui des privatisations, par un Parlement réticent, à faire sortir l'économie de la récession, à gagner la confiance du Fonds monétaire international, à faire fonctionner tant bien que mal une coalition gouvernementale particulièrement hétéroclite de sept, puis de six partis, à faire face à une campagne hystérique de l'extrême droite contre les collaborateurs de l'ancien régime, et, au bout du compte, à donner à son pays l'image du chef de file des réformes en Europe centrale. Tout cela en conservant une certaine popularité dans les sondages qui, ces derniers jours encore, faisaient apparaître une majorité favorable à un remaniement ministériel dans un gouvernement toujours dirigé par Hanna Suchocka.

En réalité, ce n'est pas seulement la malchance qui a fait tomber le gouvernement Suchocka : confrontés aux redoutables choix de la transition, les cabinets post-communistes s'usent plus vite que ceux des démocraties occidentales. Ce n'est pas tout à fait un hasard si la motion de censure a été déposée par le groupe parlementaire du syndicat Solidarnosc, puis votée à la fois par les députés d'extrême droite et par ceux de la gauche ex-communiste. La majorité des Polonais vit mal la transition au jour le jour et les rigueurs de l'adaptation au capitalisme.

TOUT n'était pas noir, pourtant, vendredi à Varsovie : après avoir fait tomber le gouvernement, les députés ont adopté en deuxième lecture, après quelques modifications mineures du Sénat, la nouvelle loi électorale, qui, en introduisant un seuil de représentativité de 5 % des voix, permettrait de rationaliser la vie politique polonaise et d'éviter un Parlement aussi fragmenté que l'actuel.

Le président Walesa a donc décidé de dissoudre le Parlement et de convoquer des élections anticipées, celles-ci devant se dérouler dans un délai de trois à quatre mois. Afin de stabiliser la situation politique, la Pologne en avait sans doute besoin.

M0146 - 0330 - 7.00 F



## Se disant « surpris » par la forte aggravation du chômage au mois d'avril Edouard Balladur justifie l'infléchissement de sa politique économique

L'évolution catastrophique du chômage, qui a de nouveau explosé en avril avec 45 600 demandeurs supplémentaires (portant à 3 112 000 le nombre des demandeurs d'emploi), est, selon le premier ministre, qui a exprimé sa « surprise », « la conséquence de mesures prises à l'automne ». Elle justifie « le gonflement du plan de soutien à l'activité économique et à l'emploi », qui

s'est traduit par l'annonce d'un emprunt de 40 milliards et par le collectif budgétaire qui prévoit que les entreprises pourront récupérer de façon anticipée 8,6 milliards de francs sur la taxe professionnelle. Une analyse des statistiques du chômage montre que les entreprises continuent à débaucher fortement (+ 13,2 % en un an) et à pratiquer le chômage partiel (+ 142,5 %).

« La situation est difficile, mais j'essaie d'y faire face », a déclaré, vendredi 28 mai, Edouard Balladur, qui n'a pas caché sa « surprise » à l'annonce de la nouvelle dégradation de l'emploi enregistré en avril. S'exprimant devant quelques journalistes réunis à l'hôtel Matignon, le premier ministre a estimé que la forte augmentation du chômage de ces trois derniers mois était, pour l'essentiel, « la conséquence de décisions prises à l'automne dernier ». Cette hausse justifie, selon le chef du gouvernement, les mesures « urgentes » annoncées en faveur de l'emploi et qui devraient se traduire par l'attribution de « moyens considérables, dès la rentrée de septembre », aux entreprises et aux collectivités locales. « Au regard de ces chiffres, a encore indiqué M. Balladur, j'espère qu'on ne s'émoussera plus maintenant du gonflement du plan de soutien à l'activité économique et à l'emploi. » A propos de la réduction de 1,5 % des effectifs de la fonction publique, le premier ministre a précisé qu'il comptait tenir cet objectif en ramenant le nombre de recrutements de 60 000 à 55 000 personnes par an. La compression de 1,5 % des effectifs ne concernerait que 1994, précisait-il dans l'entourage de M. Balladur.

### Taux allemands : coup d'arrêt à la baisse ?

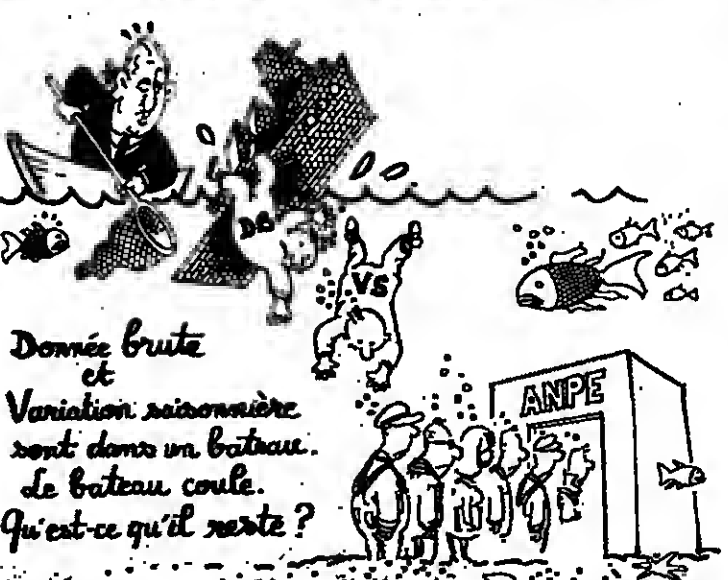
L'Allemagne hésite sur la politique monétaire à tenir. Avec une masse monétaire qui a bondi de 7,3 % en un mois et une inflation qui atteindrait 4 % cette année, des administrateurs de la Bundesbank réclament une pause dans la baisse du coût de l'argent. Mais les industriels plaident pour une poursuite de cette dérive.

Page 13

### CHRONIQUE DES MARCHÉS

- Devises et or
- Marché monétaire et obligataire
- Marché international des capitaux
- Matières premières

Page 15



## L'Europe, ou les Balkans

Les Douze peuvent-ils se satisfaire d'un « programme » qui aboutit à consacrer la victoire serbe ?

par André Fontaine

Il ne viendrait à l'idée de quiconque, à la sa très jolie Tentation de Venise (Grasset) de mettre en doute la sensibilité, la culture et la finesse d'esprit de notre nouveau ministre des affaires étrangères. A la différence de nombre de ses prédécesseurs, il paraît de surcroît aimer les situations nettes. On n'en est que plus surpris des commentaires dont il e cru devoir assortir l'accord par lui conclu le 23 mai à Washington avec ses collègues américains, britannique, espagnol et russe sur un « programme d'action pour la Bosnie » : « Notre objectif est clair, a-t-il dit le 24 mai : obtenir le retrait des territoires occupés par la force et faire appliquer le plan Vance-Owen. » Il l'a répété, en d'autres termes, dans son article du Monde daté du 28. Le moins qu'on puisse faire observer en effet est que :

Il y a là une contradiction dans les termes : que fait le plan en question, sinon consacrer la mainmise des Serbes de Bosnie sur la plus grande partie des territoires qu'ils ont conquis manu militari, avec l'appui et même les encouragements, jusqu'à une période toute récente, de Belgrade ? Le sympathique ambassadeur des Pays-Bas à Paris, Henry Wynaendts, qui raconte dans un livre passionnant son expérience de missus domini-

cus de la CEE dans l'ex-Yougoslavie (1), a très justement déclaré au Point que le plan « pose plus de problèmes qu'il n'en résout », puis qu'il « n'offre guère de garanties sur la Bosnie-Herzégovine en tant qu'Etat, et accorde aux Serbes presque tout ce qu'ils réclament, exception faite de la continuité territoriale ».

(1) Henry Wynaendts : *L'Enfermeur*, Denoël.

Lire la suite et nos informations page 4

## Le Monde de l'éducation

### DOSSIER

#### Poursuivre des études après un IUT ou un BTS

Il existe aujourd'hui un large éventail de possibilités pour les diplômés de niveau bac + 2 : accès aux écoles d'ingénieurs ou de commerce, aux filières générales ou professionnelles de l'université, etc. Un grand dossier pour guider les étudiants dans leur choix, avec des explications complètes et personnalisées.

- **Parents, n'ayez pas peur de la télé**  
Ce que les enfants regardent vraiment. Ce qu'ils en pensent. Ce que peut en faire l'école.
- **La méthode La Gerandière**  
Comment mieux lutter contre l'échec scolaire.
- **Le métier d'ingénieur culturel**  
La culture est désormais un secteur économique à part entière qui recrute de nouveaux professionnels. Toutes les voies d'accès à ces métiers.

NUMÉRO DE JUIN 1993 - 25 F.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## La nouvelle donne culturelle

L'annonce par Jacques Toubon de coupes budgétaires provoque un vif émoi dans le monde artistique

Depuis deux mois, le nouveau ministre de la culture semblait frappé de mutisme. On attendait des décisions urgentes pour régler des affaires laissées en suspens par son prédécesseur, voire pour répondre aux attentes évoquées avec insistance, avant les élections, par la droite - sur le Théâtre de l'Europe, avenir de l'Opéra Bastille, nomination d'un président à la tête du Centre Pompidou. Rien ne venait.

Aujourd'hui, après le vote par l'Assemblée du collectif budgétaire qui ampute de près de 5 % les crédits de la culture et les manifestations de mécontentement de plus en plus perceptibles d'un certain nombre d'acteurs du monde artistique (le Monde du 29 mai), Jacques Toubon, visiblement irrité par ces réactions, est intervenu vendredi 28 mai, sur France-Inter au cours de l'émission « Objections ». Il a

ainsi souhaité qu'un nouveau statut soit établi pour l'Opéra de Paris en indiquant que ce dossier devait être traité comme « une grande affaire » et non comme « une affaire politico-médiatique du petit milieu parisien ». « L'objectif d'opéra populaire n'a pas été atteint », a ajouté le ministre, précisant que « la programmation ne pouvait pas être décidée en déficit. Le ministère de la culture doit être solidaire de l'effort que font tous les Français ».

La décision de modifier les statuts de l'établissement public visé directement Pierre Bergé, président du conseil d'administration de l'Opéra, qui, à ce titre, décide pour trois ans encore les pleins pouvoirs sur les deux salles de l'Opéra de Paris. La saison 1993-1994 de Bastille et Garnier sera annoncée mercredi 2 juin, soit très en retard sur les autres institutions parisiennes. C'est qu'il

a bien fallu opérer les économies demandées, au nom de la solidarité nationale, par Jacques Toubon. Ce dernier a fait savoir à Pierre Bergé qu'il devait respecter à la lettre son budget (environ 800 millions de francs, dont 560 millions de francs de subvention d'Etat), alors qu'un déficit de 10 à 12 millions était prévu.

Côté théâtre, Jacques Toubon a surpris en déclarant que « la Comédie-Française n'avait pas bien évolué », qu'elle « ressemblait de plus en plus à un théâtre subventionné comme les autres », qu'elle devait « retrouver sa vocation » et en ajoutant : « Il ne doit pas y avoir de privilège ou de vache sacrée ». Soulignons que le mandat de l'actuel administrateur de la Comédie-Française vient à échéance au début de l'été.

EMMANUEL DE ROUX

Lire la suite page 11

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH; Tunisie, 800 m; Allemagne, 2,80 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Australie/Pacifique, 9 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 160 PTA; O.S., 65 p; Grèce, 280 DR; Irlande, 1,20 \$; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 45 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 F; Portugal Cont., 180 PTE; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,80 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,60 \$.







# ÉTRANGER

ITALIE : après l'attentat de Florence

## Des manifestations de solidarité ont été organisées dans de nombreuses villes

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté, vendredi 28 mai à Florence, pour protester contre l'attentat qui, la veille, avait frappé la ville. L'hypothèse selon laquelle la Mafia serait à l'origine de cet attentat a été rejetée par les autorités italiennes comme la plus crédible.

ROME

de notre correspondant

Combien étaient-ils ? Quarante-vingt mille, plus peut-être ? Vingt-quatre heures après l'attentat meurtrier qui a causé la mort de cinq personnes et fortement endommagé un patrimoine artistique inestimable, l'émotion n'est toujours pas retombée à Florence, et, vendredi, la ville entière a défilé, le maire, Giorgio Morassut, en tête.

Dans les rues silencieuses, aux rideaux de fer baissés pendant quatre heures en signe de protestation, deux énormes cortèges rassemblant commerçants, étudiants, mais aussi dirigeants syndicaux et politiques, dont certains venus de Rome,

ont convergé jusqu'à la piazza Santa Croce au cœur de la ville. Et avant les discours une minute de silence plus pesante encore fut dédiée à la mémoire des victimes. Des discours appelant à l'unité et à la « résistance face aux forces occultes », mais des discours très durs et qui ont égaré des personnes, surtout pas le pouvoir en place. « Par cette manifestation, toute la Toscane, tout le pays, veulent répondre à la tentative faite pour réduire l'Etat démocratique », dira un des orateurs avant de condamner « vingt ans de massacres impunis » : « La Mafia, le terrorisme, la stratégie de la tension ont un commun dénominateur : la mort de citoyens laïcs sans défense face à des criminels en pleine liberté et qui peuvent circuler dans le pays avec des quintaux d'explosifs... »

« Ce soir, nous sommes tous florentins », avait ajouté le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, venu s'inscrire devant les dépouilles des victimes, qui devaient être enterrées samedi matin, au cours d'une cérémonie strictement privée. Et, de fait, l'Italie tout entière a montré sa solidarité : retraites aux flambeaux à Florence, sit-in à Naples, arrêts de travail un peu partout, avec dans

certaines villes un accent particulier, plus dramatique encore, là où le terrorisme a été frappé en toute impunité ou presque, dans le passé : comme Brescia, qui « fête » le dix-neuvième anniversaire du massacre de la piazza della Loggia en mai 1974 ; Milan (une quinzaine de morts lors d'une explosion à la Banque de l'agriculture en novembre 1969) ; et, bien sûr, Bologne, où quatre-vingt personnes sont mortes lors de l'attentat du 2 août 1980 à la gare. Bologne, dont le maire s'était déplacé jusqu'à Florence pour « apporter le soutien et le témoignage d'une autre ville martyre du terrorisme ».

Course

contre la mort

Comme si, dans toutes ces manifestations d'encouragement, il y avait une course contre la mort psychologique et qu'à la terreur doit répondre la mobilisation. De fait, tandis que la CEE parlait de débloquer un fonds spécial d'aide, le conseil des ministres a déjà alloué une somme de 30 milliards de lire environ pour la restauration des dégâts de Florence et, pour faire bonne mesure, 9 milliards supplémentaires pour reloger les victimes

de l'attentat de via Fiume, il y a deux semaines à Rome. Enfin, tandis qu'une minute de silence devait être observée avant chaque match de football en cette fin de semaine et que les drapeaux restèrent en berne sur les stades, le Musée des Offices annonça déjà une réouverture partielle dans « quinze à vingt jours ».

Quant à l'enquête proprement dite, il est encore trop tôt, et l'on espère beaucoup des centaines de débris et des traces des explosifs pour s'orienter. En attendant, le ministre de l'Intérieur, Nicola Mancino, qui s'adressait, vendredi matin, au Parlement, n'a pas en la tâche facile. Et son explication de la tragédie comme « une riposte de la criminalité organisée pour alléger les pressions de l'Etat » n'a pas pleinement emporté l'adhésion. Dans la majorité, beaucoup ont souhaité voir réactiver « la commission anti-massacre », tombée en désuétude ; la Ligue, qui estime que l'attentat « vise à friser les propriétés que son mouvement a effectuées », demande des élections anticipées, et les néo-fascistes se contentent, mais avec insistance, d'exiger la démission du ministre.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

## Ottaviano Del Turco nouveau secrétaire du PS

ROME

de notre correspondant

Depuis vendredi soir 28 mai, le Parti socialiste italien (PSI) dispose d'un nouveau secrétaire, Ottaviano Del Turco. Barbu, tout en rondeur, amateur de peinture, à quarante-neuf ans bientôt, ce fils d'agriculteur antifasciste, lui-même langueur autographe, est sorti, comme son prédécesseur à la tête du PSI, Giorgio Benvenuto, du moule du syndicalisme, jusqu'à l'occupation pendant dix ans des fonctions de secrétaire adjoint de la grande centrale CGIL. M. Del Turco, seul candidat en lice, a été élu avec 85 % des suffrages et l'appui du dernier carré de la « vieille garde » craxiste.

Mais le nouveau secrétaire a-t-il vraiment expurgé un parti à diriger ? A y regarder de plus près, cette longue stase de l'assemblée nationale socialiste avait quelque chose d'infiniment triste. Un petit côté « bel des rampiers » même, où l'absentéisme (il manquait 300 députés sur 634) s'est conjugué à la présence impalpable mais massive des fantômes de

passé, notamment celui de Bettino Craxi, pour rendre l'exercice plus difficile encore, ou plus amer. Le grand moment de la soirée a été le violent réquisitoire présenté par le secrétaire sortant, Giorgio Benvenuto : « Trois mots c'est peu, mais c'est bien suffisant pour rendre la mesure de la plus hallucinante des forteresses du pouvoir », a expliqué le grand vaincu des combats d'arrière-garde du craxisme.

Que sera le socialisme de M. Del Turco ? Un peu d'« orgueil » (« Ne donnons pas l'image au pays d'une force humiliée et défilante »), un peu plus de souplesse (il n'est plus question de s'éloigner radicalement de la Démocratie chrétienne ni d'embrasser aveuglément la cause du PDS, mais plutôt de se laisser toutes les portes ouvertes), surtout un peu de réalisme devant le « point » réel du parti. M. Del Turco, pour finir, a lancé « la troisième phase de la saison autonome du PSI » faite de « patience » et de renouement « à l'appareil pharaonique » d'antan.

M.-C. D.

La visite en France du président turkmène

## Sapourmourad Niazov, Bouygues et « Monsieur Jacques »

Il y a des visites « privées » qui valent toutes les visites officielles. Le président turkmène Sapourmourad Niazov s'est déclaré « très content » de celle qu'il a eue, vendredi 28 mai, à Paris. « Je suis venu avec tout mon gouvernement ou presque et nos buts sont, dans l'ensemble, atteints », a dit le président de ce pays d'Asie centrale qui fait rêver les investisseurs car, avec seulement 3,6 millions d'habitants, c'est le quatrième producteur mondial de gaz. M. Niazov a exprimé sa reconnaissance aux organisations politiques, à notre ami Monsieur Jacques et aux journaux présents à l'hôtel Crillon pour sa conférence de presse.

Comme l'atteste sa biographie, M. Niazov ne s'embarrasse pas de complexes ; il semble également fier de son accession en 1985 à la tête du Parti communiste turkmène, de ses deux « élections » successives à la présidence avec 98,3 % puis 99,5 % de voix, et de son « Prix International Makhtumkuli », reçu pour avoir « réalisé le but de ce grand poète : un Turkménistan indépendant ». « Monsieur Jacques », le président du groupe Centrocommerce International Jacques Mendelovitch, s'était chargé d'inviter M. Niazov, de loger les quarante personnes de sa délégation et d'organiser leurs nombreuses rencontres à Paris, avec des groupes industriels, mais aussi avec MM. Mitterrand, Juppé et Pasqua. Tous se sont dits très contents et ont promis d'essayer d'envoyer bientôt un « ambassadeur français en mission » au Turkménistan.

Course

au capital

La satisfaction générale était notamment due à la signature d'un contrat ferme et chose très rare ces temps-ci dans l'ex-URSS - avec le groupe Thomson-CSF, pour la modernisation du système de contrôle aérien local, un contrat semblable à celui déjà signé avec le Kazakhstan. Et à la signature avec Elf d'un « protocole de coopération » d'exploration-production en mer Caspienne - sans doute sem-

blable à celui signé récemment par M. Loik Le Floch-Prigent en Ouzbékistan et qui vise à compléter son accord déjà en cours d'exécution au Kazakhstan.

Meis el vous demandez aux collaborateurs de Centrocommerce quel pourrait être le fleuron de leurs activités au Turkménistan, la réponse est immédiate : « Le Palais ». Plus précisément, celui que l'entrepreneur Bouygues voudrait construire pour M. Niazov, dans sa capitale Achgabad. Le président fut donc conduit au palais mi-Versailles, mi-Dallas, situé à Saint-Quentin-en-Yvelines.

La « choc psychologique » recherché semble avoir fonctionné : à défaut de promettre le contrat du « Palais », M. Niazov aurait plutôt dû dire que Bouygues devait faire le parc de l'Indépendance, un terrain de 50 hectares à aménager ; et aene doute reconstruire la forteresse où les Turkmènes affrontèrent les envahisseurs tartares, et ériger la mosquée de 7 000 places qui doit flanquer ce futur monument.

Dans cette course au contrat, Bouygues souffre d'un handicap : c'est déjà lui qui a construit un édifice semblable, pour le président du Kazakhstan, M. Nazarbaev, dont le pays est un des gros débiteurs de M. Niazov. Pour se part, Centrocommerce International, qui entretient les meilleures relations avec Bouygues, aimerait devenir, à la manière de l'Américain, Alexander Helg, l'intermédiaire obligé des firmes françaises souhaitant travailler au Turkménistan.

« Il faudra voir aussi les réactions des autres sociétés françaises », dit-on prudemment du côté de « Monsieur Jacques ». Ni ce dernier, ni M. Hag, ni aucun des dirigeants politiques qui ont reçu M. Niazov lors de ses visites « privées » précédentes aux Etats-Unis, à Londres, en Italie et en Finlande, ne semblent s'inquiéter de la conception très « soviétique » qu'il a de la démocratie.

SOPHIE SHIHAB

ALLEMAGNE

## Edmund Stoiber a été élu ministre-président de Bavière

BERLIN

de notre correspondant

La Bavière a un nouveau chef de gouvernement. Edmund Stoiber, cinquante et un ans, conservateur au tempérament déterminé, a été élu, vendredi 28 mai, ministre-président par le Parlement de Bavière, sous les yeux de son prédécesseur déchu, Max Streibl. C'est à lui qu'il reviendra de mettre l'Union chrétienne sociale (CSU), jumelle bavaroise de la CDU, en ordre de bataille pour les échéances électorales régionales puis législatives - de 1994.

Ministre de l'Intérieur dans le gouvernement bavarois sortant, M. Stoiber était vice-président de la CSU et surtout président de sa commission de programme. Il passe pour un homme qui ne laisse jamais rien au hasard. Sa connaissance des rouages du parti et un populisme bon teint ont été déterminants dans le choix de la CSU. Il s'est vu au premier tour, déjouer la tentative du président du parti et ministre fédéral des finances, Theo Waigel, de s'instal-

ler à Munich pour mettre la main sur le parti bavarois avec la bénédiction du chancelier Kohl. M. Waigel s'était partagé en 1988 avec Max Streibl l'héritage de Franz Josef Strauss, père spirituel de la CSU. Compromis pour avoir un peu trop bénéficié des largesses des milieux d'affaires, M. Streibl était surtout coupable aux yeux de son parti de manquer de fermeté et de n'avoir pas su relever le défi du Parti républicain (extrême droite).

Alors que M. Waigel incarne une politique de coopération au sein de la coalition au pouvoir à Bonn, le nouveau chef de gouvernement bavarois est, lui, partisan d'un discours politique plus musclé. M. Stoiber, qui avait commencé sa carrière comme chef du cabinet de M. Streibl, avait de devenir secrétaire général de la CSU, puis chef de la chancellerie, était un inconditionnel de M. Franz Josef Strauss. Il peut compter sur le soutien des milieux conservateurs du parti, notamment de l'Eglise bavaroise.

H. de B.

La réforme du droit d'asile adoptée par le Bundestag. - La Chambre basse (Bundestag) du Parlement allemand a adopté, vendredi 28 mai, deux jours après le Bundestag, la réforme destinée à restreindre le droit d'asile en Allemagne. Cette réforme doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet. (AFP)

Quatre morts dans l'incendie d'une maison habitée par des Turcs. - Au moins quatre personnes, dont deux fillettes, ont trouvé la mort et

deux autres enfants en bas âge ont été grièvement blessés, samedi 29 mai, dans l'incendie d'une maison habitée par des familles turques à Solingen (Ouest), a déclaré la police, qui s'exclut pas l'hypothèse d'un acte criminel. Le parquet a ouvert une enquête. Le bâtiment a entièrement brûlé, mais quatorze personnes ont pu être évacuées saines et sauvées par les pompiers. (AFP)

ESPAGNE : la campagne des élections législatives

## José Maria Aznar, ou la droite méthodique

SARAGOSSE

de notre envoyé spécial

L'orage s'est arrêté juste à temps. Le sable de la place de torse était encore mouillé quand José Maria Aznar est arrivé, pile à l'heure. Le président du Parti populaire (PP, droite) est un homme ponctuel. Il fait de la politique sélectivement, méthodiquement. La moustache offensive, la raie impeccable et l'air décidé, l'aspirant à la présidence du gouvernement est un homme soigné. Pantalon gris, blazer bleu marine, cravate perle, cet inspecteur des finances de quarante ans soigne une image de garçon propre, soudain tombé au beau milieu d'une arène qui l'est tout autant pour cette occasion.

Quinze mille personnes debout, mercredi 28 mai, scandent « présidente, présidente » José Maria Aznar s'avance, saluant de deux doigts levés, à peine écartés. Pas vraiment le « V » de la victoire, comme si la geste lui coûtait. Il entend le tour du cercle de lumière pour faire connaissance avec ses aficionados : cette foule, toute heureuse de reconnaître celui qui fait trébucher Felipe Gonzalez lors du face-à-face télévisé du lundi, et croit enfin tenir le nouveau héros, jusqu'au moment où, d'une droite stationnaire.

« Que guapo ! » (« Qu'il est beau ! »), s'exclame une dame en laissant sa deuxième couche de fond de teint sur la joue de José Maria. Il n'a pourtant rien d'un

hidalgo, le petit moustachu souvent comparé à Charlot qui, en trois ans, a fait du PP un parti capable de menacer sérieusement les socialistes. Comme le dit de ses proches, « sous ses airs d'homme froid, mesuré, il y a une détermination et une ténacité sans pareilles ».

Ici, dans la capitale socialiste de l'Aragon, José Maria Aznar est parvenu à faire la pluie, avec l'aide de quelques autobus venus des environs. Et il a fallu démonter les grands panneaux bleus porteurs des deux slogans de la campagne : « ahora » (« maintenant ») et « gobierno para todos » (« gouvernement pour tous ») pour que tout le monde puisse voir la chemise blanche, symbole des espoirs de la droite. La même chose s'était produite, il y a six mois à Madrid, lors d'un meeting socialiste à l'occasion des dix ans de pouvoir. Comme quoi les erreurs des uns ne servent pas de leçon aux autres.

Pas vraiment un grand orateur, mais déjà pratiquement convaincu de la victoire. « A partir du 8 juin, nous allons avoir un gouvernement sûr, stable, efficace », « PP, PP », rythme la foule. José Maria Aznar s'enhardit : « Le socialisme est déjà une relique et nous allons le mettre au musée de l'histoire ». Il s'amusait encore du coup de jarrac qu'il a fait subir à son adversaire, pourtant réputé solide débiteur. Désormais, il ne manque pas une occasion de rappeler que Felipe Gonzalez ne l'a pas regardé en

face. Non, José Maria Aznar n'a pas peur d'affronter les autres dans les yeux. Il ne craint d'aucune manière la difficulté de la tâche à entreprendre : « car il suit la responsabilité qu'il prend » tout en reconnaissant « qu'il y aura des moments difficiles ». Il plaisante de ceux qui l'ont traité de « robot », l'ont accusé de n'avoir pas de sentiments, pas de principes.

Le « changement tranquille »

L'humour n'est pas véritablement le caractère principal de ce représentant de la classe moyenne, bon père de famille, bon époux, bon croyant, qui regrette la dispersion des valeurs et des principes éthiques à l'origine de l'Espagne de toujours. Il veut une « Espagne intégrée et intégrale ». « Je suis fatigué d'entendre ceux qui mentent des conditions, qui mettent un prix pour pouvoir former un gouvernement, dit-il à l'adresse des nationalistes de tout horizon. L'Espagne n'a pas de prix ».

Ce qui n'empêche pas le candidat du raisonnable, de la modération, du « changement tranquille », de promettre plus d'autonomie aux Aragonais que la revendication de plus en plus fort, d'assurer aux agriculteurs qu'ils ne seront pas oubliés et que l'eau qui leur manque ne leur fera plus défaut, aux petits entrepreneurs qu'on les aidera à ne pas fermer boutique, aux retraités qu'ils conserveront leurs revenus. Il

n'oublie personne, promet tout et rien à la fois. Dans le confort douillet de ses supporters, dans cette place de torse, épiquée on ne sait pourquoi par la misère, il offre d'ouvrir son gouvernement à « d'autres conditions » que celles que l'on peut trouver dans le parti. Pour la première fois, il invoque « l'effort national pour sortir de la crise ».

Après tout, ce ne sera pas aussi facile de remettre l'Espagne sur de bons rails. D'ailleurs, il n'est pas question de « tout changer, il faut donner un nouvel élan ». C'est pourquoi, « avec une grande simplicité, une grande humilité, la suite venue demander l'aide et l'appui des Aragonais ». Car cela, ne fait aucun doute « nous allons gagner, gagner, gagner ». Toujours trois fois, de plus en plus haut, c'est ainsi que se terminent toutes les interventions de José Maria Aznar, alors que les candidats locaux envahissent le podium, que les projecteurs s'embrassent, que la foule debout murmure « PP, PP, PP » et que la musique soulève l'arsène.

Plus personne ne doute de la victoire, même les toros morts. Le dirigeant « populaire » applaudit les vivats, remercie, serre de nouvelles mains sur le chemin du retour, fait la bise aux dames, il reviendra cet automne pour la fête du Pêre, « como presidente ». Il l'a dit. Il l'a promis. D'ailleurs, il est reparti sans son dossier.

MICHEL BOLE-RICHARD



## EUROPE

La guerre en Bosnie-Herzégovine

# Le secrétaire général de l'ONU souligne la difficulté de créer des « zones de sécurité »

Tendis que les combats continuent dans le nord de la Bosnie et que Sarajevo était de nouveau, samedi 29 mai, la cible de tirs serbes, les consultations se poursuivaient laborieusement au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, où les membres des non-alignés luttaient pied à pied contre le concept de zones de sécurité et tentent de faire adopter les cinq auteurs du « programme d'action » pour la Bosnie - États-Unis, Russie, Grande-Bretagne, France et Espagne.

La méfiance à l'égard de ces « zones de sécurité » a été manifestée au sein même des Cinq, puisque le secrétaire d'État américain Warren Christopher a émis des réserves sur l'efficacité de ces zones, admettant notamment qu'elles « posaient des problèmes ». « Je crois qu'il est très important de définir le concept [des zones de sécurité], il est souhaitable d'avoir une clarification sur la manière dont ces zones fonctionneront. Je crois que c'est de cela qu'il est actuellement question aux Nations unies », a-t-il indiqué.

Les opposants à la création des « zones de sécurité » pour Musulmans ont trouvé un allié en la personne du secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, qui a souligné, vendredi, qu'il serait impossible de mettre en place ces zones sans la coopération des belligérants. Dans un document remis aux membres du Conseil de sécurité, il estime que quelque 15 000 « casques bleus » seraient nécessaires, selon le degré de protection que l'on veut assurer. « Si l'on veut que les forces des Nations unies évitent d'être entraînées dans le conflit, il est essentiel qu'une cessation des hostilités soit établie sur la base d'un accord entre les

parties », dit encore M. Boutros-Ghali. Celui-ci souligne que le concept de « zones de sécurité » pourrait légitimer le « nettoyage ethnique » et entraîner une escalade du conflit militaire. Il reproche aussi à ce concept de ne pas s'inscrire dans « une solution politique d'ensemble ».

Le secrétaire général se demande, en outre, si chaque ville assiégée peut être considérée comme une zone de sécurité et rappelle que, depuis que Sarajevo, Zepa, Gorazde, Srebrenica, Tuzla et Bihać ont été proclamées « zones de sécurité », d'autres localités telles que Mostar, Maglaj et Brčko ont été attaquées. Il se demande aussi si les « casques bleus » doivent recourir à la force pour assurer le retrait de tout assaillant et, dans ce cas, si le personnel non armé de l'ONU devra se retirer.

De son côté, le ministre égyptien des affaires

étrangères, Amr Moussa, a annoncé que les membres non-alignés du Conseil de sécurité s'opposaient au projet de résolution créant des « zones de sécurité » et avançaient une contre-proposition affirmant le droit des Musulmans à l'autodéfense. Le « programme d'action » des Cinq, a estimé M. Moussa, « ne produira pas de résultat relevant d'une solution juste et pacifique du problème de la Bosnie ». A Paris, François Mitterrand a estimé vendredi que le « programme d'action » des Cinq était « un bon accord dès lors qu'il entérine les options européennes », qu'il « s'entend pas le plan Vance-Owen » et continue de refuser « le fait accompli sur le terrain ». Le porte-parole de l'Elysée, Jean Muscatelli, a précisé que la France s'emploierait à dissiper d'éventuels « malentendus » subsistant côté allemand sur ce sujet. - (AFP, AP, Reuters.)

## Le ministre bosniaque des affaires étrangères fait part à M. Chirac de sa « déception » devant la politique du gouvernement français

VIENNE

de notre envoyée spéciale

Le ministre bosniaque des affaires étrangères, Haris Siladzic, a fait part, vendredi 28 mai, à Jacques Chirac de la « déception » des Musulmans de Bosnie devant la politique du nouveau gouvernement français. M. Siladzic était venu spécialement de Genève pour s'entretenir à Vienne avec le maire de Paris, qui se trouvait là pour un autre motif (lire page 16). Il s'est livré à une critique en règle de la politique menée par les Occidentaux, et notamment de l'accord intervenu la semaine dernière à Washington, qui s'est fait, selon lui, « sur le dos de la Bosnie ». Il s'est dit « désemparé » par le revirement des Américains et « surpris » de la poursuite, par les nouveaux dirigeants français, de la même politique que leurs prédécesseurs. « Je dois dire, ajoutant-il après l'entretien, que M. Juppé paraît personnellement réellement désemparé de faire quelque chose. Mais il y a sans doute d'autres facteurs qui jouent ».

Une fois de plus, le ministre bosniaque appelle les Occidentaux à être conséquents, c'est-à-dire à entreprendre la défense des Musulmans de Bosnie (en imposant le plan Vance-Owen par la force) ou à les laisser se défendre en levant l'embargo sur les armes : « Toute autre option équivaut à se rendre complice des Serbes ».

« Que dites-vous à l'homme dont on brûle la maison, dont on massacre les enfants et qui ne peut pas les défendre parce qu'il n'a pas les armes », demande Haris Siladzic ; et il rejette les arguments des Européens sur la reconnaissance des violences que provoquerait la décision de livrer des armes à la Bosnie. « C'est, dit-il, le même argument hypocrite qu'ils employaient

face à Hitler pour justifier la politique de l'apaisement. Ils savent très bien qu'il n'y a que l'équilibre des forces qui puisse empêcher les tueries ».

Mais, puisque telle n'est pas la politique des Européens, qu'au moins ils fassent appliquer les décisions qu'ils ont prises eux-mêmes, poursuit en substance le ministre bosniaque, qu'ils fassent adopter le plan Vance-Owen par le Conseil de sécurité et le mettent en œuvre. Les « zones de sécurité », dont le principe a été retenu, n'ont de sens à ses yeux que si elles font réellement partie de la mise en œuvre du plan, avec envoi de troupes de l'ONU et calendrier de retrait imposé aux forces serbes. Sinon, ce ne sont que des « ghettos pour Musulmans ».

Quant à l'éventualité de rouvrir la négociation sur certaines parties du plan de paix révisées par les Serbes, elle provoque chez le jeune ministre une battue d'ironie amère : « C'est très exactement ce que veulent les Serbes. On peut effectivement faire une nouvelle conférence internationale. Après tout, il n'y en a pas encore eu à Paris. Et puis, les candidats médiateurs ne manquent pas : il y a M. Gorbatchev, M. Kissinger, beaucoup d'autres sans doute, qui sont prêts à se remettre à parler pendant que le génocide se poursuit... »

Quelques minutes après cet entretien, qu'il a qualifié de « bouleversant » et au cours duquel il s'est contenté d'écouter, M. Chirac, devant la télévision autrichienne, se disait favorable en son nom personnel à « engager le gouvernement » lors d'une réunion du Conseil de sécurité « pour confirmer la validité du plan Vance-Owen et faire en sorte qu'il soit mis en œuvre ».

CLAIRE TRÉAN

## L'Europe, ou les Balkans

Suite de la première page

L'objectif d'Alain Juppé et de ses collègues est donc en réalité de faire évaluer non pas « les territoires occupés par la force », mais seulement certains d'entre eux : ceux que le plan Vance-Owen propose de rendre au gouvernement bosniaque.

2° L'objectif clair de l'accord de Washington était ainsi ramené à de plus justes proportions, qu'y trouve-on quant à la façon - et donc aux chances - de l'atteindre ? Rien de bien convaincant. Alain Juppé a d'ailleurs bonnement reconnu devant la presse que les « mots » figurant dans le communiqué ne prendraient leur sens que si l'on trouvait les « moyens » financiers et humains de les mettre en œuvre. Or la France est la première à dire qu'elle ne saurait accroître les effectifs déjà importants qu'elle a sur place.

3° La réaction tant du président bosniaque Izetbegovic que du chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, audit accord, de Washington ne laisse planer aucun doute quant à l'analyse qu'en font les deux camps : les deux camps ont des raisons de ne pas se presser de reconnaître à la force pour la faire appliquer. Il y a longtemps d'ailleurs que leur lignée est faite sur ce point. Pour l'un comme pour l'autre, les « Grands » sont des dégonflés, dont les rares menaces n'ont jamais été vraiment prises au sérieux. Ils l'ont dit à maintes reprises.

« Dans les prochains jours, chacun devra prendre ses responsabilités », écrit dans le Monde le successeur de Roland Dumas. Nous prendrons les nôtres. Avec quels « moyens » ? Il sait pertinemment de toute façon qu'à moins d'extraordinaires États-Unis ne les « prendront » pas. Le porte-parole de la Maison Blanche n'a-t-il pas déclaré que la situation qu'ils pourraient accorder aux « casques bleus » dans les « zones de sécurité » ne saurait être étendue aux populations ? Que diable peut bien vouloir signifier, dans ces conditions, le mot « sécurité » ?

La carte

Milosevic

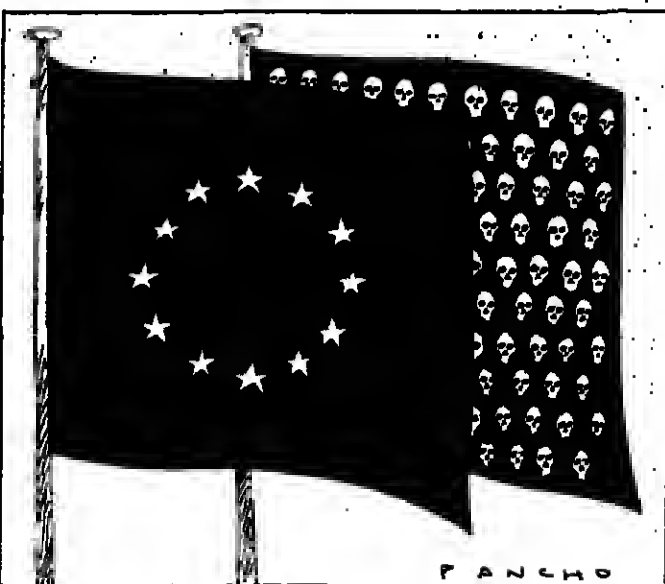
La tendance, en Occident et à Moscou, est à présent de jeter la carte de Milosevic, puisque aussi bien lui, au moins, paraît disposé à arrêter les frais. Ce n'est pas la première fois : Henry Wynaendts, dans le livre déjà cité, n'hésite pas à comparer le comportement de Cyrus Vance à son égard à celui de Roosevelt, qui se flattait naïvement d'avoir apprivoisé Staline. Sans doute le dictateur de Belgrade est-il préoccupé par la dégradation continue de l'économie serbe, encore aggravée par le renforcement de l'embargo, alors que, sur le plan militaire, il a, pour l'essentiel, gagné la partie. Conclure un accord avec l'ONU le débarrasserait du blocus et du poids de la guerre et lui rendrait une respectabilité, sans pour autant engager durablement l'avenir. Combien de conquérants, avant lui, n'ont-ils pas aussi marqué une pause, attendant d'avoir bien digéré leur proie avant d'en saisir une autre !

Rien ne prouve, bien sûr, que telle soit son intention, mais on admettra que, compte tenu de ce qu'il est passé depuis deux ans, il y aurait quelque naïveté à lui donner le bon Dieu sans confession. Dès à présent il n'est ni aucun empressement, ce n'est

mais qu'un puisse dire, à se prêter à l'installation sur ses frontières de contrôleurs chargés de vérifier que son gouvernement a bien coupé, comme il s'y est engagé, toute aide autre qu'« alimentaire » aux Serbes de Bosnie.

Ceux-ci, de toute façon, on du moins ceux qui parlent en leur nom, ont moins que jamais l'intention d'obtempérer aux résolutions de l'ONU au-delà de ce que ce soit. Florence Hartmann a d'ailleurs montré (2) que plusieurs de leurs chefs militaires, à commencer par le général Mladic, n'en font qu'à leur tête, laquelle a de plus en plus tendance à tourner.

En attendant le jour lointain où les « moyens » - et la volonté de les utiliser - seraient à la hauteur des « mots », l'accord des



Cinq ne peut au mieux que prolonger une situation qui ne saurait en aucun cas procurer aux Musulmans la sécurité promise, mais seulement empêcher ou retarder l'extension du périmètre déjà contrôlé par les Serbes.

Il n'y a pas lieu, dans ces conditions, d'être surpris que les intéressés, toujours privés de surcroît du droit de se procurer des armes, en viennent à comparer leur sort avec celui des indiens des « réserves » nord-américaines, ou des Palestiniens des camps de réfugiés. Et que se répande dans le monde islamique l'idée que l'Europe traite les Musulmans en peuple de seconde zone et ne les laissera jamais disposer d'un État chez elle. Sinon pourquoi, demandent-ils, n'est-on pas intervenu contre l'envahisseur serbe, alors qu'on n'a pas hésité à le faire contre l'Irakien ? Inutile de préciser que les islamistes ne sont pas les derniers à propager ces thèmes, convaincus qu'ils sont d'en tirer à la loque profit. La Turquie, dont l'effondrement de l'URSS a refait une grande puissance régionale, n'est pas la dernière à s'en alarmer.

Est-ce à dire qu'il existe un risque sérieux de voir la guerre actuelle déborder les frontières de Bosnie, voire celles de l'ex-Yugoslavie ? Pas nécessairement, bien qu'un dérapage soit toujours possible, dans cette région où traînent tant d'allumettes et de barils de poudre. Le rapport des populations à l'ouest de cette Macédoine qu'on se préoccupe tant de protéger, avant de se risquer à la reconnaître, est infiniment moins explosif qu'il ne l'était en Bosnie.

À la vu au Liban, mais on l'a vu aussi en France, il est des gens qui toisent pour le plaisir de tuer. D'autres, nombreux, parce que la vengeance est à leurs yeux, même s'ils se disent ou se croient chrétiens, une obligation morale, ou regard de laquelle pèse peu le commandement du pardon. On peut être sûr que dans chacune des communautés qui vivent ce drame le nombre de ceux qui se sentent, d'une manière ou d'une autre, offensés ou victimes l'emporte largement sur celui des adeptes de la loi de la jungle.

Reste que ceux qui ont pris les armes au nom de la Grande Serbie et de la « purification ethnique » sont des Serbes, et que cela ne saurait être oublié. Que l'on ne peut donc se permettre d'avaliser de quelconque manière leurs conquêtes sans prendre le risque qu'ils recommencent, ou que d'autres invoquent ce redoutable précédent. Pour ne pas parler de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, déjà en guerre, de l'Inde et du Pakistan, qui s'accusent presque en permanence des plus noirs desseins, de l'Irak et de l'Iran, à nouveau à couteaux tirés, on irradie magistral par sa manifestation à propos des importantes minorités hongroises de la Volodye serbe, de la Transylvanie roumaine et de la Slovaquie.

Les Albanais ne peuvent pas se désintéresser de leurs frères du Kosovo, soumis par les Serbes à une oppression de nature coloniale. Rien n'est réglé entre l'Ukraine, qui, à toutes fins utiles, conserve les armes nucléaires déployées sur son sol, et la Russie, qui voudrait bien récupérer la Crimée. Qui peut être sûr, dans ces conditions, que

l'Allemagne ne réclamera pas quelque jour les immenses territoires que ses défaites de 1918 et 1945 lui ont fait perdre à l'Est ? Un déchirement comme celui dont la Bosnie est aujourd'hui le théâtre définit l'analyse rationnelle, sauf pour la raison à prendre en compte le poids, accumulé au cours des âges, de l'irrationnel. Les morts que l'on venge, ce ne sont pas seulement ceux que la guerre actuelle a accumulés, ce sont ceux de la deuxième guerre mondiale, et des innombrables massacres dont a été marquée l'occupation turque. Le cri de Milosevic : « Cette fois, nous allons gagner la bataille du Kosovo », la précédente ayant été perdue par les Serbes en l'an de grâce 1389, en dit plus long à ce sujet que les analyses les plus savantes.

Chercher à ce défilé de passions une issue juridique est sans doute, dans ces conditions, passablement dérisoire. Celle qui serait sans doute la plus appropriée et qui a d'ailleurs été mise en avant par diverses personnalités de la région consisterait à mettre provisoirement la Bosnie sous tutelle internationale, sous le contrôle d'un conseil de sécurité international, et s'efforceraient de résoudre les problèmes, et s'efforceraient de résoudre les problèmes, et s'efforceraient de résoudre les problèmes. Ses chances d'être retenues paraissent, à vues humaines, faibles.

Et pourtant les peuples de cette région, et pas seulement de celle-là d'ailleurs, n'ont jamais vécu en paix que sous une tutelle, une tutelle. Depuis que, par ce qui apparaît de plus en plus comme une dramatique erreur, on a démembré l'empire des Habsbourg, les Serbes s'estiment majoritairement en droit de se gouverner eux-mêmes, quelle que soit la République ou le basar les a établis et à refuser ce droit aux allogènes établis sur leur sol. Plus le temps passe, et plus il sera difficile de les empêcher de parvenir, pour l'essentiel, à leurs fins, ce serait-ce que parce que, tôt ou tard, l'opinion internationale se lassera de poursuivre des opérations humanitaires qui ont sacré d'innombrables vies humaines, certes, mais qui n'ont fait que retarder l'indéfectible.

Pour empêcher un tel dénouement, dont on croit avoir montré les conséquences trop probables, il faudrait rien de moins qu'un sursaut de l'Europe, puisqu'il semble bien qu'il n'y ait pas grand-chose à attendre de ce Carter bis auquel est en train de s'identifier chaque jour un peu plus le décevant Clinton. Est-ce concevable ? Oui, si nous prenons conscience de cette vérité récemment exprimée que si l'on ne réussit pas à enrôler les Balkans c'est l'Europe qui sera balkanisée. Cela supposerait qu'on s'attache moins désormais à convaincre des dirigeants qui ne croient que pour la plupart qu'en la force que des populations dont le besoin de sécurité augmente au fur et à mesure que s'accumulent deuils et épreuves. Or ce besoin n'a de chances d'être satisfait que si le nécessaire est fait pour garantir, juges et gendarmes à l'appui, les droits des minorités : aussi longtemps que les mécanismes nécessaires n'auront pas été mis en place, il ne faudra pas s'étonner si les solidarités ethniques et religieuses prennent le pas sur toutes les autres.

La force de la communauté des deuils, dont les membres se sont interminablement saignés au cours des âges dans le cycle infernal des victoires et des revanche, est d'avoir dépassé ce stade. Sa faiblesse, de s'être si peu préoccupée d'aider les autres à en faire autant, et de ne pas avoir encore compris à quel point son propre avenir en dépend.

ANDRÉ FONTAINE

(2) Le Monde du 27 mai.

### EN BREF

■ ALGÉRIE : un policier assassiné à Alger. - Dans la banlieue ouest d'Alger, trois hommes armés ont assassiné un policier, jeudi 27 mai, avant de prendre la fuite. a-t-on annoncé vendredi de source officielle. Les auteurs ont été la victime de plusieurs balles dans la gorge. Le même jour, deux intégristes musulmans armés, qui venaient de dévaliser une agence du Parti sportif, sur les hauteurs d'Alger, ont été tués dans un accrochage avec les forces de l'ordre. - (AFP.)

■ ÉTATS-UNIS : nouvelle augmentation du nombre d'Américains bénéficiant de bons alimentaires. - Le nombre d'Américains bénéficiant de bons alimentaires a encore augmenté au mois de mars, atteignant 27,38 millions, son plus haut niveau historique, selon le département de l'Agriculture. Le précédent « record » avait été établi en février avec 26,9 millions de personnes ainsi assistées. - (AFP.)

■ TURQUIE : dix-sept séparatistes kurdes tués. - Dix-sept rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léoniste) ont été tués depuis mardi dernier dans des opérations engagées par l'armée turque à la suite du massacre de Biçöl (est de la Turquie) revendiqué par l'organisation séparatiste (le Monde du 27 mai), a annoncé, vendredi 28 mai, l'agence semi-officielle Anatolie. Ce chiffre porte à deux cent cinquante-cinq le nombre de personnes tuées dans des accrochages avec l'armée turque depuis

le cessez-le-feu proclamé unilatéralement par le PKK le 20 mars dernier et prolongé en avril. - (AFP.)

■ VIETNAM : condamnation pour complot d'officiers de l'ancien régime du Sud-Vietnam. - Quatre officiers de l'ancien régime du Sud-Vietnam ont été condamnés le jeudi 27 mai à Ho-Chi-Minh-Ville, à de lourdes peines pour avoir tenté d'enlever des attentats dans l'ancienne Saïgon, l'odié du journal des forces armées. Tran Manh Quynh, 42 ans, lieutenant sous l'ex-président Thieu, réfugié aux États-Unis en 1979 puis rentré au Vietnam comme touriste, s'est vu infliger vingt ans de prison. Trois autres officiers ont été condamnés par la Cour populaire suprême à des peines de cinq à quinze ans. La décision est sans appel. - (AFP.)

■ ZAÏRE : première mission humanitaire des Nations unies. - Le secrétaire général des Nations unies a décidé d'envoyer une mission humanitaire au Zaïre pour évaluer les besoins et consulter toutes les parties concernées sur une éventuelle assistance aux populations, notamment aux personnes déplacées, a déclaré vendredi 28 mai le porte-parole de M. Boutros-Ghali. Différentes agences de l'ONU, ainsi que des organisations gouvernementales et humanitaires indépendantes, devraient être représentées dans la délégation, dont l'arrivée est prévue à Kinshasa début juin, et qui séjournera trois semaines dans le pays. - (AFP.)







## ASIE

## La Chine en proie au développement sauvage

A Shanghai, comme ailleurs, la course à l'enrichissement commence à déséquilibrer une société longtemps soumise au seul pouvoir communiste

## SHANGHAI

de notre envoyé spécial

Crépuscule sur le Bund. Les célèbres façades coloniales brillent de mille feux. Une débauche de projecteurs pour faire revivre ce lieu emblématique d'un capitalisme autrefois étranger, nouveau bastion du « socialisme de marché » (le Monde du 27 mai). A terme, les autorités ne seraient pas hostiles à vendre à leurs anciens propriétaires les immeubles qui leur furent confisqués en 1949. En attendant, nul ne sait dans combien de petites entreprises le personnel a été mis au repos, ce mois de mai, pour canaliser l'électricité vers ce spectacle lumineux au demeurant magnifique. L'essentiel, c'est d'en mettre plein la vue aux visiteurs de l'étranger, venus pour les Jeux sportifs d'Asie orientale ou tel séminaire politico-économique.

## Grèves d'ouvriers, émeutes de paysans

Et ça marche ! D'anciens chefs d'Etat et premiers ministres réunis au sein d'un Comité d'interaction créé par le Japonais Taken Fukuda et l'Allemand Helmut Schmidt, et comprenant, entre autres, Valéry Giscard d'Estaing, n'ont eu, à la mi-mai, à Shanghai, que mots d'admiration et d'espoir pour le décollage économique chinois, au point d'en oublier la dimension totalitaire du régime, et de se montrer fort discrets sur des capacités de déstabilisation extérieure. Pourtant, il suffit de lire la presse du régime, d'entendre les bruits de la rue, pour constater à quel point cette mutation rapide est, d'une part, accompagnée de tensions qui ne peuvent que croître du fait des inégalités créées et, d'autre part, génératrice de dérapages, faute d'un système légal pour l'encadrer. Dans les grandes villes s'entassent chaque nuit des mil-

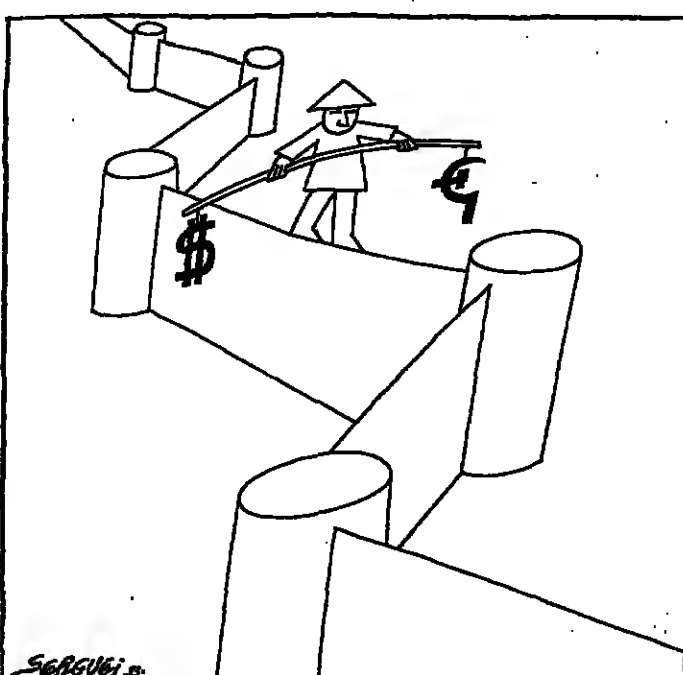
lions de ruraux venus chercher du travail. Il y aura deux cents millions de paires de bras mutiles à la campagne, d'ici à l'an 2000. Leur seul espoir : décrocher un poste de manoeuvre sur un chantier urbain. Ceux-ci ont beau proliférer, ils ne peuvent absorber cet énorme réservoir de main-d'œuvre.

La restructuration encore modeste du secteur industriel d'Etat a déjà donné lieu, ici et là, à des grèves et autres protestations d'ouvriers et d'employés de l'administration. A terme, le mécontentement ne peut que croître : ce sont des dizaines de millions de salariés qui vont pâtir de licenciements, accompagnés dans le meilleur des cas, d'allocations de chômage - le tout au nom du « socialisme aux caractéristiques chinoises ».

A la campagne, la hausse des prix des engrais et semences grignote les progrès du revenu par habitant. En souffrent une partie non négligeable des quelque huit cent millions de paysans, sans parler de la centaine de millions d'entre eux qui vivent au-dessous ou au voisinage du seuil de pauvreté. Le régime émet sans cesse des circulaires interdisant à sa bureaucratie de prélever sur les paysans des taxes arbitraires et de payer les récoltes en assignats. Des émeutes paysannes ont été signalées ici et là.

Comme toujours, dans l'histoire, en cas d'affaiblissement d'un pouvoir central, l'apparition des petits collecteurs d'impôts autonomes entraîne celle de roitelets de village rebelle à l'autorité. La presse en dénonce régulièrement les séquestrations, parfois mortelles pour les shires du régime ou les membres de tel ou tel clan rival.

L'enrichissement n'est pas une garantie de discipline. A preuve une aventure qui s'est produite non loin de Pékin, et que le régime n'a pas pu taire. A Daqingzhang, célèbre village de la banlieue de Tianjin devenu la commune la plus prospère de Chine - agglomération qu'on jurait sortie d'une banlieue américaine avec ses villas privées coquettes, - un



homme est battu à mort en décembre 1992.

Une affaire de concussion, apparemment. Les policiers venus de Tianjin sont faits prisonniers par la population. Des renforts arrivent. Le chef du village, Yu Zuomin, un homme bien introduit, organise une force de résistance, fait barricader les entrées.

## Une bureaucratie arrogante

Les trois cents villageois sont assiégés pendant plusieurs jours par un

millier de policiers. Quelques enquêteurs finissent par accéder au village, pour n'y rien trouver. Les coupables ont fui, peut-être à Pékin. Il faudra quatre mois au régime pour mettre Yu Zuomin en détention. Depuis, on ne parle plus guère de Daqingzhang dans la propagande. Le drame de Tiananmen n'a fait qu'accentuer la perte d'autorité de « l'élite ». Le voyage de Deng Xiaoping dans les zones néo-capitalistes du Sud en 1992, aujourd'hui référence obligée de tout l'appareil pour s'extraire du collectivisme, aura entraîné une évolution : faute de pouvoir encore dicter sa loi au pays, le régime « communiste » cherche à faire en sorte que son passage à l'économie de marché se produise avec

lui, plutôt que contre lui. La manoeuvre ne lui est pas facilitée par la propriété exclusive des organes de décision que l'histoire lui a confiée.

Ainsi, le régime a dû renoncer à interdire à ses cadres de posséder dans le privé. Les deux millions de sans-emploi qu'un premier dégraissage dans l'administration du commerce et de l'industrie eût laissés seraient incapables de retrouver une activité sans faire jouer leurs relations. La Chine ne s'étant pas dotée d'une fonction publique digne de ce nom, l'exercice arbitraire du pouvoir permet toutes les malversations.

De cas de corruption en affaires de concussion, de trafic de drogue en contrefaçon, d'exportations militaires douteuses en transactions portant sur la technologie nucléaire vers des pays tenus pour « sensibles », la bureaucratie néo-capitaliste s'illustre de plus en plus par son arrogance face aux règles internationales élémentaires de comportement, en particulier aux approches immédiates des frontières du pays.

## Faire fortune par tous les moyens

Tantôt c'est un bateau étranger en route vers le Japon qui essuie les coups de feu de gardes-côtes chinois. Tantôt un navire est avarié au large de Hongkong et se voit confisquer la partie la plus négociable de sa cargaison. Si, dans certains cas, Pékin présente des excuses ou offre des dédommagements, c'est parce que la partie spolée s'est démenée avec la dernière énergie. Tantôt, enfin, c'est le ministre de la Sécurité publique qui reconnaît - pour la première fois en deux ans - qu'il ne voit aucun obstacle à coopérer, le cas échéant, avec les sociétés secrètes qui trempent dans la criminalité internationale.

Il règne certes sur le plan intérieur une vigile administrative qui offre un contrepoint aux dérives les plus dangereuses. Le régime ne parvient plus à empêcher les Chinois de penser par et pour eux-mêmes. Il a beau déployer, les jours sensibles, sa force de répression - de la police armée aux services de sécurité - pour empêcher par les appels encore fréquents à la délation, - la base de son système est en train de se déliter. On n'en est plus guère à se dénoncer au sein d'une même famille pour des pensées sacrilèges. Et au sein d'une cellule de production, petit chef et employés sont souvent d'accord pour contourner une directive ou la loi.

L'affaiblissement du pouvoir se manifeste encore par un essor singulier des pratiques religieuses, ouvertes ou clandestines. Cela peut parfois tourner au grabe, quand la police tente d'y mettre le feu. Dans un contexte où brigandage, attaques de trains et détournements de fonds publics sont monnaie courante, les appels à mettre en chantier une « civilisation spirituelle socialiste », avant de la morale confucéenne aux couleurs de Karl Marx, sonnent comme autant d'aveux d'impuissance.

## Pékin réagit vigoureusement aux considérations de M. Clinton sur les droits de l'homme

Après que le président Clinton eut à nouveau accordé à la Chine, pour l'année à venir, le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée sans y mettre de conditions, Pékin a protesté, samedi 29 mai, contre les considérations de Washington sur les droits de l'homme.

## PÉKIN

de notre correspondant

La Chine a réagi sur le mode indigné à l'annonce par M. Clinton d'une décision qui lui est pourtant favorable. Le décret américain, publié vendredi 28 mai, est en effet accompagné d'une déclaration du président faisant dépendre, à partir de 1994, le renouvellement à Pékin de la « clause de la nation la plus favorisée » des progrès sur les droits de l'homme. Et M. Clinton de mentionner expressément : les prisonniers politiques, le traitement et le travail des détenus, le brouillage des émissions de radio et télévision étrangères, l'émigration, et la protection de la culture tibétaine - sans pourtant évoquer une indépendance du Tibet.

Pékin a aussitôt diffusé une déclaration jugeant que, loin d'apparaître comme un compromis honorable, ces « conditions » sont « inacceptables ». La Chine fait état

face à la dislocation du tissu social.

Contre le respect de l'autorité militent encore l'effondrement du système éducatif. Des écoles fermées, faute de crédits. Ou bien elles se transforment partiellement en foyers de commerce, pour assurer le budget. Investissement, des écoles privées, fort chères, appartenant. La tendance à la commercialisation atteint même la recherche : la moitié des chercheurs en astronomie de Pékin ont été récemment recyclés dans la fabrication de sous-produits de haute technologie. A la campagne, le travail des enfants redevient un problème. Même dégradation dans le secteur médical, où abondent les témoignages montrant que ce pilier de toute collectivité est rongé par l'argent, accentuant les inégalités.

La classe des propriétaires d'antan, dont la Shanghai coloniale fut en partie la création, est en train de revoir le jour. Éduqués en Occident, ces intermédiaires appliquent leurs connaissances acquises dans le domaine des affaires à un terrain où les relations personnelles sont la clé du succès. Mais s'enrichissent aussi nombre de commerçants et industriels peu scrupuleux, que la justice, de par sa dépendance envers le Parti communiste, ne peut empêcher d'inonder le marché de contrefaçons et de produits défectueux ou dangereux. Voir, comme le cas se présente de plus en plus souvent, d'organiser des filières d'émigration clandestine vers l'Occident ou le Japon pour une population qu'on dirait obsédée par l'idée d'aller à l'étranger « faire fortune », par tous les moyens.

Plus qu'ailleurs en Chine, les boutiques de luxe dont Shanghai a nouveau fourmillé - de la mode aux cosmétiques en passant par la couture en mains étrangères, que l'une des filles de Deng Xiaoping préfère aux coffres chinois - cherchent à créer la certitude qu'elles sont en train de naître le « XXI<sup>e</sup> siècle chinois » dont se nourrit le régime.

Si elle est bien née, l'entreprise lancée par Deng Xiaoping au crépuscule de sa vie peut effectivement donner naissance à une « super-puissance », du moins à un énorme conglomérat économique incluant Hongkong et Taiwan : une puissance correctement armée, peu regardante sur les méthodes en matière de relations avec le reste du monde, et au poids augmenté d'une population aux proportions de plus en plus difficiles à maîtriser.

Mais l'entreprise pourrait aussi capoter en chemin sur un obstacle que la direction politique n'aura pas su éviter, du fait notamment de l'absence de contre-pouvoir. Ce n'est pas nécessairement moins risqué pour la stabilité de la région. De toute évidence évitée désormais, la Chine n'en est pas encore à « faire trembler le monde ». Mais celui-ci ferait bien de demeurer vigilant.

FRANCIS DERON

## AMÉRIQUES

## LOIN DES CAPITALLES

## Des Russes sur les traces de Christophe Colomb

## BOCAS-DEL-TORO

de notre envoyé spécial (Panama)

GESTES précis et brefs échangés en russe, pimentés d'un ou deux jurons en espagnol : l'équipage du *Palanga* distribue sur la plate-forme du ferry-boat les emplacements et les voitures pour un voyage de quatre heures entre les ports d'Almirante et de Chiriqui-Grande. Surprenante chimie de la collaboration russo-panaméenne sous les tropiques : le betasus s'éloigne du quel avec cinq minutes d'avance sur l'horaire. Il sera de retour la nuit même et repartira le lendemain avec la même précision.

C'est dans ce décor naturel spectaculaire - la baie est cernée de montagnes et de volcans qui s'élèvent en pentes jusqu'à plus de 3 000 mètres - que les caravelles de Christophe Colomb avaient mouillé en octobre 1502 pour aller à la rencontre des habitants des lieux, écrit Bartolomé de Las Casas dans son *Histoire générale des Indes* : « Les Indiens étaient nus comme à la naissance, portant seulement un collier d'or au cou... »

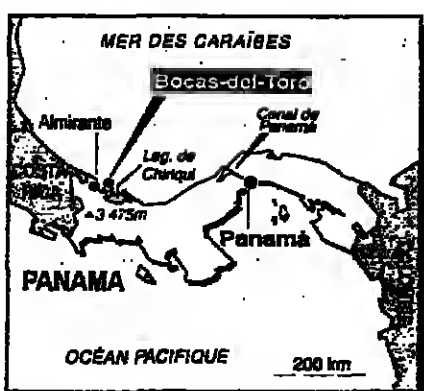
Vladimir Mostovoi, le capitaine du *Palanga*, n'est pas très sensible à la magie de ces « Galapagos des Caraïbes », où les chercheurs de l'Institut Smithsonian de Washington ont découvert des espèces animales uniques. A quarante-six ans, il a dû laisser sa famille à Kaliningrad, sur les bords de la Baltique, après avoir offert ses services à la société mixte Atlantic Tourist Investment, constituée à parts égales par des intérêts lituaniens et des intérêts panaméens.

Le bateau, construit en 1989 par le gouvernement lituanien, devait assurer des liaisons sur la Baltique, mais les difficultés économiques du nouvel Etat en décidèrent autrement. Les Panaméens cherchaient depuis longtemps un ferry-boat pour rompre l'isolement de la province de Bocas-del-Toro, ancrée entre la jungle, l'Atlantique et une chaîne de montagnes. Le marché était aussitôt conquis, et, après avoir été remorqué pour traverser l'Atlantique, le *Palanga* - il tira son nom d'un port lituanien - arriva à Almirante en novembre 1990, avec cinq marins lituaniens et russes, relevés depuis par un autre équipage de la même origine.

Franchement touché après une journée de douze heures sous une chaleur accablante, le capitaine Mostovoi s'interrompt pour écouter les informations sur les ondes courtes, dans

la petite maison qu'il partage avec ses hommes dans le port d'Almirante. « Les nouvelles sont désespérantes sur Radio-Moscou », soupire-t-il. Il ne regrette pas d'avoir abandonné la flotte de pêche soviétique, pour laquelle il a travaillé vingt-cinq ans. « Évidemment, concède-t-il, c'est moins prestigieux de diriger un ferry-boat de 600 tonnes qu'un bateau-usine dix fois plus gros ! Mais je gagne un salaire en dollars qui permet à ma famille de survivre. »

Moins prestigieuse certes, mais, pour les quelque 100 000 habitants de Bocas-del-Toro - outre de la moitié sont des indigènes Guaymies, qui cohabitent avec des Noirs anglophones originaires des Antilles, - le *Palanga* est devenu la plénitude de la nuit, le cordon ombilical qui permet les échanges commerciaux avec le reste du pays. Fini l'immense



détour de plus de 500 kilomètres à travers le Costa-Rica, par des routes rendues souvent impraticables par les pluies torrentielles (3 500 mm par an). A lui seul, le *Palanga* ne sortira sans doute pas le port d'Almirante de sa léthargie, due au déplacement des bureaux de la Chiriqui Land Company, la filiale de la multinationale bananière United Brands, qui produit la Chiquita. Elle est allée s'installer un peu plus loin, à l'intérieur des terres, au milieu des plantations à perte de vue qui enserrant Changuinola, un gros bourg né il y a moins de trente ans.

L'activité d'Almirante est désormais limitée à sa fonction portuaire : une partie des quel-

que 20 millions de caisses de bananes (environ 360 000 tonnes) produites chaque année sur les 6 500 hectares de la Chiriqui Land est transporté par train jusqu'à Almirante, où les fruits sont chargés sur les bateaux en partance pour l'Europe.

Comme tous les producteurs de la région, le chef du personnel de la Chiriqui Land, Edgar Gutierrez, estime que « ce sera un coup dur si l'Europe maintient sa décision d'établir des quotas à partir du 1<sup>er</sup> juillet pour l'importation de bananes latino-américaines sous prétexte de protéger ses anciennes colonies et ses territoires d'outre-mer qui produisent des fruits de moins bonne qualité à des coûts plus élevés ». Il est cependant tout aussi préoccupé par la politique agressive de la multinationale concurrente, la Standard Fruit (Dole), qui marche désormais sur les plates-bandes de « Chiquita » en offrant de meilleures conditions aux producteurs indépendants.

« Elle produit des bananes de qualité inférieure aux nôtres, soutient-il, mais elle offre de meilleurs salaires à ses cadres. » Le meilleur restaurant de Changuinola s'appelle évidemment le... « Chiquita-Banana », mais il n'appartient pas à la multinationale et on y mange de tout sauf des bananes. Outre le plat local, le rondon - déformation espagnole du run-down des Caraïbes, - à base de poisson et de lait de coco, le menu offre de la tortue marine sous toutes ses formes, malgré l'interdiction formelle de consommer cette espèce protégée.

Poussière, klaxons, musique salsa... Changuinola est un grand bazar, une ville-frontière où se croisent des commerçants de toutes origines : Juifs, Arabes en gandoura blanche, Costariens, Nicaraguayens et Colombiens. Les trafiquants d'armes et de drogue - et peut-être quelques guérilleros, disent les autorités - se déplacent en toute tranquillité dans cette zone où les forces de l'ordre ont quasiment disparu après la chute du général Noriega, renversé en décembre 1989 par l'intervention militaire des Etats-Unis. Tout est la fois « repaire de pirates » et « havre de paix », comme la clame un inventeur panaméen près de l'aéroport, la province de Bocas-del-Toro n'a finalement pas beaucoup changé depuis l'époque des filibustiers qui écumaient la région au dix-septième siècle.

BERTRAND DE LA GRANGE

Votre p...  
pour rep...  
la v...



# POLITIQUE

Après le vote du collectif budgétaire

## Michel Rocard dénonce le « mauvais travail » du gouvernement

Interrogé vendredi 28 mai sur Sud-Radio, Michel Rocard, a affirmé qu'il ne peut être d'accord avec les méthodes du gouvernement Balladur dont la politique est « du mauvais travail ». Après s'être interrogé sur ce qu'il avait dit les Français si la gauche avait changé de politique économique trois fois en deux mois, le président de la direction nationale du PS, a rappelé que « M. Balladur avait été toute sa campagne sur le thème de la relance de l'activité par une diminution des impôts. Or, a-t-il ajouté, M. Balladur arrive au pouvoir et augmente les

impôts (...), se rendant compte ensuite que cette politique est déflationniste, il fait le contraire et rajoute 40 milliards de francs de déficits pour relancer un peu l'activité ».

S'agissant de la liste des futures privatisations, M. Rocard, qui l'a jugée « très longue », a estimé que leur mise en œuvre « prendra une dizaine d'années ». Pour les privatisations de l'Aérospatiale et de la SNECMA, il a indiqué : « Je n'ai jamais fait un dogme de la propriété publique sauf s'il y a des intérêts stratégiques pour notre pays ».

## L'analyse du scrutin

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, vendredi 28 mai au matin, par 483 voix contre 87 le projet de loi rectificative pour 1993 (le Monde du 29 mai).

Ont voté pour : 256 RPR (sur 258); 214 UDF (sur 214); 11 RL (République et liberté, anciens non-inscrits, sur 23); Thérèse Ailland (Bouches-du-Rhône), Edouard Chamongoo (Guadeloupe), Alain Ferry (Bas-Rhin), Pierre Gascher (Sartre), Jacques Le Noy (Morbihan), Jean-Claude Lenoir (Orne), Philippe Mario (Marnes), Jean Royer (Indre-et-Loire), Christiane Taubira-Delaunoy (Guyane), André Thien-Ab-Koon (La Réunion), Paul Vergès (La Réunion); 2 non-inscrits (sur 2): Michel Mer-

cier (Rhône) et Michel Noir (Rhône).

Ont voté non : 57 PS (sur 57); 23 PC (contre 23); 7 RL: Gilbert Baumet (Gard), Bernard Charles (Lot), Régis Fauchoit (Nord), Gérard Samadine (Hérault), Jean-Pierre Soisson (Yonne), Bernard Tapie (Bouches-du-Rhône), Emile Zuccarelli (Haute-Corse).

Se sont abstenus : 2 RL: Alfred Muller (Bas-Rhin) et Aloys Warhouver (Moselle).

N'ont pas pris part au vote : 2 RPR: Eric Raoult (Seine-Saint-Denis), interdépartement de séance, et Philippe Seguin (Vosges), président de l'Assemblée nationale; 3 RL: Jean-Louis Borloo (Nord), Alain Madalle (Aude), Jean Urbaniak (Pas-de-Calais).

Alors que le désaccord persiste dans la majorité municipale

## Charles Deprez (UDF) est réélu maire de Courbevoie (Hauts-de-Seine)

Sous les hoës et les applaudissements d'une partie du public, Charles Deprez (UDF-PR) a été réélu maire de Courbevoie (Hauts-de-Seine), jeudi 27 mai, au cours d'une séance du conseil municipal, émaillée d'incidents de procédure, son principal adversaire, Jean-Yves Hoby (UDF-PR), n'ayant pas obtenu comme il le souhaitait l'installation d'un isolat et ce vote avec des bulletins pré-imprimés. Démissionnaire depuis le 12 mai dernier, le maire a obtenu 24 voix contre 11 à M. Hoby, soutenu par le Parti républicain, et 6 à Philippe Roche (PS), qui bénéficiait des deux voix communistes. Les trois conseillers du Front national n'ont pas pris part au vote et un bulletin mal orthographié a été déclaré nul.

Entre les deux tours des dernières législatives, les relations étaient nettement dégradées entre M. Deprez, maire depuis 1959, et M. Hoby, alors premier adjoint, député UDF de la circonscription. Le premier reprochait un second tour dans lequel il évoquait, dans sa profession de foi, son engagement personnel pour les prochaines municipales. Il avait pré-cédé, qu'il présentait jusqu'à comme son successeur, de libérer le bureau qu'il occupait à l'hôtel de ville. Déjà, à l'automne dernier, le désaccord entre les deux hommes était apparu au grand jour, à l'occasion du référendum sur le traité de Maastricht. M. Hoby faisant campagne pour le « oui », M. Deprez pour le « non ».

Lors d'une séance du conseil municipal, le 5 mai dernier, Charles Deprez faisait voter une motion de confiance qui renouvelait 22 voix contre 8. M. Hoby, qui avait appelé à voter blanc, avait été suivi par 11 de ses collègues. Une semaine plus tard, M. Deprez se démettait de ses fonctions pour provoquer « un renouvellement de la municipalité ».

Sa réélection d'aujourd'hui pas pour autant les tensions. Les 35 élus RPR-UDF sont désormais divisés, et

Philippe de Villiers : le gouvernement a « mangé d'urgence ». Dans un entretien publié par le Figaro du 28 mai, Philippe de Villiers, député apparenté UDF de Vendée, proposait au gouvernement de « débloquer l'économie de guerre contre le chômage, plutôt que de réinventer des procédés socialistes ». Reprochant au gouvernement son « manque d'audace », il estime qu'« on ne sortira pas de la crise avec des remèdes technocratiques ou socio-démocratiques ». Affirmant que la nouvelle majorité a été élue « pour guérir la France de ses maux » et non « pour assurer la continuité », l'ancien ministre ajoute que « si ce message n'est pas entendu, les Français ne manqueront pas de rappeler à l'ordre le gouvernement et la majorité lors des européennes de juin 1994 », pour lesquelles il indique qu'il sera « sans doute », candidat « avec d'autres participants de poids ».

LIVRES POLITIQUES

GUIDE DES DROITS DE L'HOMME de Pierre Bercis. Hachette, 256 pages, 74 F.

Bien qu'ils soient de création relativement récente, les droits de l'homme ont déjà une histoire. Ils sont, plus que jamais, d'actualité, alors que persistent ou se multiplient des situations et des conflits qui les bafouent et que se sont écroulées les principales idéologies prétendant donner une morale et une finalité à la politique. Ils pourraient être l'avenir, dans la mesure où ils sont porteurs d'une espérance à la fois minimale et extensive, messianique mais sans vocation totalitaire.

Une histoire, une réalité, un espoir, cela s'apprend, s'étudie et se conforte : tel est l'objet d'un petit manuel à l'adresse de la jeunesse qu'a rédigé Pierre Bercis. L'auteur retrace la genèse des droits de l'homme, des origines jusqu'à 1789, leur évolution et leur enrichissement après qu'ils eurent été proclamés. Il décrit comment ils s'implantèrent dans les pays qui les virent naître et comment ils accablèrent au statut international, non sans se heurter à bien des obstacles, non sans subir des reculs, puisqu'ils eurent pour adversaires le colonialisme, les fascismes et le stalinisme. S'ils connaissent un renouveau, aujourd'hui, c'est sur les cendres d'utopies qui ont failli, en prétendant les dépasser, et en raison de la pression médiatique qui met le

## La charte de tous les hommes

monde entier en spectacle et prend à témoin un public de plus en plus plébéien.

Cet exposé, débarrassé de tout juridisme, se compose de brefs chapitres et se complète d'un dictionnaire englobant les personnalités ayant joué un rôle reconnu dans ce domaine, les événements marquants et les termes et les notions de base à connaître sur le sujet; le volume présente aussi les textes fondamentaux, un descriptif des organisations non gouvernementales et des organismes publics les plus importants en la matière et un index. Bernard Kouchner souligne, dans la préface, l'opportunité de cet outil de connaissance et de réflexion, en même temps qu'il appelle de ses vœux le droit d'ingénierie humaine et démocratique, par refus de celui « d'indifférence ».

Au terme de son survol historique, Pierre Bercis conclut que les droits de l'homme ont procédé d'un combat politique et qu'ils continuent de nourrir un authentique projet politique. Cela le conduit à poser la question controversée de leur universalité, et à s'interroger sur la validité de la prétention à imposer au reste du monde une philosophie humaniste occidentale, « dernier avatar des idées judéo-chrétiennes », per-

report à d'autres systèmes de valeurs et aux dépens de la reconnaissance de la différence culturelle. Pierre Bercis soutient que les différences sont acceptables tant qu'elles « ne violent pas les personnes et les peuples dans leur liberté de choix ». La difficulté est que, d'une part, le statut de la personne ne se pose pas de la même façon dans toutes les sociétés et que, d'autre part, des peuples font leur des modes de vie et des conceptions socio-politiques qui ne respectent pas les droits de l'homme.

Sur ce point, Jean-Marie Domenach observait, dans son essai *Une morale sans moralisme* (Flammarion), que la supériorité de l'éthique occidentale n'était pas celle du plus fort, ou du plus sage, mais qu'elle procédait de sa capacité à s'adapter « à toutes les races et à toutes les cultures sans les contraindre à se soumettre et à s'aliéner ». Selon lui, cette éthique est plus universalisable qu'universaliste et, par là, ouverte à toutes celles « qui ne se retranchent pas derrière des limites territoriales, raciales, culturelles ». Cette manière de poser le problème ne le résout pas par enchantement, mais elle juggle les tentations de doute ou de culpabilité qui ont, parfois, saisi les

consciences occidentales : il n'y a pas lieu de déprécier le modèle dès lors qu'il s'illustre par l'exemplarité et non par l'impérialisme, comme ce fut parfois le cas lors de la colonisation. « Certes », dit Jean-Marie Domenach, *les droits de l'homme restent en grande partie un discours non réalisé, mais ils n'ont aucun équivalent dans le monde...* Le défi demeure valable et, comme le souligne Pierre Bercis, pour que les droits de l'homme ne soient pas considérés comme un luxe des pays développés, il faut aussi qu'ils s'appuient sur le progrès économique et social.

La précédente chronique faisait état d'un essai consacré à la carrière d'André Tardieu sous la Troisième République et, notamment, à l'originalité de son action à la tête du gouvernement de 1929 à 1932. S'il fut le personnage politique dominant de cette période, avant de s'effacer volontairement du devant de la scène, il n'en a pas moins subi pendant ces quelques années les effets de l'instabilité chronique de la République, qu'il prétendait réformer. Et, comme nous le rappelle un lecteur vigilant, Tardieu ne resta pas président du conseil sans discontinuer puisqu'il lui arriva de céder, pour peu de temps, la place à d'autres postulants, notamment à Pierre Laval. C'est d'expérience qu'il combattait le parlementarisme tout-puissant de l'époque !

Après la réforme constitutionnelle imposée par Maastricht

## Le Sénat adopte la première résolution sur un acte communautaire

Le Sénat a utilisé pour la première fois, jeudi 27 mai, depuis son introduction dans la Constitution, l'article 88, alinéa 4, qui donne aux Assemblées la possibilité d'émettre des résolutions sur les propositions d'actes communautaires avant examen par le conseil des ministres européen. La résolution adoptée par les sénateurs porte sur une proposition de règlement communautaire co-

férent d'une harmonisation et d'une rationalisation des procédures de décision en matière de défense commerciale communautaire.

Elle propose d'encadrer le dispositif prévu d'une manière plus rigoureuse pour doter la Communauté d'un arsenal de défense plus efficace en matière de concurrence commerciale. La droite et le PS ont voté pour. Le PC, hostile à la pro-

position de règlement, a voté contre. De son côté, la commission des finances de l'Assemblée nationale a adopté, jeudi 27 mai, deux résolutions.

La première, présentée par Philippe Auberger (RPR, Yonne) et Michel Inchauspé (RPR, Pyrénées-Atlantiques), donne un avis défavorable à la proposition de directive du Conseil des Communautés concernant le régime de TVA

applicable aux transports de personnes. La deuxième, présentée par M. Auberger, et amendée par la commission, approuve, sous certaines réserves, deux propositions de règlement concernant les fonds structurels. Jacques Barrot, président de la commission, a demandé qu'en raison de l'importance du sujet cette proposition de résolution soit examinée par l'Assemblée en séance publique.

## Votre palette pour reproduire la vie



## 3 Couleurs



La vie est une mosaïque multicolore. La reproduire sur l'écran de votre micro nécessite une palette de couleurs très étendue. C'est pourquoi les écrans de nos nouveaux portables, y compris les modèles T1900 et T4600, ont une vitesse d'affichage et une luminosité exceptionnelles. A partir des 3 couleurs de base: rouge, vert, bleu, vous créez votre palette en choisissant parmi 226.981

(61) couleurs disponibles.

En un clin d'oeil, votre création s'affiche à l'écran et vous augmentez l'impact de votre présentation. Ces caractéristiques se retrouvent sur les 11 micros portables couleur de notre gamme. Ils disposent tous de la technologie qui nous a permis de devenir leader sur le marché des portables.

Pour en savoir plus, contactez Toshiba au (1)44.67.68.67 ou 3615 Toshiba.



L'Empreinte de Demain  
**TOSHIBA**



# SOCIÉTÉ

La politique de défense et les orientations de M. Léotard

## Le RPR critique le plan de restructuration militaire

Comme les années précédentes, la nouvelle étape du plan plurianuel de restructuration du dispositif militaire, présenté par François Léotard, jeudi 27 mai, au Parlement, suscite des critiques et des protestations, notamment de la part des élus dans les villes de garnison touchées par la réorganisation. Mais, cette année, il apparaît un élément nouveau : le ministre de la défense est majoritairement approuvé par les représentants de l'opposition et condamné par ses propres alliés politiques. Au motif, pour les premiers, que « les mesures annoncées sont courageuses », selon l'ancien secrétaire d'Etat à la défense, Jacques Mellick (PS), et, pour les seconds, qu'il s'agit « d'économies de bout de chandelle qui minent le moral des armées », selon Jacques Baume (RPR).

La contradiction s'explique en partie par le fait que les nouvelles restructurations - dont les effets sur le terrain commenceront de se faire sentir au deuxième semestre de 1994 - sont, à quelques détails près, dans le droit-fil d'un plan amorcé par les prédécesseurs (socialistes) de M. Léotard.

### Dix-huit mois de délais

L'ancien et l'actuel président de la commission de la défense à l'Assemblée, respectivement Jean-Michel Boucheron (PS) et Jacques Boyon (RPR), le reconnaissent et conviennent que, du seul point de vue technique, il n'y a pas trente-six plans possibles de réduction des armées si, comme s'y sont engagés les gouvernements français depuis la chute du mur de Berlin et l'éclatement du « bloc »

soviétique, l'objectif reste bien de réaliser des économies en matière de défense.

Installant les membres de la commission chargés de proposer un Livre blanc de la défense à l'automne, Edouard Balladur lui-même a expliqué, mercredi 26 mai, qu'il s'agissait d'un « processus continu des réformes en cours dans la défense dans les prochaines années ». Le premier ministre est intervenu, après la publication du plan, pour souligner son « approbation de principe » et demander à ses deux ministres d'Etat, Charles Pasqua, chargé de l'aménagement du territoire, et François Léotard, qu'ils lui soumettent « des propositions pour pallier les effets socio-économiques de ces mesures ».

Ce qui s'est toujours fait depuis le début de l'application de ce plan plurianuel. En effet, la procédure donne dix-huit mois à la délégation aux restructurations, au ministère de la défense, pour trouver localement des solutions de substitution après la fermeture des sites militaires.

Néanmoins, le président du groupe RPR au Palais-Bourbon, Bernard Pons, a continué d'accuser le ministre de la défense d'avoir « décliné l'arbitrage » en faveur du maintien de la garnison à l'Assemblée (le Monde du 28 mai), en présence de M. Balladur et de M. Chirac, au terme de laquelle il aurait été convenu que M. Léotard n'entrerait pas dans le détail des mesures lors de l'exposé général du plan devant les commissions parlementaires. M. Pons a annoncé que le groupe RPR allait demander au gouvernement de

revoir les mesures annoncées afin d'engager « une concertation et une discussion » avec les élus. Estimant que la commission de la défense n'avait pas à approuver ce plan, M. Boyon a, de son côté, souligné que « les adaptations qui pourraient ne pas susciter d'objection majeure des élus locaux pourraient être poursuivies » et que, en revanche, « la réflexion et la concertation devaient continuer pour celles qui sont localement contestées par la population ».

### La résistance s'organise

Sur place, la résistance s'organise. A Lorient, le maire PS, Jean-Yves Le Drian, ancien secrétaire d'Etat, et la CGT de l'arsenal vont commencer des démarches contre l'« absurdité » de la fermeture de la base sous-marine. A Verdun, le maire PS, Jean-Louis Dumont, se dit « étonné » par la dissolution du 3<sup>e</sup> régiment d'artillerie de marine et réclame des « mesures de compensation ». « C'est un coup dur pour notre ville », écrit-il dans un communiqué où il précise que cette décision concerne plus de 275 militaires d'active et 700 appelés.

La ville de Brionport, qui perdrait le 15<sup>e</sup> régiment d'infanterie alpine, se bat pour accueillir en 1995 le centre d'entraînement-commando dont la création est à l'étude. Mais, dans le même temps, le maire PS de Laval, André Pinçon, s'est réjoui, lui, de l'arrivée d'une des écoles militaires des transmissions de l'armée de terre.

J. L.

## La France va retirer avant l'été 1994 ses services de renseignement de Berlin

En même temps que sa garnison de Berlin, la France va rapatrier - les spécialistes disent « démonter » - sa plate-forme de renseignement installée dans l'ancienne capitale du Reich après la fin de la seconde guerre mondiale. C'est toute une époque qui, avec le départ de ces éléments relevant des trois armées et de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), prendra fin à l'été 1994 et qui avait été popularisée par nombre de films d'espionnage. Cette décision est dans le droit fil des accords conclus en septembre 1990 par les grandes puissances - après le chute du mur de Berlin et la réunification allemande - pour organiser l'évacuation de la ville par les troupes alliées et russes à la fin de 1994.

François Léotard, en annonçant jeudi 27 mai aux élus du Parlement le retrait de la garnison française de Berlin (le Monde du 29 mai), n'a pas soufflé mot des conséquences d'une telle initiative, qui était prévisible, sur la chaîne nationale du renseignement.

Comme les Américains et les Britanniques, les Français ont profité du statut de Berlin et de sa situation au centre du dispositif militaire ex-soviétique dans l'ancienne Allemagne de l'Est pour y implanter et développer des organismes de recueil de renseignement au bénéfice des services spécialisés qui sont chargés d'exploiter les

informations pour le compte du gouvernement. Dans cette ville, devenue un observatoire privilégié, on trouvait rassemblés des moyens exceptionnels.

Des moyens de recherche humains, d'abord. Comme l'antenne locale de la DGSE, baptisée « détachement de Berlin du service des liaisons et statistiques », la Sûreté ou encore la Mission militaire de liaison auprès du général français qui était, à l'époque, à la fois le chef du gouvernement militaire et le commandant du secteur français de Berlin.

### Une « perte de potentialité »

Des organismes techniques, ensuite, qui se signalaient à l'attention par des antennes imposantes et largement déployées ou par des moyens aéroportés importants, comme le service technique subordonné à la DGSE, l'antenne du service technique de recherche avancée de Berlin (ASTRA) qui relevait du poste de la DGSE implanté à Strasbourg) et deux escadrons électroniques au sol (EES 02 à Tegel et EES 03 à Gossler), qui dépendaient de la Force aérienne tactique (FATAC) et qui ont toujours été considérés comme des « outils » irremplaçables pour recueillir des renseignements.

Au total, quelque quatre cent cinquante spécialistes travaillaient à cette mission, dont la moitié dans les EES.

C'est l'ensemble de ce dispositif qui va disparaître et qui sera démonté par la France à l'été 1994. Le retrait de cette population se fera de façon coordonnée avec les alliés

et les Russes, qui, eux aussi, devront avoir quitté Berlin à la même date, conformément aux accords internationaux prévoyant le retour de l'ancienne capitale du Reich sous la souveraineté allemande. La Russie applique, de son côté, cet accord à la lettre, si l'on en croit les observations des États-majors français, qui font état d'un retrait de ses troupes dans les temps, et même avec un peu d'avance sur le calendrier.

Dans les milieux du renseignement, on justifie ce retrait, par la France, de ses moyens d'espionnage à Berlin par le fait que la « menace » a évolué et que les objectifs ont disparu, ou se sont éloignés. Le pacte de Varsovie, qui formait le « bloc » militaire à l'Est et qui a été dissous, n'est plus la « bête noire » de l'Ouest. En s'étant écartés des ambitions de la recherche française en matière stratégique, les cibles sont devenues à la fois moins accessibles et moins précieuses.

C'est à peine si l'on décèle encore quelque nostalgie chez les espions chargés, en France, de traquer l'activité de leurs homologues venus du « froid ». « Certes, dit l'un d'eux, il y a une perte de potentialité ». Mais le dispositif militaire qui subsistera outre-Rhin peut être amené - discrètement - à reprendre à son compte certaines des missions antérieures, et les Allemands eux-mêmes, qui sont des nôtres en la matière, peuvent poursuivre le travail avec l'assistance des alliés.

JACQUES ISNARD

## MÉDECINE

En dépit d'une pénurie d'organes et de difficultés budgétaires

## Une équipe française a réussi sa centième greffe de poumon

Le professeur Philippe Dartevelle, du Centre chirurgical Marie-Lannelongue ou Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine), a annoncé, samedi 29 mai, avoir réalisé sa centième greffe de poumon depuis 1986. Les taux de succès obtenus situent cette équipe parmi les meilleures du monde.

L'équipe du Centre Marie-Lannelongue a tenté sa centième greffe il y a quelques jours. La première avait été réalisée, avec succès, en 1986 au terme de plusieurs années de travaux expérimentaux sur l'animal. Ces greffes sont de trois types : cœur-poumon (cinquante-sept cas), hypoplasie (trente-quatre) et d'un seul poumon (neuf). L'âge moyen des malades est de trente-huit ans (de neuf à cinquante-huit ans), et les indications sont d'ordre différent : hypertension artérielle pulmonaire due à une « primitive » (trente-six cas), hypertension artérielle pulmonaire due à des embolies répétées (six), cardiopathie congénitale avec hypertension pulmonaire (quinze) et insuffisance respiratoire chronique due à un emphyseme ou une mucoviscidose (quarante-trois).

La principale difficulté rencontrée par l'équipe tient au fait que

l'organe greffé reste, via la respiration, « ouvert » sur l'extérieur. Or le malade doit être placé, comme pour les autres greffes d'organe, sous un traitement immunosuppresseur et risque ainsi d'être victime d'accidents infectieux.

An total, le professeur Dartevelle annonce, pour l'ensemble de ces greffes, 68 % de survie à un an, un pourcentage qui s'améliore avec l'expérience acquise. Le spécialiste fait également état de « six malades qui ont été greffés il y a plus de cinq ans et qui aujourd'hui travaillent et vivent normalement ».

« Nous ne sommes pas la seule équipe spécialisée en France à avoir de bons résultats, poursuit le professeur Dartevelle. Cela dit, nous avons des taux de survie qui, deux ans après la greffe, sont du double de ceux obtenus en moyenne par toutes les équipes de France-Transplant. Il est clair, pour moi, que la transplantation pulmonaire est une opération difficile qui ne devrait être faite que par des équipes expérimentées ayant une longue pratique de la chirurgie thoracique lourde. Si l'on ne limite pas le nombre des équipes qui, en France, font des greffes de poumon, on pénalise les malades. Il n'est pas normal que les greffes de poumon soient effectuées par des équipes qui n'ont pas encore pris la décision de limiter le nombre des centres effectuant cette activité ».

Cette inégalité est d'autant plus grande, selon le spécialiste de Marie-Lannelongue, que la pénurie est plus sérieuse en ce qui concerne le poumon que les autres organes : sur six cent cinquante cadavres sur lesquels chaque année on peut effectuer des prélèvements en France, seuls soixante-dix à quatre-vingts « blocs » pulmonaires sont susceptibles, pour des raisons techniques, d'être greffés.

L'équipe de Marie-Lannelongue doit, en outre, faire face aux difficultés qu'impose le budget global de l'établissement. Chaque intervention est, en effet, facturée environ 800 000 francs, et le développement de cette activité est incompatible avec l'actuel budget alloué à cet établissement.

JEAN-YVES NAU

## L'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris

## « Une logique industrielle aveugle »

La 13<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris a échoué, vendredi 28 mai, la partie du procès de l'affaire du sang contaminé consacrée aux débats libres. Pendant près d'un mois, les quatre prévenus, les docteurs Michel Garretta et Jean-Pierre Allain,

les professeurs Jacques Roux et Robert Netter, se sont abondamment expliqués, soit au travers de leur interrogatoire, soit au cours des dépositions des témoins. Désormais, la parole est aux gens de robe. Ministères public, défense et avocats des

victimes auront la lourde tâche de convaincre, après des débats particulièrement denses et approfondis qui semblent cependant avoir été plus riches en questions qu'en réponses.

Que savait-on en 1985 sur la contamination des produits sanguins et sur le sida ? Cette question, présentée sous mille manières, avec mille précisions ou mille interprétations, a été au centre des débats. Selon les règles et les usages de la cour d'appel, les magistrats n'ont pas réexaminé chaque pièce, chaque document, chaque déclaration à l'instruction, car ce travail précis et méthodique avait été fait lors du premier procès. Si la cour n'a voulu de temps à autre se faire confirmer un mot ou une date, les débats ont surtout porté sur le contexte de l'époque. La défense avait d'ailleurs fait son cheval de bataille et l'interrogatoire des témoins a suivi globalement cette même ligne.

La vingtaine de témoignages entendus peuvent se diviser sommairement en deux parties. Il y a ceux qui, comme le professeur Yvette Sultan, affirment tout net : « On savait ! » Ceux-là sont catégoriques, péremptoirs et parfois véhéments. Et il y a ceux qui disent : « On ne savait pas... » Selon la can, ces derniers sont humbles ou embarrassés. Le professeur Jean-Pierre Soulier est de ceux-là. Il défend la politique du CNTS, qu'il a dirigé avant le docteur Garretta, qui consistait à tout faire pour arriver à l'« autosuffisance », pour ne plus importer de produits étrangers jugés dangereux. Une politique qui sera poursuivie par le professeur Soulier jusqu'à ce qu'il admette que l'on aurait pu faire autrement, mais il se reprend : « Refaire l'histoire, c'est trop facile. Et quand il dit sur un ton exagéré que l'on aurait

pau-ê-tre pu placer des « étiquettes rouges » sur les flacons de concentré contaminés avec la mention « réservoir aux hémaphtes séropositifs », l'argument ressemble à une mauvaise boutade.

### Ceux que l'on n'écoutait pas

M<sup>me</sup> Maria-Josée Larreau, professeur d'hématologie, ne savait pas non plus. Coordinatrice d'un groupe d'experts sur l'hépatite et le sida, créé en 1983, et comportant plusieurs spécialistes, dont la professeure Sultan, M<sup>me</sup> Larreau n'a pas les certitudes de sa collègue. Elle défend la doctrine Allain en affirmant qu'il ne refusait pas l'importation de produits chauffés pour les protocoles d'étude. Et, sur le rôle des experts, elle plaide coupable. « Nous aurions dû aider M. Garretta à obtenir les autorisations d'importer davantage. (...) Nous pouvions nous écarter de ce que nous avons fait de pressions suffisantes sur le CNTS. (...) Nous étions en position de le faire. (...) Nous ne sommes pas allés à la Direction générale de la santé. (...) Nous n'avons fait, pour certains d'entre nous, que créer un téléphone. (...) En janvier 1986, si l'ensemble du groupe d'experts avait fait des visites, des pressions, le pensais affectivement que nous aurions gagné des mois qui étaient très importants ».

Après un silence, elle évoque à nouveau l'importation des produits chauffés pour dire, dans un soupir : « Mais... en étions-nous sûrs ? »

Il y a aussi la catégorie de ceux

qui savaient, mais que l'on n'écoutait pas. Ceux-là sont pourtant modestes quand ils affirment la « mal » « savoir ». M<sup>me</sup> Christina Rouzioux, jeune professeur de virologie, n'utilise pas les grands mots. Elle dit simplement « nous » pour désigner l'équipe du professeur Luc Montagnier dont elle faisait partie. Son étude sur le chauffage des produits sanguins a été publiée en février 1985 par The Lancet, qui lui a demandé l'autorisation de diffuser trente mille tirés à part aux États-Unis. En France, l'étude est passée inaperçue.

Le professeur Rouzioux parla des premiers malades qu'elle a vus. « Des gens de notre âge, des gens que l'on connaissait ». Derrière les mots ordinaires, prononcés sans affectation, il y a de la tendresse et, brusquement, cette médecine glacée que l'audience a montrée habillée de chiffres, de pourcentages, de rendements, de productivité et d'autosuffisance reprend figure humaine.

Il n'en faut pas beaucoup, des professeurs Rouzioux, pour rassurer les hépatites. Car lorsque les parents des victimes défient la barre commencent le procès d'une médecine qui les a trompés, « Je ne peux pas comprendre que des médecins dignes de ce nom aient agi aussi lâchement avec des malades qui leur donnaient toute leur confiance », lance cette femme dont l'enfant est décédé en novembre 1980. Une autre mère déclare : « Si on nous avait dit qu'il y avait un doute, quel est l'hémophile qui aurait choisi un produit mortel ? »

Une troisième ne comprend

pas et répète : « Comment ont-ils pu leur inoculer ce poison ? » Une autre s'avance vers la barre et présente trois photos de son fils : « Sur la première, il sourit, sur la seconde, il est en phase IV, sur la troisième, il est mort », commente cette femme, avant d'ajouter : « M. Garretta a encore beaucoup d'efforts à faire pour maigrir. (...) On pouvait se passer de produits contaminés et mortels, on aurait pu attendre les produits chauffés ».

Et la litania se poursuit : « On ne nous a rien dit, jamais on ne nous a dit : « Attention ! ». Pourquoi ? » Jean Pénan-Garvanoff, cinquante-deux ans, a perdu toute confiance dans une médecine qui l'a rendu malade. « Les hépatites ont été contaminées dans une logique industrielle aveugle, par un appareil industriel qui déjà depuis longtemps broie les hommes. (...) Il faut respecter la vie, il aurait fallu que les hématophiles soient avertis. (...) Les médecins savaient, et ils étaient si proches de nous... » Savoir, tous auraient voulu qu'un leur dise la vérité, même si elle n'avait que la couleur du doute, et la reproche s'adressant, dans l'ensemble, plus aux médecins traitants qu'aux prévenus. Enfin, un jeune homme parla de son frère séropositif avant de demander : « Nous voulons simplement que les faits soient reconnus, pour les médecins honnêtes et compétents. Il y en a, et nous en avons besoin ».

MAURICE PEYROT

Précision. - La neuvième chambre de la cour d'appel de Paris, qui a réduit, mercredi 26 mai, les peines de prison ferme prononcées le 17 décembre 1991 par le tribunal correctionnel de Paris à l'encontre de Jacques et Pierre Chauvet (le Monde du 28 mai), a relaxé

ce même jour Raymond Puel de Lobel, qui avait été condamné en première instance à dix mois de prison avec sursis et 80 000 francs d'amende pour complicité de l'exercice illégal de la fonction de banquier.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements : 46-62-72-67

SPO

Juge-arbitre

Mary P...

Les résultats du vendredi 28



## SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France

### Juge-arbitre ou gâte-sauce



Trois têtes de série manquent à l'appel des huitièmes de finale dans la moitié inférieure du tableau masculin des Internationaux de France de tennis : après Boris Becker (n° 4) et Michael Chang (n° 5), Goran Ivanišević (n° 6) a été éliminé, vendredi 28 mai, au troisième tour par Carlos Costa. L'Espagnol a ainsi pris une revanche sur le Croate, qui l'avait battu il y a douze mois au quatrième tour.

La programmation des matches dans un tournoi de tennis est un art, un subtil jeu de la grande cuisine. En fonction des ingrédients à disposition, il faut déterminer la saveur et le fumé que les « temps de cuisson » dégrèneront. Il y a des parties plus fraîches que d'autres, des joueurs plus épiques, des enjeux plus forts.

C'est à Jacques Yvern, juge-arbitre, de tonifier, de mitonner tout cela pour le servir au mieux ou fonction de la hiérarchie des courts. Il en faut pour tous les goûts, pour toutes les bourses. Les

habitants connaissent les adresses où le rapport qualité-prix est excellent, le court 2, le court 11. Le public du central attend qu'on lui serve du tennis trois étoiles. Il a payé ce conséquence.

Le maître d'hôtel des Internationaux de France est jugé sur cette capacité à accommoder les marécages de choix. Depuis qu'il est aux fourneaux, Jacques Yvern ne s'était pas trop mal tiré de cet exercice. Il avait su garder les toques décernées à son prédécesseur. En revanche, cette année, il risque de les perdre. Sa sauce est sans intérêt. On bâille d'ennui là où on devrait être à la fête. En tout cas, ce n'est pas le festin attendu.

Vendredi après-midi, par exemple, le rôle de la journée, le plat de résistance proposé sur le central, était une rencontre du troisième tour entre le Croate Goran Ivanišević et l'Espagnol Carlos Costa. Ce fut indigeste, servi entre deux tranches de tennis féminin accablantes. A l'heure des « Guignols de l'Info », il n'y avait plus personne dans les tribunes.

Jacques Yvern plaidera non compe. Le juge-arbitre ne peut que proposer, faire un pari sur la qualité des échanges. Ce sont les joueurs qui sont sur le terrain qui menent la danse, qui font ou ne font pas le spectacle. Avec Ivanišević et Costa, on tenait a priori une bonne affiche. L'Espagnol avait une revanche à prendre sur le Croate, un matraqueur de première, qui l'avait éliminé des Inter-

nationalux 1992 au quatrième tour. C'était la promesse de beaux échanges.

De fait, Costa a pris le meilleur sur son adversaire, mais pas dans les conditions qu'on attendait : déjà détenteur du record d'aces servis dans un tournoi du Grand Chelem, Ivanišević ne sembla animé que par le désir d'occuper l'arbitre, celui des fautes directes au cours d'un match. Il est arrivé au total de 37. On n'attendait pas tant d'un joueur classé cinquième mondial qui se posait en outsider pour le titre 1993.

Bref, le spectacle fut assez affligeant, du moins sans grand intérêt, du tennis de troisième choix. Hasard du jeu ? Il est des intuitions qu'un juge-arbitre doit avoir. Tout d'abord, le passé récent montrait que Goran Ivanišević traversait une période de formes, que son équilibre était perturbé, qu'il était en crise, qu'on ne pouvait pas compter sur lui pour faire le spectacle.

#### Double blessure

Le Croate a commencé la saison par une blessure, une fracture de fatigue à un pied, juste après avoir disputé la finale du premier tournoi de l'année à Doha (Émirats arabes unis). Il a voulu rejouer après cinq semaines de repos alors que les médecins lui en conseillaient dix. Résultat : il se blessa le tendon d'Achille de l'autre jambe et fut de nouveau contraint au

repos. Le retour sur le circuit a été particulièrement laborieux.

Goran Ivanišević ne passa plus deux tours dans les tournois où il s'inscrivait. Cela le rongeait. Il craqua nerveusement lors de la rencontre de Coupe Davis avec le Zimbabwe : il saccagea les vestiaires après avoir perdu le match de double. Le Croate semblait avoir surmonté ses problèmes au tournoi de Rome, début mai, où il disputa la finale contre Jim Courier. Le match de vendredi a montré qu'il n'en était rien. Après avoir dominé le premier set, il n'a pas supporté l'opposition de Carlos Costa soit devenue plus consistante, il a « plié bagages ».

Le Croate est coutumier du fait. Il a, dit-on, de bonnes excuses. Il peut être préoccupé par le sort de sa famille, qui vit à Split dans des conditions malgré tout difficiles. Reste qu'il n'y a pas eu de vrai match vendredi sur le central. Ce fut une débandade, une déroute, une fuite. Le seul intérêt qu'on pouvait y trouver, c'était l'occasion offerte de revoir Carlos Costa au quatrième tour. Révélation du début de la saison 1992, le Catalan avait été classé dans les dix premiers joueurs mondiaux. Une série de contre-performances l'a fait retomber à la cinquième place. Manifestement, il a entrepris de reprendre l'ascension vers le sommet.

ALAIN GIRAUDO

### Mary Pierce, l'air et le feu

Deux des trois Françaises en lice au troisième tour du tableau féminin des Internationaux de France de tennis, vendredi 28 mai, ont été éliminées : Nathalie Tauziat, tête de série n° 13, par l'Autrichienne Judith Wiesner et Julie Halard par la Bulgare Magdalena Maleeva (n° 9). Seule Mary Pierce (n° 12) s'est imposée en trois sets face à l'Américaine Kimberly Po. En huitième de finale, elle sera opposée à l'Américaine Jennifer Capriati (n° 6).

Mary Pierce devait inner, dimanche, son huitième de finale des Internationaux de France contre Jennifer Capriati en l'absence de son entraîneur de père. Jim Pierce a été en effet privé, vendredi, de son badge d'accréditation. Il ne pourra pénétrer dans le stade que... s'il trouve un billet. Quelques heures auparavant, pendant la rencontre de sa fille contre Kimberly Po, il a fait un tel scandale, se désolant bruyamment des faiblesses de sa fille, qu'il a été exclu des tribunes.

Cet accroc, vena écorcher la quiétude du tournoi, n'est qu'un nouvel épisode dans la carrière de Mary Pierce. Le père de la joueuse a pas bonne réputation. Depuis deux ans, on dénonce l'infamie cadence de travail qu'il inflige à sa fille. Pénurie ou prodige ? Le début fait rage depuis que cette joueuse est venue semer la panique dans le camp français en devenant numéro un. C'est que Mary n'est pas tout à fait française. Elle est par sa mère et américaine par

son père. Parce qu'elle est née à Montréal, elle est un brin canadienne aussi et jouit de cette triple nationalité.

Sur le circuit international, elle est française. Ainsi l'a décidé son père, qui préfère voir sa fille s'épanouir en ouvrier sur l'Hexagone plutôt que faire partie de la cohorte des championnes qui sont légion en Amérique. « Quand j'avais quatre ans, se rappelle-t-elle, mon père a voulu que je vienne en France parce qu'il pensait que j'avais plus de chances d'y réussir ma carrière. J'étais venue à Paris en touriste. Je ne parlais pas un mot de français ».

Aujourd'hui, Mary Pierce a dix-huit ans. Son français reste timide mais souriant, fleuri d'un fort accent yankee. Elle se sent de plus en plus chez elle sur le Vieux Continent, même si elle préfère faire école en Floride entre deux tournois. Quinzième joueuse mondiale, elle a supplanté Nathalie Tauziat à la place de numéro un en France. Pour sa quatrième apparition à Roland-Garros, elle a approché le public, qui lui réserve enfin des ovations à chaque match.

#### Ballerine et athlète

Les Français n'ont appris à connaître cette joueuse pendant l'été 1990. Les dirigeants nationaux la sélectionnent alors en équipe de France pour disputer la Coupe de la fédération, l'équivalent féminin de la Coupe Davis. Mary Pierce a quinze ans. Elle est professionnelle depuis un an. Tout son tennis, elle l'a appris, depuis l'âge de dix ans, aux États-Unis, où elle a travaillé

dans l'académie de Nick Bollettieri, comme la plupart des grands champions actuels, Monica Seles, Jim Courier ou André Agassi.

Ni vraiment américaine ni vraiment française, Mary Pierce pousse le paradoxe à ne pas laisser deviner qui elle est, de l'enfant, de l'athlète ou de la femme. Avec ses cheveux de paille nattés et ses grands yeux effarouchés, elle ressemble encore à une fillette gracile et craintive. Elle ne court pas, elle vole sur les lignes comme une ballerine, et sa tenue immaculée est un tutu. Il suffit qu'elle frappe dans la balle pour qu'une alchimie s'opère. Mary n'est plus d'air, Mary est de feu. Une adulte qui se bat. Elle fusille et giffe, elle serre dents et poings.

En trois ans, elle a remporté deux tournois. Son plus beau parcours reste celui des Internationaux d'Australie, en janvier 1993, où elle s'inclinait face à l'Argentine Gabriela Sabatini. Fraquentes on gourmandise de son père ? Mary Pierce, pourtant tête de série numéro 12 de Roland-Garros, joue sans sponsor. Son partenaire, Elisse, a décidé de se réorienter vers le golf et le ski, et les négociations avec Nike ont échoué, commente sèchement la famille.

Mary Pierce ne veut parler ni de son père ni d'argent. Elle ne voudrait que dissenter sur son tennis, prendre sa revanche sur Jennifer Capriati, qui l'avait battue l'an dernier au huitième de finale porte d'Antenn. Une telle victoire sur l'Américaine la rendrait enfin française dans le cœur du public.

BÉNÉDICTE MATHIEU

### Les résultats du vendredi 28 mai

#### SIMPLE MESSIEURS

Deuxième tour  
P. Sampras (EU) n° 1) b. M. Ondruska (RSA) 7-5, 6-0, 6-3 ; J. Svensson (Sud) b. J. Sanchez (Esp) 6-3, 6-7, 5-7, 6-3, 6-4.

Troisième tour  
C. Costa (Esp) b. G. Ivanišević (Cro) n° 5) 2-6, 6-2, 7-5, 6-3 ; R. Krajčevic (PB) n° 12) b. J. Arrese (Esp) 2-6, 6-2, 6-2, 6-7, 6-2 ; K. Novacek (Tché) n° 13) b. S. Pescosolido (Ita) ; C. Dossel (Tché) b. R. Gilbert (Fra) 4-6, 7-5, 6-4, 6-4 ;

Quatrième tour du tableau  
G. Pripi (Cro) b. B. Karbacher (All) 6-3, 6-4, 7-5 ; M. Stich (All) n° 9) b. R. Fromberg (Aut) 6-4, 6-4 ; T. Muster (Aut) n° 15) b. B. Gilbert (EU) 7-5, 6-2, 6-4 ; J. Courier (EU) n° 2) b. J. Tarango (EU) 6-1, 6-7, 6-3, 7-5.

SIMPLE DAMES  
Deuxième tour

Quatrième quart du tableau  
J. Navotna (Tché) n° 7) b. C. Papadaki (Grè) 3-6, 6-2, 6-2 ; K. Krompova (Tché) b. S. Cecchini (Ita) 7-6, 6-3.

Troisième quart du tableau  
S. Graf (All) n° 1) b. L. Gildemeister (Pé) 6-2, 6-2 ; I. Majoli (Cro) b. S. Hask (All) n° 15) 6-0, 7-6 ; M. Pierce (Fra) n° 12) b. K. Po (EU) 6-7, 6-3, 6-3 ; J. Capriati (EU) n° 6) b. F. Labat (Arg) 6-0, 3-6, 6-4.

Deuxième quart du tableau  
C. Martinez (Esp) n° 4) b. G. Bandone (Ita) 6-0, 7-5 ; J. Wiesner (Aut) b. N. Tauziat (Fra) n° 13) 6-3, 7-6 ; M. Maleeva (Bul) n° 9) b. J. Halard (Fra) 6-4, 6-1 ; A. Huber (All) n° 8) b. P. Hy (Can) 6-1, 6-2.

Entre parenthèses, la nationalité des joueuses et, éventuellement, leur numéro de tête de série

## COMMUNICATION

Médiaville 93 à Versailles

### Alain Carignon veut accélérer le câblage des villes

A l'occasion de la rencontre annuelle des câblo-opérateurs, Médiaville, organisée à Versailles du 28 au 30 mai, le ministre de la communication, Alain Carignon, a exprimé le souhait d'assouplir les décrets sur le statut des chaînes de câbles, et d'accélérer le câblage, par des aides à l'habitat collectif, ou la perception d'une redevance municipale.

Le câble qui rit et le câble qui pleure : comme chaque année, Médiaville est l'occasion pour le petit monde de la télévision par câble d'afficher son optimisme... et d'étaler ses griefs, ou ses peurs. Au premier chapitre, figurent incontestablement les 1 133 816 foyers abonnés (sur 4,8 millions de prises raccordables au 30 avril) soit 250 000 de plus qu'un an. « Il y a peu d'industries qui connaissent une croissance de 30 % en volume », note par exemple Cyrille du Peloux, qui dirige Lyonnaise Communication. Satisfaction également, l'image du câble et de ses chaînes thématiques, qui sont mieux identifiées et appréciées, et depuis cette année disponibles pour tous les français sur CanalSatellite.

Cet optimisme est évidemment tempéré par des pertes importantes (le Monde du 17 mars), dépassant le milliard de francs pour les opérateurs, et plus encore pour France Télécom. Aussi tous les acteurs de ce marché sont-ils en quête de plus de liberté, condition de la rentabilité.

#### Un certain émoi

Les petits opérateurs revendiquent la liberté de placer comme ils l'entendent dans leurs réseaux les chaînes thématiques contrôlées par une poignée d'éditeurs-opérateurs et Canal Plus. Regroupés, ils réclament une baisse des prix de ces chaînes (le Monde du 13 mai). France-Télécom Câble, qui est désormais le quatrième opérateur français en ayant repris tous les réseaux co fibre optique, veut augmenter la liberté de l'abonné, en multipliant les « groupes » de chaînes par option (chaînes étrangères, thématiques, de cinéma), à partir d'un abonnement de base à 100 francs, et en ajoutant la logique du téléphone. Et Lyonnaise communication expérimente - avec des résultats encourageants, 1,3 film acheté par foyer et par mois - une autre forme de liberté, le paiement à la séance. Enfin, les éditeurs veulent plus de liberté pour faire de

vraies chaînes de cinéma, qui ne soient pas bridées le week-end.

D'autres libertés, potentielles, agitent les esprits. Celle de multiplier les programmes, que va amener la compression numérique (le Monde du 19 mai) ; celle de proposer sur les réseaux d'autres services, comme le téléphone. La Générale des eaux - mais pas seulement elle - semble, par exemple, impatientée de cette ouverture, que la Commission européenne a mis à l'étude. Certaines libertés sonnent aussi comme des menaces : l'arrivée en septembre de chaînes par satellite américaines, sous-titrées en français, lancées par le groupe Turner, suscite un certain émoi, et les éditeurs français demandent que la compétition soit égale, c'est-à-dire que ces chaînes supportent les mêmes obligations réglementaires et financières qu'eux.

Le ministre de la communication, Alain Carignon, conscrit de cette « situation paradoxale » du câble en France, a cherché, jeudi 27 mai, à rassurer ses auditeurs. Il juge « aberrant » que les décrets actuels imposent les mêmes interdictions (de jour et d'heure) aux naissances chaînes de cinéma du câble qu'à Canal Plus. Il souhaite donc que « ces décrets soient rapidement remplacés par des accords contractuels entre chaînes et cinéma, sous l'égide du CSA ». Résumant un vieux débat, il veut engager, « d'ici la fin de l'année », une concertation sur la chronologie et la place des films dans les différents médias (cassettes vidéo, câble, Canal Plus, chaînes en clair...).

La réglementation sera aussi aménagée pour les chaînes pan-européennes émises de France, comme Euronews (qui sera diffusée à partir du 1<sup>er</sup> juin sur le réseau de Paris).

Enfin, Alain Carignon veut accélérer le câblage. Il rendra public d'ici trois mois un plan d'incitation au câblage interne des immeubles. Il met à l'étude la possibilité d'une redevance municipale pour la distribution d'un « service antenne » - une façon d'autoriser la fiscalisation de l'accès au réseau pour tous.

Cet accès du plus grand nombre serait également facilité par une baisse des prix d'abonnement, à laquelle le ministre convie les opérateurs. Mais ce n'est qu'un vœu, pas une décision : le gouvernement veut « redonner de la liberté aux opérateurs et aux collectivités locales ». Alain Carignon a au tout cas prévu qu'il « n'imposera pas des normes techniques et une vision technocratique de l'avenir de la télévision ».

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

En réponse à l'Union des annonceurs

### Le ministre de la communication ne souhaite pas revenir sur les lois Evin et Sapin

Pas de bouleversement dans le domaine de la législation de la publicité : tel est le souhait d'Alain de Carignon, président de l'Union des annonceurs (UDA), dont l'assemblée générale se réunira, jeudi 27 mai, le ministre de la communication. « Il est temps, a-t-il déclaré devant Alain Carignon, de marquer une pause pour tirer le meilleur parti des changements dans les médias (naissance des radios libres, de la télévision privée, diversification de la presse magazine, etc.) L'équilibre législatif est aussi important que l'équilibre financier ».

Selon le président de l'UDA, la loi Sapin est « perfectible » mais « il serait suicidaire pour le marché publicitaire de changer pour la troisième fois en un an les règles du jeu », et « la sagesse réclame qu'on attende la première année d'application avant d'en faire le bilan ».

Le ministre partage ce point de vue : « La loi Sapin me paraît disposer d'avantages importants pour les médias car il était nécessaire de mettre fin à l'opacité et à l'imprécision juridique du statut d'intermédiaire », en effet répondit M. Carignon. Mais l'Etat doit veiller à son application et, selon le ministre, « ne pas attendre les trois ans d'application prévus pour procéder à une évaluation de ses effets, notamment ses conséquences réelles pour les petits supports, s'interroger sur une pénalisation des intermédiaires du fait de cette loi et étudier la situation déli-

cate de la France en la matière par rapport aux pays européens ».

Outre la mission parlementaire déjà confiée à Louis de Broissia, député RPR de Côte-d'Or et président du Bien public (groupe Hérault), qui doit présenter ses réflexions à l'autonomie, M. Carignon a annoncé la mise en place, en collaboration avec le ministre de l'économie, d'un comité composé de représentants du ministère de la communication et de la direction de la concurrence, qui sera chargé de l'exposer ses propres conclusions sur la loi Sapin à l'ensemble de la profession.

En ce qui concerne la loi Evin, le ministre juge que le gouvernement précédent « a fait une erreur en ne prévoyant pas une compensation pour la presse » après la baisse des ressources publicitaires consécutives à l'interdiction de faire de la publicité pour le tabac et l'alcool, comme il l'a fait pour la formule 1 du sport automobile. Incidemment, Alain Carignon a indiqué que le collectif budgétaire réduira cette somme de 500 millions. En évoquant les journaux étrangers, qui peuvent diffuser en France des publicités pour le tabac et l'alcool, Alain Carignon a émis le souhait que l'on se « tourne vers une législation européenne pour la loi Evin ». Dans l'immédiat, le ministre s'est déclaré « prêt à envisager tout ce qui concerne une modification des décrets d'application » mais ne souhaite pas « revenir devant le Parlement, car ce serait périlleux ».







# CULTURE

ARTS

## La figure et son effacement

Quarante dessins de Gorky, pour comprendre la formation de l'expressionnisme abstrait

DESSINS D'ARSHILE GORKY  
à la galerie Marwan Haas

Ce sont quarante dessins, encore en crayon sur papier, ils ont été exécutés entre le début des années 30 et 1948, date du suicide de Gorky. Or Gorky, né Vladimir Gorkin en 1904 dans un village d'Arménie, forcé de fuir en 1919 les persécution turques, émigré l'année suivante aux États-Unis, est des quelques peintres qui ont réussi le passage entre art européen contemporain et art américain nouveau. Comme De Kooning, comme Pollock, il a très longtemps étudié Miro, Masson, Chirico - et Picasso plus qu'aucun autre, plus attentivement, plus amoureux.

Il commence par l'imitation. Vers 1930, d'après des revues et d'après ce qu'il peut voir de son modèle dans les galeries et les collections new-yorkaises, il pastiche les constructions de Picasso agrégées en forme de nu ou de tête. Il étudie ses tableaux un crayon à la main afin d'isoler les lignes de force et de comprendre comment un enchevêtrement de courbes se change en forme dans un fantôme

ou en baigneuse par la vertu de quelques mentions explicites anatomiques - un œil, un sein, un sexe. Délibérément, Gorky marche sur l'arête entre figuration elliptique et non-figuration. Il cultive l'équivoque, il va et vient d'un anthropomorphisme presque dissous à une géométrie presque organique.

Ce que Gorky sait de Miro - de la peinture surréaliste en général - nourrit cette réflexion sur l'incertitude. Les références se brouillent, l'interprétation oscille entre la figure et sa négation, qui n'est peut-être du reste qu'apparence de négation, représentation autre, obtenue par d'autres procédés, selon d'autres règles. Cette hésitation intelligente fait l'essentiel des dessins jusqu'à la guerre, jusqu'au moment où il se résout à glisser du côté du graphisme abstrait.

Il lui suffit - si l'on peut dire - de supprimer les indices figuratifs qu'il avait maintenus jusque-là. Il procède à l'inverse de Braque et de Picasso réintroduisant en 1912 des données matérielles dans les compositions à peu près intelligibles du cubisme extrême. Désormais débarrassés des signes qui le cloient à la réalité, le dessin se met à flotter. Comme des ballons, les

formes se gonflent et se défont, s'élèvent dans l'espace blanc de la feuille et, désorientées, s'agglomèrent en grappes et en amas aux contours indécis.

Ce ne sont plus des Picasso, ce ne sont plus des Miro, ce sont des Gorky. Le trait perd sa netteté, les ombres qui modelaient les masses se dispersent, le pastel et l'aquarelle nimbent spirales et cercles. Un brouillard de couleur environne des formes fantomatiques. Entre dessin et peinture, la distance s'annule. Le rythme de tracé, l'amplitude du mouvement qui dépose sur le papier un peu de gris et des traces de jaune deviennent prépondérants. L'idéal surréaliste d'un dessin automatique n'est pas étranger à ces effets de style - pas plus qu'à l'effacement de la présence à New-York d'émigrés nommés Ernst, Masson, Matta et Breton.

Expressionnisme abstrait, disent les livres d'histoire de l'art américain. Expressionnisme très retenu en vérité, élégant, gracieux, dans des gestes caressants plus qu'agressifs. Gorky invente sa poésie, qui a le charme de l'improvisation et de l'émotion. Abstraction, du moins ? Ce n'est même pas sûr. En 1945, en 1947 encore, en dépit de

la logique de l'évolution, une composition sans titre s'organise subrepticement en nature morte devant une fenêtre. Un vase est sur la table, et quelques assiettes peuvent aussi, et Gorky en revient à la peinture de Picasso et de Gris vers 1920 comme à son obsession préférée.

Sa mort, précipitée et tragique, et l'amour des classements ont néanmoins enfermé son œuvre dans cette catégorie. Les dessins qui sont révélés aujourd'hui, certains d'une beauté peu douteuse, ont donc d'autres mérites que leur élégance et leur suavité. Ils éclairent l'histoire de l'école de New-York, ils rappellent clairement ses débuts parisiens et ils établissent non moins clairement qu'elle n'a cessé de balancer entre la figure et son effacement, l'abstraction et sa mise en cause. Les tenants d'une évolution simple le long d'un axe, sans retours ni doutes, seraient bien inspirés de demander à Gorky des leçons de subtilité.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Marwan Haas, 12, rue d'Alger, 75001 Paris. Du 24 au 27 mai, 14h-19h. 42-96-37-98. Jusqu'au 24 juillet.



«Figures assises» (d'après Picasso), d'Arshile Gorky, 1938.

MUSIQUES

## Au vrai chic new-yorkais

Rencontre avec le chanteur-compositeur Donald Fagen, ex-Steely Dan, qui publie son premier album en douze ans

En juin 1981, Donald Fagen et Walter Becker annonçaient la dissolution de Steely Dan après avoir publié sept albums remarquables. L'année suivante, sortait *The Nightfly*, premier disque solo de Fagen. Échec commercial, réussite artistique irréprochable, expressionnisme d'une certaine élégance new-yorkaise. Et puis, plus rien. Fagen n'a écrit pour autant pas retiré sur une île déserte. Après avoir regagné sa ville - New-York - au retour d'un exil californien imposé par les lois du show-business, il avait tenu une chronique consacrée à la musique de film pour l'édition américaine de *Playboy*, et produit quelques disques. Depuis trois ans, maintenant, on avait aussi qu'il reconstruisait régulièrement Walter Becker dans un studio new-yorkais. Pendant l'été 1992, Fagen avait sillonné les États-Unis avec la Rock and Soul Revue, association de musiciens sophistiqués (Phoebe Snow, Michael McDonald, Booz Scaggs) interprétant des standards des années 50 et 60. Voici enfin *Kamakiriad*, le nouveau disque de Donald Fagen. Huit chansons, c'est tout, même si elles sont produites par Walter Becker, et si Fagen, qui se consacre ces jours-ci, avec un enthousiasme très limité, à l'explication de texte, et de silence.

À la première écoute, *Kamakiriad* apparaît si marqué par le style Fagen que l'on croit le disque menacé par la répétition. Voilà clair et distant, rythmique serrée, œuvres sophistiquées, mélodies élégantes. Le musicien explique que sa révolution a été personnelle plus que musicale : « L'énergie que j'ai dépensée pour la musique de Steely Dan et pour l'enregistrement de *Nightfly* était essentiellement juvénile. Comme beaucoup d'Américains, j'ai poursuivi mon adolescence au-delà de la trentaine. Même si ma vie musicale avait été très riche, je n'aurais pas eu d'autre vie. Après *The Nightfly*, je n'arrivais plus à écrire. Il m'a fallu traverser une longue période d'introversion pour trouver une énergie plus adulte, qui me permettrait d'écrire encore quelques années, d'écrire des chansons sur d'autres sujets. »

*Kamakiriad* est le reflet inversé de *The Nightfly*, qui évoquait le futur tel qu'on l'imaginait, au

milieu des années 50 (Donald Fagen est né en 1948). Les huit chansons de *Kamakiriad* sont, dans les années 90 en suivant l'ordre des titres, un héros de l'an 2000 qui voyage à travers le monde dans sa Kamakiri, une voiture balnéo-écossaise, mue par la vapeur, dont les équipements comprennent un jardin biologique de la chambre d'enfants du premier acte et reste présente jusqu'à la fin du quatrième, image inaltérable d'un printemps qui n'est plus que souvenir.

Ces émotions, on les discernerait à peine à l'écoute. *Kamakiriad* ressemble à cette image ambivalente de bonheur retrouvé et perdu. Il a refusé les parti pris univoques de mélancolie ou d'ironie, préférant chercher un équilibre entre la fidélité à la « petite musique » et la distance d'un regard contemporain. Louis Guilloux, raconte-t-il, lui avait indiqué la voie au sortir d'une répétition de *Crippe*, en commentant « cette alliance de bulles et de nuages si profonde-ment équilibrée » qu'il ressentait dans son travail.

C'est art de l'entre-deux est sensible dans la scénographie, à mi-chemin du naturalisme et du symbolisme avec cette chambre trop vaste où l'armoire, la table et le cheval à bascule paraissent un peu perdus, mais il s'exprime plus encore dans le jeu des acteurs.

Marina Vlady n'est ni la Lioubov fébrile et violente de Giorgio Strehler ni la cabotine exubérante de Peter Stein ; plutôt une femme partagée entre générosité et indifférence, prodigue de pièces d'or et de mots de tendresse, mais dominée dans le souvenir obsédant de l'amaant qu'elle a laissé à Paris. Marcel Maréchal apporte à Lopakhine, le fils de moujik enrichi, le même mélange d'affectivité et d'égoïsme, d'idéalisme et d'absence de pitié, il interprète le rôle de Casseux entre l'ardeur et le profond cynisme, bouffonnant et monomane, du milliardaire et pourtant attendrissant dans ses accès de lyrisme passionné.

C'est du côté des rôles apparemment secondaires qu'il faut cher-

THÉÂTRE

## Fleurs de givre

Marcel Maréchal met en scène la dernière comédie de Tchekhov

LA CENSURE  
ou Théâtre de la Criée  
de Marseille

Une gelée blanche de mai sur les cerisiers en fleurs. Le décor de Nicolas Sirey, fils de l'architecte de Peter Stein, est d'une beauté et d'une précision d'horlogerie. Elle se déploie en arceaux successifs de la chambre d'enfants du premier acte et reste présente jusqu'à la fin du quatrième, image inaltérable d'un printemps qui n'est plus que souvenir.

La mise en scène de Marcel Maréchal (à partir d'une nouvelle traduction de Nina Kahanav) ressemble à cette image ambivalente de bonheur retrouvé et perdu. Il a refusé les parti pris univoques de mélancolie ou d'ironie, préférant chercher un équilibre entre la fidélité à la « petite musique » et la distance d'un regard contemporain. Louis Guilloux, raconte-t-il, lui avait indiqué la voie au sortir d'une répétition de *Crippe*, en commentant « cette alliance de bulles et de nuages si profonde-ment équilibrée » qu'il ressentait dans son travail.

C'est art de l'entre-deux est sensible dans la scénographie, à mi-chemin du naturalisme et du symbolisme avec cette chambre trop vaste où l'armoire, la table et le cheval à bascule paraissent un peu perdus, mais il s'exprime plus encore dans le jeu des acteurs.

Marina Vlady n'est ni la Lioubov fébrile et violente de Giorgio Strehler ni la cabotine exubérante de Peter Stein ; plutôt une femme partagée entre générosité et indifférence, prodigue de pièces d'or et de mots de tendresse, mais dominée dans le souvenir obsédant de l'amaant qu'elle a laissé à Paris. Marcel Maréchal apporte à Lopakhine, le fils de moujik enrichi, le même mélange d'affectivité et d'égoïsme, d'idéalisme et d'absence de pitié, il interprète le rôle de Casseux entre l'ardeur et le profond cynisme, bouffonnant et monomane, du milliardaire et pourtant attendrissant dans ses accès de lyrisme passionné.

C'est du côté des rôles apparemment secondaires qu'il faut cher-

cher la ligne dure du spectacle. Car Marcel Maréchal fait pencher la balance, en fin de compte, du côté de la cruauté. S'il souligne les allusions à l'avènement des forces nouvelles, ce n'est pas pour prophétiser un avenir radieux. On le pressent glorieux et dilapidé, cet avenir, que ce soit par les positions cyniques comme le valet Yasha (Dominique Blinzet) ou par les intellectuels comme Trofimov (Mathias Maréchal), qui fondent le progrès social sur les décombres de l'amour. Des femmes, il n'y a rien à espérer : trop coquetteries ou trop pleureuses, corvées et manipulables à merci.

La seule femme dotée d'une personnalité tonique est Charlotta, la gouvernante. « C'est le meilleur rôle, les autres ne me plaisent pas », écrit Tchekhov à l'actrice Olga Knipper, son épouse, avant d'accepter qu'elle soit Lioubov dans la mise en scène de Stanislavski. Enfant de la bourgeoisie sans attaches ni patrie, Charlotta survit en vendant des tours d'illusionniste aux bourgeois parisiens qui l'entourent. Elle est lucide sur la frivolité des riches et la précarité de son état, mais ses jeux truqués lui permettent de déjouer le destin. Martin Pascal lui

mêmes proportions (suppression de 32 millions de francs). Le budget de l'action culturelle en province serait réduit de 10 % (moins 15 millions de francs), les crédits d'investissement des musées de province subiraient une amputation de 10 millions de francs tandis que les centres d'art et les actions déconcentrées en région pilotées par la Délégation aux arts plastiques (DAP) verraient leurs allocations rognées de 17 millions de francs (-15 %). Enfin les budgets consacrés aux achats d'œuvres seraient réduits de 5 millions de francs au titre de la DAP et autant au titre du Centre Pompidou.

Ce chiffrage est démenté par la Rue de Valois. « Les arbitrages sont en cours d'élaboration et rien n'est encore formellement décidé. Le détail du collectif budgétaire devrait être connu mardi ou mercredi prochains », indique Hubert Aitier, directeur du cabinet de Jacques Toubon, qui fait savoir que les priorités affichées du ministère - enseignement et formation - ne seraient pas touchées, que le spectacle vivant serait privilégié et que le rééquilibrage Paris-province sera maintenu.

Pourtant un certain nombre de responsables d'institutions artistiques - en particulier liées au spectacle vivant - ont déjà appris de manière formelle les restrictions qui les atteignent. Ces informations recoupent celles qui ont été diffusées par le groupe socialiste. La rigueur favorise la mise en place d'une nouvelle politique culturelle. Reste à savoir ce qu'elle sera et qui en fera les frais.

EMMANUEL DE ROUX

## La nouvelle donne culturelle

Suite de la première page

Par ailleurs, si le ministre a estimé que le Théâtre de l'Europe était « nécessaire », il s'est curieusement interrogé sur sa localisation en se demandant s'il était indispensable que cette institution soit installée à Paris. Et pour répondre à la cinquantaine de personnalités qui lui avaient écrit pour défendre le Théâtre de l'Europe, Jacques Toubon a rétorqué : « ceux qui m'ont interpellé sont gonflés, car si les problèmes restent pendus, c'est que le gouvernement précédent n'a pas pris les décisions avant le 28 mars. »

Ces annonces à l'emporte-pièce indiquent vraisemblablement qu'une nouvelle politique est en train de se mettre au place rue de Valois. Comment en irait-il autrement quand ce ministre voit une baisse significative de son budget ? La loi de finances votée en décembre 1992 attribue au ministère de la culture 13,8 milliards de francs, c'est-à-dire 1 % du budget de l'État. Le vieil objectif proposé par Jean Vilar et repris par les socialistes dès les années 70 était enfin atteint. Pas pour longtemps.

Dès janvier, le budget de la Rue de Valois se trouvait amputé de près de 202 millions de francs et, le mois suivant, 676 autres millions de francs étaient « gelés » par M. Bérégovoy, alors premier ministre - dont 230 millions d'autorisations de programme. Sommes que

## Maintien de la première new-yorkaise de « Jésus était son nom »

La première new-yorkaise de *Jésus était son nom*, le spectacle de Robert Hossein, a été maintenu par sa productrice française, Denise Fédulidier. Cette représentation aura lieu comme prévu au Radio City Music Hall et accueillera essentiellement des journalistes français et des personnalités du spectacle. En revanche, la vente des billets pour les représentations prévues du 3 au 13 a été interrompue, et la pièce sera présentée à New-York qu'une fois la polémique apaisée. Certaines personnalités juives et catholiques avaient en effet contesté la présentation du rôle des juifs dans la mort de Jésus (le Monde du 29 mai). En attendant, la pièce poursuit sa tournée américaine en évitant New-York.

« Grains de folie » à Brest. - Le dimanche 30 mai à Brest, avant Aurillac et Villenave, sera jour de Rite, d'une aube à l'autre, avec « Grain de folie ». Au Fort du Quetel, de 4 heures à 10 heures du matin, est servi un festin forain avec la participation des artistes à l'affiche. De 18 heures à 2 heures du matin, il y aura du théâtre de rue avec les compagnies Oposito, l'Agence Tartare et d'autres groupes. Et pour finir la nuit, un grand bal.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde L'ÉCONOMIE

# NET DU Monde

**Émissions**  
Mme Jacqueline Bicher à la tribune de la fin du débat à la télévision.  
Edmond LABLÉNIE, ex-Max Delmont, professeur de lettres, médaille de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques.  
Survenu le 25 mai 1993, à l'âge de 85 ans, à l'âge de 85 ans, à l'âge de 85 ans.

**Décès**  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
17, rue Edouard-Vaillant, 93140 Bondy.

**Anniversaires**  
Il y a huit ans.  
Mme MORVAN, née Maria Dupont-Dorville.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.

**Yves MORVAN** (Jean Maria), 1914-1992.







BILLET

Une pause pour les taux allemands

La Bundesbank va-t-elle marquer une pause dans sa politique de baisse des taux d'intérêt? La question se pose à la lecture d'une série de signes négatifs en Allemagne. Les taux à long terme (dix ans) subissent une petite tension depuis quelques semaines. Leur légère remontée reflète une anticipation négative des marchés, ou du moins une correction après des prévisions trop optimistes. Les taux d'intérêt au jour le jour se sont eux aussi tendus cette semaine au-dessus de 8 %. Et l'argent à trois mois est devenu moins cher en France qu'en Allemagne pour la première fois, sans que le franc en soit véritablement pénalisé. Les tensions témoignent en réalité du changement du climat en Europe. La dernière dévaluation de la peseta espagnole et de l'escudo portugais en a été remaniée le calme au sein du système monétaire européen (SME). Les monnaies y semblent désormais à leur « bon » niveau, celui qui reflète l'état de leur économie. Du coup, les opérateurs ont reporté leurs regards vers l'Allemagne... pour y découvrir ses faiblesses. Monnaie-refuge en cas de tempête, le mark résiste mal à l'examen par temps calme. Outre-Rhin, deux indicateurs sont passés au rouge. La masse monétaire, qui a cru de 7,3 % en avril en rythme annuel, provoquant un choc à Francfort et soulignant que l'inflation est loin d'être vaincue. Elle dépassera 4 % cette année. Les déficits publics ensuite, qui ne cessent de s'accroître. La vote du « programme de consolidation financière » par le Parlement fédéral en 1993, un creusement du trou par rapport à l'estimation faite à l'autisme dernier. Il passe de 38 milliards de marks à 68 milliards. Mais le pathétique est que ces estimations sont dépassées et que personne ne l'ignore. La récession prive le gouvernement de recettes dans des proportions toujours plus fortes. Les perspectives officielles de réduction à 3,5 % en 1995 du déficit en proportion du PIB ont perdu toute vraisemblance, parce que la classe politique se montre impuissante à s'entendre sur des mesures courageuses. Il y a encore six semaines, la Bundesbank laissait entendre qu'elle pouvait accélérer le rythme de la baisse de ses taux directeurs. Cette semaine, trois présidents de banque centrale régionale participent au conseil central (l'organe de décision de la Bundesbank) ont évoqué la nécessité d'une pause. Ces déclarations font partie de la politique de fermeté. Elles ont, vendredi 28 mai, fait remonter le mark.

Mais la tâche du conseil central devient ardue. Il lui faut, d'un côté, écouter les industriels allemands, qui, alarmés par la récession, réclament une poursuite de la détente des taux; de l'autre, prévenir le lent effritement du capital de confiance accumulé dans le mark. Facteur à demi-rassurant : le dollar est resté faible vis-à-vis du mark du fait d'une reprise américaine hésitante. Mais cela risque de ne pas durer.

ERIC LE BOUCHER

■ **Erratum :** la reprise de l'usine Grundig de Creutzwald... Deux erreurs se sont glissées dans l'article intitulé « Kalini candidat à la reprise de l'usine de Grundig à Creutzwald » publié dans le Monde du 29 mai. Le texte a été corrigé par erreur : « Avec l'appui du ministre de l'Industrie... ». Si Gérard Longuet a bien mis à profit son dernier séjour à Hongkong pour favoriser une éventuelle reprise de l'usine moscovite, il n'a jamais été amené à en prononcer sur quelque offre de reprise que ce soit. D'autre part, le nom du partenaire de Kalini s'orthographe « Great Wall » et non « Great Hall » comme il était écrit.

Une hausse figurant parmi les sept plus élevées depuis 1983

# Le nombre des chômeurs a augmenté de 45 600 en avril

En avril, le nombre de chômeurs a augmenté de 45 600, soit de 1,8 % en un mois. Selon les ministères du travail, qui se rendent ces chiffres publics le 28 mai, on comptait désormais 3 112 000 demandeurs d'emploi en données corrigées des variations saisonnières.

Après avoir longtemps flirté avec la barre symbolique des trois millions, entre le printemps 1992 et le milieu de l'hiver 1993, le chiffre du chômage cesse de confirmer, depuis février et mois après mois, le franchissement de ce seuil fatidique. Tous les records sont battus, une fois encore, puisque le nombre de demandeurs d'emploi atteint, en données corrigées, à la fin d'avril, les 3 112 000. La hausse mensuelle, 1,8 %, ce qui correspond à 45 600 personnes supplémentaires privées d'emploi (+ 7,6 % en un an) figure parmi les sept plus importantes qui se soient jamais produites depuis 1983, et il faut remonter à mai 1991 pour trouver une aggravation plus forte. A ce rythme, le chiffre de 3,5 millions pourrait être atteint pour la fin de l'année. Ce qui signifierait que M. Balladur ne pourrait tenir

son engagement, qui consistait à stabiliser cette année l'évolution, avant de réussir à diminuer le niveau du chômage en 1994.

Mépris précoce, ce chiffre en données corrigées se confond, à quelques unités près, avec le score déploré qui avait été enregistré en janvier 1993 en données brutes, et qui était, jusqu'à présent, la référence historique la plus élevée (3 112 462). Cette fois, la hausse de 41 100, toujours en données brutes (1,3 %), correspondant à 3 037 200 inscrits à l'ANPE, laisse d'ailleurs supposer que le ralentissement saisonnier demeure faible. Ce que confirme le calcul établi selon les chiffres du Bureau international du travail (BIT), qui estime le nombre de chômeurs à 2 728 000 (+ 1,4 % en un mois) et fixe à 10,9 % le taux de chômage officiel par rapport à la population active. Or, en un mois, ce ratio progresse de 0,2 point, et, en un an, de 0,7 point.

Il y a plus inquiétant. Depuis quelques mois, l'accélération du chômage était particulièrement sensible dans trois régions riches, où se trouvent rassemblés les effectifs les plus qualifiés et ceux des cadres notamment : l'Île-de-France, l'Alsace et Rhône-Alpes. En avril, la contagion a touché des régions qui, ayant

été sinistrées lors des restructurations industrielles de la décennie 80, avaient été depuis épargnées. Il s'agit de la Picardie et de la Bourgogne principalement, tandis que Champagne-Ardenne, la Lorraine, le Centre, la Franche-Comté et Provence-Alpes-Côte d'Azur voient leur nombre de chômeurs augmenter plus fortement que la moyenne nationale.

De la crise à la récession, le mouvement catastrophique est là, qui se lit dans l'évolution des effectifs salariés au premier trimestre. D'après l'estimation provisoire de l'INSEE, le nombre des salariés des secteurs marchands non agricoles a diminué de 0,5 % en trois mois et de 1,5 % en un an. Pis, les services de l'industrie ne compensent désormais plus les pertes de l'industrie (-1,1 % en un mois et -3,1 % en un an) ou du bâtiment (-0,9 % en un mois et -4,7 % en un an). Créateurs d'emplois jusqu'à la fin de l'année dernière, et même au plus fort des restructurations des années 1984-1985, ils affichent maintenant un solde négatif : -0,1 % en un mois et -0,2 % en un an. Jamais cela ne s'était produit, et ce peut crier de lendemains plus sombres encore.

Tout le reste est à l'avant et ne fait que signifier l'ampleur d'un

désastre annoncé. Évaluées à 342 700 au cours du mois d'avril, les entrées nouvelles à l'ANPE sont en croissance de 2,1 % en données corrigées. En face, les sorties, qui avaient été de 313 700, ont diminué de 5,1 %, alourdissant ainsi le déficit. Dès lors, il est logique que le chômage de longue durée s'accroisse, après les efforts accomplis avec le programme de Pierre Bérégovoy. Ils sont désormais 931 400 à être inscrits depuis plus d'un an, 0,3 % de plus qu'en avril 1992, et même 2,7 % de plus à avoir une ancienneté comprise entre deux et trois ans. Alors qu'ils représentent à nouveau près d'un tiers des demandeurs d'emploi (30,3 %), la durée moyenne de présence à l'ANPE s'établit à 351 jours et a augmenté de six jours en un mois.

Comment s'étonner, ensuite, que les victimes soient davantage des hommes que des femmes, et surtout âgés de moins de cinquante ans? Les suppressions d'effectifs interviennent d'abord dans les catégories les mieux formées, plus éloignées qu'il y a dix ans de la production. Ce sont les employés, qualifiés ou non, mais plus encore les agents de maîtrise ou techniciens (+ 24,5 % en un an) et les cadres (+ 21 % en un an) qui font les frais des diages actuels. Autrement dit, au nom de la recherche de la compétitivité ou par réflexe défensif de la part des entreprises, plus personne n'est épargné. Et on ne voit pas, dans ces conditions, comment le processus pourrait s'arrêter. Sauf à arrêter en une hypothétique rupture.

Comment s'étonner, ensuite, que les victimes soient davantage des hommes que des femmes, et surtout âgés de moins de cinquante ans? Les suppressions d'effectifs interviennent d'abord dans les catégories les mieux formées, plus éloignées qu'il y a dix ans de la production. Ce sont les employés, qualifiés ou non, mais plus encore les agents de maîtrise ou techniciens (+ 24,5 % en un an) et les cadres (+ 21 % en un an) qui font les frais des diages actuels. Autrement dit, au nom de la recherche de la compétitivité ou par réflexe défensif de la part des entreprises, plus personne n'est épargné. Et on ne voit pas, dans ces conditions, comment le processus pourrait s'arrêter. Sauf à arrêter en une hypothétique rupture.

ALAIN LEBEAUBE

Mis en cause par la justice suisse

## Le Crédit lyonnais se déclare victime d'une escroquerie dans l'affaire Sasea

Considéré par la justice suisse comme un coupable plutôt qu'une victime dans l'affaire de la faillite spectaculaire du holding Sasea, le Crédit lyonnais a décidé de changer de stratégie. La banque française, qui ne veut pas devenir le bouc émissaire d'un désastre de 5 milliards de francs suisses, porte plainte au pénal pour escroquerie contre l'ancien administrateur et principal actionnaire de la Sasea, Florio Fiorini. Soupçonné, par le juge suisse Jean-Louis Cochet, d'être devenu à partir de 1991 « administrateur de fait » de la Sasea, le Lyonnais s'est retiré de l'insurrection en cours sur la plus importante banqueroute de l'histoire helvétique (*Le Monde* du 28 mai).

Au lendemain de la faillite de la Sasea, le 30 octobre 1992, le Crédit lyonnais, premier des créanciers du holding helvétique pour un total de 927 millions de francs suisses, s'est constitué partie civile. Une procédure suspendue depuis février par la justice genevoise, qui s'interroge

sur la qualité d'administrateur de fait de la banque française, Florio Fiorini, inculpé à la prison des Champs-Élysées de Genève depuis le 22 octobre 1992, et les cinq autres anciens dirigeants de la Sasea inculpés affirmant que la banque française est responsable du désastre. Le Crédit lyonnais avait retiré son appui au holding au moment même où il en avait le plus besoin. Une version des faits qui semble convaincre la justice suisse. Convoqué « oralement », précède-on boulevard des Capucines, par le juge Jean-Louis Cochet, Jean-Yves Haberer, le président de la banque publique, a refusé de se rendre en Suisse.

Le Lyonnais a décidé de porter plainte au pénal et affirme que les difficultés de la Sasea ne sont pas apparues soudainement en 1991, époque à partir de laquelle la banque est accusée d'être devenue administrateur de fait, mais bien avant. Toujours selon la banque, les bilans de 1989, 1990 et 1991 de la Sasea, pourtant certifiés par le cabinet international KPMG, étaient faux. Sur cette base, le Crédit lyonnais et sa filiale ozerlandaise auraient apporté des fonds à la Sasea avant qu'elle cède des actifs dont il s'ensuivrait que le Lyonnais n'avait rien à voir avec ce qui figurait dans les comptes.

En fait, Florio Fiorini, à l'image de son allié Giancarlo Parretti, avec qui il était parti en 1990 à la conquête de la Metro Goldwyn Mayer, semble être passé maître dans l'art des manipulations de bilan. La structure du groupe Sasea était constituée d'une nébuleuse de plus de trois cents sociétés dans une douzaine de pays. Les capitaux fournis par les banques et les investisseurs lors d'émissions obligataires n'ont jamais été conservés dans les caisses de la Sasea, mais transférés dans la constellation de filiales et sous-filiales. Les actifs gonflés du groupe étaient ainsi constitués de créances plus ou moins fictives et de participations surévaluées dans des sociétés du groupe domiciliées la plupart du temps hors de Suisse et dans des « paradis fiscaux ».

Le Crédit lyonnais plaide la bonne foi et se considère victime d'une gigantesque escroquerie de la part de Florio Fiorini et des administrateurs de la Sasea, avec la complicité des organes de contrôle. Même dans une telle hypothèse, la banque française aurait de toute façon fait preuve d'une grande légèreté en s'engageant pour près de 1 milliard de francs suisses aux côtés de la Sasea.

Le dispositif s'articule autour de trois axes.

Le redressement financier des entreprises de pêche industrielle ou artisanale (44 millions de francs) : des commissions départementales examineront la situation des entreprises en difficulté cas par cas. Les conseils régionaux et généraux seront sollicités pour accompagner l'effort de l'Etat afin de reconstruire les fonds propres des sociétés. D'autre part, l'enveloppe des prêts bonifiés fixée en février dernier à 180 millions de francs sera portée à 240 millions. Par ailleurs, il n'est pas envisagé de modifier en hausse ou en baisse le programme (1993-1996) de réduction de 10 % de la flotte de pêche française conformément aux obligations européennes.

La valorisation des productions et la compétitivité des différents secteurs (31 millions) : il s'agit de promouvoir la qualité du poisson vendu en recourant à l'étiquetage sous marque, de moderniser les ateliers de maraîchage et les balles de crabe, de renforcer le réseau des organisations de producteurs. Le Fonds d'intervention et d'organisation des marchés (FIOM) va recevoir une dotation supplémentaire de 20 millions.

La recherche et le développement de nouvelles zones et nouvelles techniques de pêche (5 millions) : il s'agit, en prenant pour exemple les poissons de grande profondeur qui, depuis trois ans, sont capturés au large de l'Ecosse par les chalutiers de Boulogne ou de Lorient, d'encourager les armateurs à aller découvrir de nouveaux parages en Afrique australe ou au large de l'Amérique du Sud, par exemple. Là encore, l'aide des collectivités territoriales sera sollicitée.

Alain Parretti, président du Comité national des pêches maritimes, qui conduisait la délégation de professionnels, a estimé que « l'effort du gouvernement était sensible et que les engagements pris par le précédent gouvernement étaient tenus ». Il a ajouté : « Ces mesures nationales sont une chose, mais nous savons bien que la clé de nos difficultés est à Bruxelles ». Les professionnels réclament, à défaut de prêts garantis comme dans l'agriculture, l'application stricte du principe de la préférence communautaire.

## Comment Hollywood a floué la banque française

Par quels mécanismes financiers la société suisse Sasea financée par le Crédit lyonnais a-t-elle été associée, en 1990, au rachat de Metro Goldwyn Mayer (1,33 milliard de dollars) ? Les plaintes déposées à Genève par la banque française contre Florio Fiorini, son patron, jette quelques lumières sur un formidable échec de fraude. Giancarlo Parretti associé à M. Fiorini dans la conquête de la MGM avait d'abord compté sur une association avec Time Warner qui devait apporter 650 millions de dollars. L'été 1990, Time Warner dénonce le contrat. Les deux financiers italiens ont alors un problème majeur : trouver 1,3 milliard de dollars avant octobre 1990, sous peine de perdre 250 millions de dollars d'avance, déjà déposés au compte du vendeur Kirk Kerkorian.

Pour compenser la défection de Time Warner, les pécuniers dorés de MGM ont dû verser 650 millions de dollars dans les caisses de MGM en lui vendant la bibliothèque de films Cannon, rebaptisée Pathé Communications Corporation. Raste à obtenir 700 millions de dollars. Lesquels furent réunis comme suit : 90 millions de dollars ont été apportés par Sasea, 50 millions de dollars furent prêtés par la Banca popolare di Novara mais détournés de leur utilisation ini-

tielle par la Sasea, et 250 millions de dollars ont été versés de caisses d'actifs, d'avances forcées obtenues de Scotti (une sous-filiale de Sasea, tantôt entrante, tantôt sortante du périmètre de consolidation) et du tirage de certains crédits sur le Crédit lyonnais Bank Nederland.

Restaient alors à trouver 310 autres millions de dollars. La moitié (150 millions) furent fournis par Sasea, une holding appartenant à une famille marseillaise de négociants en vins, les Seneclaux, qui étaient à la fois actionnaires de Sasea et clients du Crédit lyonnais. L'existence de Sasea a été révélée lors du procès qui a opposé le Crédit lyonnais à Giancarlo Parretti dans le Delaware (*Le Monde* du 24 septembre 1991).

**Le rôle de Silvio Berlusconi**

Au procès de Wilmington, François Gille, directeur général du Crédit lyonnais, avait expliqué que cet argent prêt à Pathé avait été détourné sur Melle (une filiale de Parretti) pour accroître la position de ce dernier dans le capital de Pathé. La manipulation dévoilée, le Crédit lyonnais accepte un nouveau montage financier pour ne pas faire échec au rachat de MGM. Les 160 mil-

lions de dollars restants furent avancés par le Crédit lyonnais Bank Nederland. Sur la foi d'informations faussées et de documents comptables truqués.

Toute l'argumentation du Crédit lyonnais vise à démontrer que sa bonne foi de banquier a été trompée depuis le début. Ainsi, en juillet 1990, Sasea a lancé un emprunt obligataire de 340 millions de francs suisses. Ce refinancement des fonds propres avait toutes les apparences du succès. En réalité, Sasea a emprunté 300 millions de francs suisses à une banque, les o prêtés à Scotti pour que cette filiale suive la quasi-totalité de l'emprunt obligataire, puis avec l'argent de la souscription Sasea a remboursé la banque. Résultat de cet aller-retour : Sasea se permit d'inscrire 340 millions de francs suisses parfaitement fictifs. C'est sur la base d'opérations de ce type que la vente fictive d'actifs au groupe italien Cabassi était également destinée à réduire l'endettement du groupe Sasea) que le Crédit lyonnais a prêté l'argent.

Le second aspect de l'argumentaire du Crédit lyonnais porte sur le pillage des actifs de MGM par le tandem Parretti-Fiorini. Et là apparaît en filigrane Silvio Berlusconi. Pour le Crédit lyonnais, les cessations d'actifs de MGM et

notamment la filmothèque ont représenté un véritable « bradage ». Ainsi, la cession des droits sur les productions de MGM à Reteitalia (filiale du groupe Berlusconi pour 125 millions de dollars) pouvait apparaître comme un accord fort avantageux. En réalité, cet accord n'a pu être conclu que parce qu'un contrat occulte garantissait à Silvio Berlusconi de pouvoir récupérer ces mêmes droits à MGM, sans pertes. Ce que Silvio Berlusconi fit au lendemain de l'acquisition de MGM en 1990. Selon le Crédit lyonnais, de nombreux autres contrats de distribution ont été conclus à des prix excessivement élevés au détriment de MGM. En outre, des apports d'actifs nettement surévalués ont permis à M. Fiorini et Parretti d'enrichir Pathé tout en mettant gravement en péril la situation financière de MGM.

Tout cela amène le Crédit lyonnais à affirmer que la participation de 700 millions de francs suisses de Sasea dans MGM était purement fictive. Elle ne vaut dans le meilleur des cas que la moitié, au mieux consolidé. Et la moitié de la moitié si l'on ne considère que le holding.

ERIC LESER

YVES MAMOU

FRANÇOIS GROSCHARD



## REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 24 AU 28 MAI 1993

## PARIS

## Un nouveau souffle

## INDICE CAC 40

+2,82%

Enfin! Après deux mois d'inconsistances, voire de vive baisse, la Bourse s'est ressaisie. Certes, même si les intervenants ont suivi avec passion le match Marseille-Milan A.C., mercredi, ce n'est pas la victoire de l'OM en Coupe d'Europe qui peut justifier ce regain. Une reprise technique, après la descente du CAC 40 sous la barre des 1 840 points la semaine précédente, conjuguée à l'annonce d'une baisse des taux lundi, le septième depuis le 19 avril, expliquent en grande partie le regain de 2,82 % des valeurs (+1,34 % lundi, +1,80 % mardi, -0,03 % mercredi, +0,75 % jeudi, -0,83 % vendredi). Du jamais vu depuis les 3,21 % de hausse enregistrée entre les deux tours des élections législatives à la fin du mois de mars.

Ont contribué également à ce raffermissement la perspective d'un emprunt de 40 milliards de francs pour relancer l'activité et le programme de privatisation de vingt et une sociétés. Mais les boursiers restent circonspects. Ils s'interrogent sur la capacité du marché à absorber 40 milliards de francs d'ici à la fin de l'année, un montant important à collecter en très peu de mois, entre septembre et décembre. A titre de comparaison, l'appel public à l'épargne s'est élevé à 47,2 milliards de francs sur l'ensemble de 1992.

## Les députés et l'impôt de Bourse

Evocant, jeudi, le retour défranché dans le public du CLF, Pierre Richard, le président de cette institution financière spécialisée, provoquait un recul du titre en affirmant que la privatisation se ferait aux alentours de 400 francs. Le titre se dépréciait de 3,78 % à 404,10 francs et perdait encore 1,5 % le lendemain à 397,90 francs.

Les valeurs du BTP ont, quant à elles, momentanément bénéficié des espoirs nourris par le projet de relance gouvernementale. Mais, là encore, les gestionnaires n'ont pas trop anticipé et préfèrent demeurer prudents.

La journée de vendredi, la plus décevante de la semaine en raison

de mauvais chiffres américains combinés à l'arrivée à terme d'échéances boursières, a pu être ensablée si la décision de plafonner l'impôt de Bourse avait été retenue par les députés durant la nuit. Contre l'avis de la commission des finances, l'Assemblée nationale adoptait en première lecture, un amendement au projet de loi de finances rectificative prévoyant le plafonnement de l'impôt de Bourse à 4 000 francs par opération. Cet amendement, présenté par le député UDF de Paris Gilbert Gauthier, était remis en cause quelques heures plus tard. Les parlementaires se dégageaient alors en retenant le projet initial du gouvernement, prévoyant seulement de supprimer l'impôt de Bourse pour les petites transactions. Un abattement de 150 francs est donc prévu sur chaque ordre.

Dans ce débat nocturne et éphémère, des chiffres divergents ont été cités sur le coût du plafonnement à 4 000 francs. Pour Nicolas Sarkozy, ministre du budget, le manque à gagner pour l'Etat serait de 90 millions de francs en 1993 et de 150 millions en année plénière. Selon Philippe Auberger (RPR), rapporteur général de la commission des finances, cette mesure était estimée à 300 millions pour 1993 et à 600 millions en année plénière. Du côté des valeurs, plusieurs réorganisations ont été annoncées. La principale concerne L'Oréal, qui simplifie la structure

de son capital en proposant aux détenteurs de certificat d'investissement et de certificat de droit de vote d'échanger leurs titres contre des actions du groupe de cosmétiques. Vendredi, la bataille autour du premier répartiteur français de médicaments, l'OCF (Office commercial pharmaceutique), qui oppose l'allemand Gehe à l'allemand franco-américain Coopération pharmaceutique (Cooper)-Bergon Brunswig, a connu un nouveau développement. Le Trésor ayant donné son accord à l'offre publique d'achat (OPA) franco-américaine, les modèles de l'offre ont été publiés. Du 1<sup>er</sup> au 28 juin, les actionnaires de l'OCF pourront échanger leurs titres à la Cooper, via sa filiale Aura Expansion, au prix unitaire de 865 francs. Si certains démentent ne pas apporter immédiatement leurs actions, Aura Expansion leur propose une promesse d'achat valable deux ans. D'autre part, si la Cooper récupère moins de 50,01 % du capital dilué, elle se réserve le droit de renoncer à son offre.

Sur le marché hors cote, l'action OCP se négociait à 665 francs, mais tous les intervenants s'attendaient à une contre-proposition allemande très rapidement après le long week-end de la Pentecôte. Engagée à la mi-février, la bataille pour le contrôle de l'OCF pourait maintenant s'accroître et s'échouer au début de l'été.

DOMINIQUE GALLOIS

## Agroalimentaire

	28-5-93	Diff.
Bouygues	2 525	+ 84
BOF	899	+ 28
Edouard Belin	745	+ 17
Proximité	3 950	+ 110
LMV	3 625	+ 48
Paroisse-Rémi	372	+ 310
Remy-Cointreau	162,50	+ 2,50
Saint-Louis	1172	+ 57

## Assurances

	28-5-93	Diff.
AGF	1 598	+ 5
AXA	1 287	+ 97
GAN	415	+ 11
Groupe Victoire	840	+ 0
SOA SA	382	+ 13
UAP	682	+ 36

## Bâtiment et matériaux

	28-5-93	Diff.
Bouygues	2 525	+ 84
Cheminot Tréport	382	+ 1
Colas	950	+ 3
Eurochem	35,20	+ 2
Ellepage	977	+ 31
Immat	430	+ 4,90
ITM Entreprises	134,90	+ 4,90
Immat. Pénins.	1 073	+ 71
Immat. Coteau	357,80	+ 27,80
Immat. Coteau	353,50	+ 22,50
Immat. Coteau	483,80	+ 20,30
Immat. Coteau	236	+ 24,50
Immat. Coteau	352	+ 10

## Chimie

	28-5-93	Diff.
Air Liquide B1	722	+ 33
ELF Solut	911	+ 3
Gascoyne	327	+ 7
Immat. Pénins.	10 000	+ 200
Immat. Pénins.	140,50	+ 5,50
Immat. Pénins.	800	+ 41
Immat. Pénins.	555	+ 20
Immat. Pénins.	521	+ 23
Immat. Pénins.	1 213	+ 15

## Consommation non alimentaire

	28-5-93	Diff.
BIC	1 045	+ 10
Changéon	1 010	+ 28
Changéon Dier	220,30	+ 10,30
Changéon	554	+ 3
DMC	220,10	+ 12,10
EPF	688	+ 22
Emile et	438	+ 5
Groupe André	681	+ 14
L'Oréal	1 058	+ 31
Moulinex	93,10	+ 2,90
Selenia	1 400	+ 30
SEB	434	+ 13
Shis Rosagat	1 003	+ 3
Stamex-Albert	1 433	+ 56
Yves Saint Laurent	730	+ 8
Zofac	1 780	+ 57

## Crédit et banques

	28-5-93	Diff.
Comp. Interne	490,80	+ 35,80
BNP CI	557	+ 9
Catolani	1 270	+ 40
CPH	338,50	+ 13,50
COE	215	+ 15,50
CLF	1 034	+ 80
CLF	289	+ 5,50
Crédit Lyonn.	829	+ 5
Crédit Lyonn.	1 335	+ 12
Société Générale	810	+ 12
SOVAC	1 258	+ 58
UBF Local	280	+ 23
UC	536	+ 34
Vie Banque	334	+ 8

## Electricité et électronique

	28-5-93	Diff.
Alcatel-Alsthom	623	+ 14
Alcatel-Cable	808	+ 11
CSSE	950	+ 10
Internelectronique	480	+ 3
Labinal	139	+ 38
Legrand	4 444	+ 123
Matra-Hochepied	117,5	+ 2,50
Radotech	280,80	+ 9,80
Sagem	3 480	+ 15
Schneider	679	+ 32
Secteur Alsthom	168,5	+ 0,50
Thomson CCF	163	+ 8

## Distribution

	28-5-93	Diff.
Alcatel-Alsthom	2 175	+ 158
Alcatel-Cable	812	+ 22
Carrefour	2 679	+ 80
Carrefour	139	+ 4
Carrefour	601	+ 12
Carrefour	490	+ 20
Carrefour	1 511	+ 116
Carrefour	3 365	+ 33,90
Carrefour	1 520	+ 40
Carrefour	1 010	+ 10
Carrefour	1 430	+ 15
Carrefour	782	+ 22
Carrefour	944	+ 14
Carrefour	735	+ 48
Carrefour	14,7	+ 0,45

## LES VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

	Nombre de titres	Valeur en cap. (MFF)
Alcatel-Alsthom	2 211 020	136 530 638
BOF	1 188 040	101 823 835
Totals	2 584 960	31 912 101
UAP	2 507 736	30 000 001
ELF Aquitaine	2 360 200	39 863 256
AXA	642 896	80 007 206
Suez	261 930	74 352 713
Saint-Gobain	1 658 000	72 082 345
Oréal B1	647 050	68 294 422
Paribas	1 532 428	62 400 528
Société Générale	2 760 000	52 701 000
Société Générale	668 720	52 444 714
Air Liquide	688 200	49 877 884
Lyonnaise des Eaux	843 195	48 000 203

## LES PLUS FORTES VARIATIONS DE VALEURS HEBDOMADAIRES (RM)

	Valeurs	Haut	Bas	Valeurs
GLE Entreprises	+15	Ind. C. g. g.	-17,1	
SOR Sot-Est	+12,4	Maqu. Cult.	-7,8	
COE	+11,8	UAG Dr. m.	-6,1	
Suez	+11,1	Ind. Tech.	-5,8	
Alcat. Suprem.	+11	Ind.	-5,7	
UBF Local	+10,5	SAT	-5,3	
Saint-Louis	+10,2	Solides	-5,1	
Polys	+9,9	Labo	-4,4	
DMC	+9,7	SCOA	-4,2	
GLE des m.	+9,5	BP France	-4,2	
Car. Sot. S.	+9,1	Sot. Marché	-4,1	
Paribas	+8,8	Ind. Tech.	-3,9	
Paribas Ind.	+8,5	CMC M.	-3,3	
Totals	+8,4	Solides	-3,1	

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	19-5-93	24-5-93	25-5-93	26-5-93	27-5-93
RM	5 688 339	4 950 342	2 717 920	2 872 388	3 605 330
Comptant	28 060 991	28 010 234	30 629 188	32 209 063	25 635 503
R. et obl.	225 565	128 991	185 491	253 055	271 068
Total	33 974 895	33 089 567	33 512 559	35 334 504	29 511 839

## INDICES CAC (du lundi au mercredi)

	24-5-93	25-5-93	26-5-93	27-5-93	28-5-93
Indice gén. ...	505,3	510,5	516,9	519,9	519
Indice CAC 40 ...	1 861,37	1 891,09	1 908,29	1 904,59	1 888,70

## Immobilier et foncier

	28-5-93	Diff.
CFI	n.c.	0
Ind. S.	410	+ 2
Ind. S.	210	0
Ind. S.	85,50	+ 1,50
Ind. S.	3 210	+ 2
Ind. S.	4,30	+ 0,30
Ind. S.	733	+ 18
Ind. S.	518	+ 3
Ind. S.	577	+ 20
Ind. S.	545	+ 1

## Investissement

	28-5-93	Diff.
Amat. et Assoc.	NC	0
Salon	467	+ 8,90
CEIP	1 050	+ 58
CEIP	1 810	+ 10
CEIP	1 400	+ 10
CEIP	98	+ 4,30
CEIP	324,40	+ 12,40
CEIP	990	+ 5
CEIP	143,50	+ 5,40
CEIP	770	+ 10
CEIP	NC	0
CEIP	337	+ 9
CEIP	NC	0
CEIP	326	+ 7
CEIP	283,80	+ 1,50
CEIP	245	+ 1,50

## Mines d'or, diamants

	28-5-93	Diff.
Anglo-American	187	-12
Anglo-American	80	-1
Anglo-American	94,10	0
Anglo-American	70,50	+ 2,50
Anglo-American	13,50	+ 0,50
Anglo-American	29,50	+ 0,50
Anglo-American	42	+ 0,50
Anglo-American	48	+ 1
Anglo-American	143	-3

## Pétrole

	28-5-93	Diff.
BP-France	88	+ 1
BP-France	377,50	+ 9,70
BP-France	306	+ 3
BP-France	721	+ 7
BP-France	628	+ 23
BP-France	288	+ 20,30

## Sicomi ou ex-Sicomi

	28-5-93	Diff.
Sicomi	520	+ 8
Sicomi	310	+ 4
Sicomi	433	+ 1
Sicomi	540	+ 1
Sicomi	559	+ 5
Sicomi	170,10	+ 0,10
Sicomi	403	+ 2

## Transports, loisirs, services

	28-5-93	Diff.
Amat.	824	+ 28
Amat.	181	+ 3
Amat.	1 285	+ 18
Amat.	172,40	+ 5,80
Amat.	367	+ 13
Amat.	300,10	+ 58
Amat.	309,80	+ 17,20
Amat.	NC	NC
Amat.	2 268	+ 228
Amat.	440	+ 18
Amat.	71,20	+ 5,20
Amat.	427,10	+ 12,50
Amat.	442,80	+ 11,80
Amat.	891	+ 10
Amat.	671	+ 17
Amat.	880	+ 10
Amat.	770	+ 10
Amat.	846	+ 4
Amat.	477	+ 0,10
Amat.	917	+ 10
Amat.	438,50	+ 5,10

## Valeurs à revenu fixe ou indexé

	28-5-93	Diff.
5,80 % 1978	n.c.	0
5,80 % 1978	101,30	+ 0,30
5,80 % 1978	102,80	+ 0,25
5,80 % 1978	5 620	+ 10
5,80 % 1978	100,10	+ 0,10
5,80 % 1978	100,05	+ 0,05
5,80 % 1978	100,05	+ 0,05
5,80 % 1978	100,10	+ 0,05

## NEW-YORK

## Records

## INDEX DOW JONES

+0,99%

Des prises de bénéfices et des statistiques peu encourageantes ont pesé sur Wall Street qui a fini, vendredi 28 mai, en baisse de 0,77 %, à l'issue d'une séance très peu active avant le long week-end du Memorial Day, lundi étant un jour férié. Ce recul du Dow-Jones après deux records consécutifs (3 549,16 le 26 mai et surtout 3 554,83 le lendemain) ont limité la progression hebdomadaire à 0,99 %.

Les principaux indices économiques de la semaine (chute de l'indice de confiance des consommateurs en mai, commandes de biens durables inchangées en avril, révision en baisse du produit intérieur brut et gonflement du déficit de la balance des paiements au premier trimestre) ont écarté les craintes d'une accélération de l'inflation. Ces statistiques mitigées ont incité les investisseurs à acheter sur le marché obligataire, entraînant ainsi une baisse des taux d'intérêt qui évoluent inversement par rapport aux prix. Ce mouvement était d'autant plus attirant, en début

de semaine, que les taux d'intérêt avaient dépassé le seuil psychologique de 7 % la semaine. Le sentiment s'est néanmoins inversé vendredi sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, est remonté à 6,97 % vendredi contre 6,93 % la veille. Indice du 28 mai : 3 527,43 (c.3 492,93).

	Cours 10 mai	Cours 22 mai
Alcoa	87 5/8	87 1/2
AT&T	88 1/8	87 1/2
Bell	40	39 5/8
Chase Man. Bank	29 3/8	30 3/4
Du Pont de Nemours	81 7/8	82 3/4
Eastman Kodak	52 1/2	51 3/4
Exxon	64 3/4	64 3/8
Ford	55	52 1/2
General Electric	32 1/8	32 3/4
General Motors	38 1/2	40 1/8
Goodyear	48 1/2	48 3/4
IBM	81 1/8	83 7/8
ITT	88 1/4	89 3/8
Mobile Oil	88 7/8	89 3/8
Philips	71 1/4	71 3/8
Schlumberger	64	65 1/2
Texas	63 1/8	63 5/8
UAI Corp. (ex-Algolia)	128 3/4	134
Union Carbide	18 3/4	18 7/8
United Tech.	31 5/8	32 7/8
Westinghouse	23 1/4	23 1/4
Worthington	10 7/8	75 3/4



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Un échange de yens et de francs

Le vote des Danois en faveur de Maastricht a redonné espoir à tous ceux qui croient aux progrès de la construction européenne. Sur le plan financier, cette évolution devrait se traduire par un rapprochement du niveau de l'intérêt dans les différents pays de la Communauté. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que les souscripteurs se tournent actuellement de préférence vers les compartiments les plus rémunérateurs comme ceux de la lire italienne, où les rendements proposés sont encore largement supérieurs à 10 %.

Pour ce qui est du compartiment de l'eurofranc français où les taux ont déjà beaucoup baissé, l'appétit des investisseurs s'est éteint. On ne peut les attirer qu'en leur offrant des opérations qui sortent de l'ordinaire. C'est ainsi que l'explication la plus plausible de la Banque interaméricaine de développement qui sollicitait le marché pour 1,2 milliard de francs pour une durée d'un peu plus de six ans et qui promettait aux bailleurs de fonds une rémunération de 7,13 %.

Il s'agit d'un débiteur de tout premier plan, qui n'avait plus émis de titres en francs depuis vingt ans. Les investisseurs qui cherchent à diversifier au mieux la composition de leur portefeuille se sont empressés de répondre à l'offre qui leur était faite. Les titres étaient vendus au départ de façon à procurer un rendement de 22,5 points de base de plus que ce que rapportaient les obligations du Trésor.

La rareté des apparitions de la Banque interaméricaine sur le marché du franc s'explique aisément. Cette organisation supra-nationale de développement n'a pas l'emploi de ressources en francs français et, traditionnellement, elle emprunte soit en dollars, soit dans des mon-

naies auxquelles sont associés des taux très bas comme le deutschemark, le franc suisse ou le yen. De fait, elle a conclu avec la Banque nationale de Paris, qui était chargée de son dernier euro-emprunt, un contrat d'échange de façon à obtenir des fonds en yens.

#### Des francs pour Helsinki?

Sur le plan technique, l'opération est très intéressante. Elle a intrigué beaucoup de spécialistes qui, comme toujours en pareil cas, ont cherché à en connaître les tenants et les aboutissants. Il y avait visiblement un secret à percer que ni les débiteurs, ni la banque qui s'est occupée de son emprunt ne tenaient à élucider. En cherchant bien, par recoupements, on a fini par trouver un lien entre cette émission, qui a vu le jour le 24 mai, et une autre qui avait été lancée en yens au début du mois de septembre pour le compte de la Finlande.

En clair, cela revient à dire que la Finlande se serait procurée de façon détournée un montant important de francs français et on comprend ainsi comment Helsinki, qui a pourtant d'importants besoins de fonds, a pu se permettre de ne pas se présenter cette année sur le marché de l'eurofranc. Les deux emprunts viendront à échéance à un jour d'intervalle les 13 et 14 septembre 2000. Le décalage est celui qu'il faut pour dénouer à temps l'opération d'échange.

Il y a eu la semaine passée une autre émission internationale en francs qui a été également très bien accueillie. Il s'agit d'un emprunt convertible en actions que la Société générale a lancé pour son propre compte. Sa durée est de six

ans et demi, c'est-à-dire qu'il viendra à échéance au début de l'an 2000. L'opération est construite de sorte à inciter les investisseurs à échanger leurs obligations contre des actions. Mais ceux qui garderont leurs titres jusqu'au bout sont assurés d'un rendement de 6,22 %. Les titres seront remboursés à un cours qui dépasse leur valeur nominale. Cette formule permet à la Société générale de ne verser qu'un coupon assez maigre et donc d'économiser sur le coût de son opération.

Sur le marché de l'éco, une nouvelle émission de 100 millions a été lancée pour la Compagnie bancaire. L'affaire a vu le jour à des conditions tout à fait équitables. Elle est destinée à se placer dans le public, en Belgique et en Suisse notamment, où les particuliers s'investissent de nouveau à l'éco. Le débiteur a conclu avec sa banque un contrat d'échange de façon à obtenir les livres sterling dont il a l'emploi dans le cadre des activités de son groupe en Grande-Bretagne.

En euro-deutschemark, on attend pour cette semaine un très grand emprunt pour le compte du Portugal. Son montant pourra aller jusqu'à 2 milliards et sa durée sera de dix ans. Cela fait qu'il se comparera directement à une récente émission espagnole qui, à la veille du week-end de la Pentecôte, rapportait 27 points de base : plus que les obligations du Trésor allemand. Si l'émission voit le jour, comme tout permet de le penser, ce sera un triomphe. Le Portugal est un débiteur très peu fréquent. Il ne s'était plus présenté sur le marché de l'euro-deutschemark depuis cinq ans. C'est un des rares pays dont le crédit à l'étranger est de mieux en mieux apprécié.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVISES ET OR

### La monnaie japonaise flambe, le dollar chute

Quelle semaine! Le yen a son plus haut cours historique vis-à-vis du dollar, ce dernier affaibli par les propos d'administrateurs de la Bundesbank, la peseta secouée par des rumeurs : tous ces événements ont contribué à faire remonter la tension sur des marchés que l'on croyait calmés après le « oui » donné au référendum sur le traité de Maastricht et la troisième dévaluation de la devise espagnole, effectuée « à froid » le 13 mai dernier. L'événement le plus important a été l'envoie du yen, en dépit des efforts désespérés des banques centrales, au Japon et aux États-Unis.

Cette envolée ou, si l'on veut, la chute du dollar (cela revient au même) a commencé mardi avec le rapport semestriel du Trésor américain au Congrès, selon lequel une hausse durable du yen pourrait, à terme, réduire l'excédent commercial japonais, qui est en pleine ascension, on le sait, vis-à-vis des États-Unis. Malgré les dénégations du gouvernement de la Banque du Japon, Yasuichi Mieno, déclarant que les marchés avaient mal compris le rapport en question, et qu'il s'était fait confirmer auprès du Trésor américain l'absence de toute modification de la politique des États-Unis en matière de change, l'ascension du yen s'est poursuivie.

La Banque du Japon et la Réserve fédérale sont intervenues massivement, à cinq ou six reprises par jour, sans aucun succès. Vendredi, la monnaie japonaise a battu tous ses records de hausse à 106,80 yens, pour remonter légèrement à 107 yens, contre 120 yens huit jours plus tôt. Selon la Banque du Japon, la forte appréciation de sa monnaie pourrait limiter à 2,3 % la hausse du PNB du pays pour l'exercice clos le 31 mars 1994, au lieu

des 3,3 % prévus. Après une appréciation de 14 % depuis janvier, un cours de 110 yens pour un dollar entraînerait un recul de 0,5 % des investissements industriels et de la demande étrangère pour les produits nippons. De quoi combler d'aise le président de PSA, Jacques Calvet...

Comme le yen a moins monté vis-à-vis du mark que vis-à-vis du dollar, la devise allemande s'est vivement affirmée. D'un demi-pour-cent à l'égard d'un panier de dix-huit monnaies, notamment la livre sterling et la lire. Le mark a, également, bénéficié des propos tenus par trois administrateurs de la Bundesbank, qui laissent prévoir une pause dans la baisse des taux courts en Allemagne (voir en rubrique « Marché monétaire et obligataire »). Du coup, le cours du dollar est revenu, en trois jours, de 1,6350 DM et 5,50 francs à 1,5850 DM et 5,35 francs, un recul de près de 3 %.

#### Vers une hausse du métal jaune

À Paris, le cours de la devise allemande, après avoir glissé à 3,3660 francs en début de semaine, vis-à-vis d'un franc français très ferme et nullement affecté par une nouvelle diminution des taux directeurs de la Banque de France, a tout de même progressé à 3,3780 francs à la veille du week-end. À Madrid, la peseta, qui semblait stabilisée après sa dévaluation de 8 % du 13 mai dernier et une baisse réelle, ce jour-là et les suivants, d'un peu moins de 4 % à 4,40 centimes, a connu un nouvel accès de faiblesse, chutant à 4,27 centimes. Elle a été victime de rumeurs, démenties officiellement,

suivant lesquelles la Bundesbank serait favorable à une sortie de la peseta du Système monétaire européen avant les élections législatives du 6 juin prochain, dont l'issue incertaine fait monter la pression sur les marchés des changes. Un porte-parole du Parti populaire de M. Aznar, principale force d'opposition, a assuré que ce parti, s'il était vainqueur, n'avait nullement l'intention de faire sortir la peseta du SME, le gouvernement de la Banque d'Espagne jugeant essentiel son maintien dans ledit SME. De l'avis des meilleurs experts madrilènes, une quatrième dévaluation de la peseta ne se justifierait ni économiquement, ni financièrement, les trois précédentes ayant pratiquement rétabli la compétitivité des exportations ibériques. Mais si le scrutin du 6 juin engendrait une instabilité politique, des remous seraient à craindre sur la devise espagnole.

Sur le marché de l'or, les transactions ont été animées et fébriles, le cours de l'once de 31,1 grammes oscillant entre 375 et 381 dollars après une pointe à 384 dollars la semaine dernière. Les opérateurs pensent que ce cours pourrait monter à 390 dollars prochainement. La Russie a produit 146 tonnes d'or en 1992 et prévoit d'en produire autant cette année, après un recul de 6 % au 7 % sur 1991. Elle a exporté 98 tonnes en 1992 et en a vendu 21 depuis le début de 1993, ses réserves atteignant actuellement 200,5 tonnes contre 175 à la fin de 1992.

FRANÇOIS RENARD

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 24 AU 28 MAI 1993 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLAGE	Libre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	Danmark	Finland	Grèce	Irlande
London	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618
New-York	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618
Paris	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618
Zurich	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618
Frankfurt	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618
Bundes	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618
Amsterdam	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618
Milan	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618
Tokyo	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618	1,5618

À Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 28 mai 1993, 5,0055 F contre 4,9509 F le vendredi 21 mai 1993.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Coup d'arrêt en Allemagne

Après le « coup de masse » monétaire en RFA la semaine dernière (un bond de M3 de 7,3 % en rythme annuel, bien au-delà de la fourchette officielle de 4,5 %-6,5 %), les marchés ont réagi à la veille de ce week-end, un autre coup de masse, à savoir les déclarations pessimistes de trois membres du conseil d'administration de la Bundesbank, selon lesquelles la politique de baisse contraignait une pause.

M. Kiss, président de la banque centrale du Land de Berlin, a déclaré, vendredi 28 mai, que l'évolution actuelle de l'inflation en Allemagne (+ 4,3 % en mai) et l'importance de la croissance de la masse monétaire plaident pour une politique monétaire restrictive, ajoutant : « La banque centrale n'assouplira sa politique monétaire que lorsque les conditions le permettront ». L'indication est claire : la politique de baisse des taux de la Bundesbank a reçu un coup d'arrêt, la pause pouvant se poursuivre pendant tout le mois de juin, ou davantage. Comme cette déclaration suivait celles, analogues, de deux autres administrateurs (de la Buba, M. Palm (banque centrale de Bade-Wurtemberg) et M. Müller (banque centrale de Bavière), les marchés y ont vu un avertissement.

À Paris, les cours du MATIF ont lourdement accusé le coup, tombant de 50 points sur le contrat notional 10 ans à 116,66 pour terminer la semaine à 116,84, contre 117,26 la semaine dernière. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à 10 ans est passé à 7,23 % contre 7,16 % il y a huit jours, l'écart avec le Bund 10 ans (6,86 %) se creusant à 0,37 point. Le loyer de l'argent au jour le jour est stable à 7 3/4 %-8 % et celui de l'argent à trois mois a légèrement monté à

7 1/2 %-7 3/4 % à Paris, contre 7,50 % à Francfort. Le début de la semaine a été marqué par la suppression des taux directeurs de la Banque de France, ramené de 7,75 % à 7,50 % pour les appels d'offres, et de 8,75 % à 8,50 % pour les pensions à cinq-dix jours. Les banques commerciales ont suivi immédiatement, faisant passer leurs taux de base de 9 % à 8,80 %.

Tout le problème, maintenant, est de savoir si la Banque de France et le Trésor auront le courage d'abaisser, graduellement mais sensiblement, les taux directeurs français en dessous des taux allemands (7,60 % actuellement pour les pensions de la Bundesbank).

#### Triple A pour le Crédit local de France

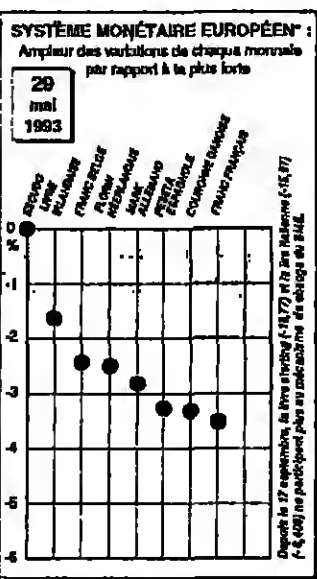
Sur le marché obligataire, la seule émission de la semaine a été l'emprunt de 2 milliards de francs lancé par le Crédit foncier de France en deux tranches, l'une de 500 millions de francs, à quatre ans, 7 % nominal, l'autre de 1,5 milliard de francs, à 11 ans et six mois, 7,50 % nominal, avec des rendements réels respectivement de 6,56 % (+ 0,21 point au-dessus de l'OAT correspondante) et de 7,36 % (7,48 % pour les investisseurs et + 0,29 point au-dessus de l'OAT). Le placement s'est correctement effectué, avec un événement historique dans ce monde très fermé des émissions obligataires : novation spectaculaire, pour la première fois, la Caisse des dépôts a dirigé l'émission comme chef de file unique. Elle ne l'avait jamais été auparavant.

La semaine prochaine va être chargée, avec des émissions du CEPME et du Crédit national, plus, bien entendu, l'adjudication mensuelle d'OAT avec un montant qui va probablement augmenter. A cette

occasion et sans surprise, le Trésor, pour financer un déficit budgétaire de 317 milliards de francs (chiffre provisoirement provisoire, vu l'état de la conjoncture) a révisé, le programme de ses emprunts en 1993. Déjà porté à 220 milliards de francs en janvier par le précédent gouvernement, les émissions d'OAT atteindront 230 milliards de francs cette année et celles des bons du Trésor à intérêt annuel (BTAN) s'élèveront à 230 milliards de francs contre 190 milliards de francs initialement, soit 90 milliards de francs de plus. Il faut y ajouter, bien entendu, le grand emprunt d'État de 40 milliards de francs à quatre ans, lancé en juin, qui recueillera, par anticipation, la trésorerie correspondant aux recettes de privatisation attendues au cours des prochains mois.

Relevons, enfin, que l'agence de notation SP ADEA a maintenu la prestigieuse note AAA au Crédit local de France après l'annonce de sa privatisation et de la diminution de la part de la puissance publique (État et Caisse des dépôts) dans son capital, ramené de 50,5 % à 20 %. Toutefois, compte tenu des incertitudes résultant de la diversification géographique entreprise par l'établissement et d'un environnement économique plus compétitif pour le financement des collectivités locales, qui pourrait, à terme, affecter la rentabilité, et, jusqu'à un certain point, la qualité des crédits accordés par le Crédit local de France, l'agence modifie la perspective de la note à long terme, qui passe de « stable » à « négatif ». La perspective en question indique une évolution possible de la note dans les deux à trois prochaines années.

F. R.



## MATIÈRES PREMIÈRES

### Le plomb en sommeil

Le plomb s'est endormi, et les cours en ont profité pour perdre 60 % de leur valeur en l'espace de trois ans. Au London Metal Exchange (LME), ils se situent à 260 livres-la tonne alors que, récemment, les producteurs avaient ressenti la cotation de 300 livres comme un soul de rentabilité au-dessous duquel ils ne pouvaient descendre. Il y a deux ans, le plomb avait déjà touché ce plancher de 300 livres, mais il avait connu quelques frémissements depuis. Décidément, après plusieurs mois de marasme, les perspectives de cette matière première ne sont guère souriantes.

Certains pays producteurs pourtant - les États-Unis, l'Australie, le Canada - ont tenté d'éveiller le métal gris en réduisant sensiblement leur offre. Non sans effet : la production mondiale, selon le Groupe international d'études sur le plomb et le zinc avait diminué, en 1992, de 545 000 tonnes par rapport à l'année précédente pour s'établir à 4,396 millions de tonnes.

Le Canada a diminué sa production de 24 000 tonnes, l'Australie de 15 000 tonnes mais ces efforts sont insuffisants pour juguler les déversements de la Chine et de la Communauté des États indépendants. « La Chine et la Corée du

Nord ont investi les marchés occidentaux pour trouver des devises fortes », affirme un opérateur. Il semblerait aussi qu'en Orient comme en Occident, le plomb souffre d'un problème majeur : sous-produit d'un métal plus important - on en trouve notamment dans les mines de zinc - il est mis sur le marché quels que soient les cours mondiaux. C'est également ce qui prévient dans l'ancienne Union soviétique : le Kazakhstan et la Russie en particulier paraissent pressés de brader l'ensemble de leurs métaux. Ainsi, la tendance qu'il consiste à accroître la production de plomb comme un sous-produit de l'exploitation d'autres non-ferreux généralisée à l'ensemble des producteurs, exception faite des Chinois, comme Philippe Chalmers dans son ouvrage-référence sur les matières premières, le Cyclope, 1993 (Éditions Economica).

Les cours du plomb baissent également d'un autre « défaut de ses qualités » : c'est un métal royalement, il constitue un surplus dont le marché se passerait volontiers. Le tonnage de métal recyclé a dépassé la moitié de l'offre mondiale depuis 1991. En Amérique du Nord, où 80 % des usages sont concentrés dans la fabrication de batteries pour véhicules, le taux de récupération du plomb atteint maintenant 70 %.

#### Demande stagnante

Une offre abondante explique une baisse des cours, surtout si elle s'accompagne de stocks parvenus au niveau historique de 251 625 tonnes. Une demande stagnante justifie un effondrement prolongé des prix.

Les propriétés toxiques et chimiques du plomb, sa malléabilité - il est mou au point qu'on peut le rayer avec l'ongle - étaient utilisées dans les civilisations les plus anciennes ; ce métal gris-bleu connaissait les usages les plus divers, du maquillage aux canalisations en passant par la sculpture et la protection des vaisseaux. Aujourd'hui, le débouché essentiel du plomb se réduit presque exclusivement à l'automobile pour la

fabrication des batteries. Or cette industrie est frappée de torpéur, en Europe comme au Japon. Le réchauffement de la planète, la douceur répétée des hivers n'arrangent rien à l'affaire, les batteries qu'il faut remplacer se font de plus en plus rares.

La fin du développement des programmes nucléaires constitue un autre frein à la demande. Chaque centrale nécessite environ 500 tonnes de métal gris qui fournissent une protection efficace contre les radiations.

Et comme si les horizons du plomb ne se rétrécissaient pas suffisamment, les législations en faveur de la protection de l'environnement se sont renforcées un peu partout dans le monde l'an passé. Car les effets toxiques de ce métal sont connus : le plomb se ternit à l'air en formant un carbonate basique qui se dissout dans l'eau en l'empoisonnant. L'intoxication chronique par le plomb, le célèbre « saturnisme », était une maladie professionnelle fréquemment observée dans la fonderie, la récupération des métaux, l'imprimerie ou la peinture. Le plomb continue donc, et ce n'est guère étonnant, de souffrir d'une image de marque ternie par son caractère jadis guerrier et par les risques de maladie inhérents à cette matière. La généralisation de l'essence sans plomb dans les pays industrialisés ne le sortira pas de son long hibernage.

MARIE DE VARNEY

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 21-5-93	Cours 28-5-93
Or fin (libre en barre)	65 750	65 800
Or fin (libre en lingot)	67 000	67 100
Or fin (libre en lingot 100 g)	385	385
Or fin (libre en lingot 100 g)	385	375
Or fin (libre en lingot 100 g)	385	375
Or fin (libre en lingot 100 g)	385	375
Or fin (libre en lingot 100 g)	385	375
Or fin (libre en lingot 100 g)	385	375
Or fin (libre en lingot 100 g)	385	375
Or fin (libre en lingot 100 g)	385	375

Les chiffres entre parenthèses indiquent la variation d'une semaine sur l'autre.

## Records

de semaine que les taux d'intérêt ont dépassé le seul psychologique de 7 % la semaine. Le mouvement s'est néanmoins inversé jeudi sur le marché obligataire. Les taux d'intérêt moyen sur les 10 ans du Trésor à 30 ans, principale référence, est remonté à 6,91 % contre 6,93 % la veille. L'indice du 28 mai : 3,506.

	Cours 21 mai	Cours 28 mai
Alcoa	87,58	87,58
ATI	40	40
Chassis Mar. Bank	28,20	28,20
De Port de Hambourg	51,78	51,78
Eastman Kodak	52,10	52,10
Exxon	84,94	84,94
Ford	50	50
General Electric	52,18	52,18
General Motors	39,12	39,12
Johnson & Johnson	59,12	59,12
IBM	49,12	49,12
Microsoft	81,12	81,12
Motorola	67,12	67,12
Novartis	71,12	71,12
Roche	84,12	84,12
Schering-Plough	84,12	84,12
Sanofi-Sintabo	18,12	18,12
Sanofi-Sintabo	18,12	18,12
Sanofi-Sintabo	18,12	18,12
Sanofi-Sintabo	18,12	18,12

Suite de la reprise : 14%

## FRANCFORT

(Optimisme tempéré)  
+ 1,30 %  
Le marché allemand a été marqué par un optimisme tempéré. Les cours ont progressé de 1,30 % pour se situer à 3,3780 francs. Les investisseurs ont réagi favorablement aux déclarations de la Bundesbank, qui ont permis de maintenir la perspective d'une baisse des taux. Le marché a également bénéficié de la stabilité du yen et du dollar.



**Etats-Unis**  
**M. Clinton s'apprête à changer de directeur de la communication**

Le président Bill Clinton aurait décidé de faire appel à un ancien collaborateur de Ronald Reagan pour contribuer à restaurer l'image de la Maison Blanche. L'information, donnée vendredi 28 mai dans la soirée par plusieurs chaînes de télévision, a été confirmée par des hauts responsables de l'administration.

Selon ces sources, parlant sous le couvert de l'anonymat, David Gergen, cinquante et un ans, deviendrait le nouveau directeur de la communication de la Maison Blanche, en remplacement de George Stephanopoulos, trente-deux ans. M. Stephanopoulos resterait conseiller du président Clinton.

M. Gergen fut assistant du président Reagan chargé de la communication de 1981 à 1983. Il a également travaillé avec les présidents Richard Nixon et Gerald Ford, dont il fut également directeur de la communication. Il est actuellement éditeur à l'hebdomadaire *US News and World Report*. — (AFP)

## 90 % des électeurs ont voté L'ONU déclare que les élections cambodgiennes ont été « libres et honnêtes »

En six jours de scrutin, près de 90 % des Cambodgiens enregistrés par l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU) ont voté. Il n'y a eu que peu d'incidents. Les Nations unies ont certifié que le scrutin avait été « libre et honnête ». Le dépouillement a aussitôt commencé, le samedi 29 mai. Des résultats partiels pourraient être communiqués dès dimanche.

**PHNOM-PENH**  
*de notre envoyé spécial*

Fidèle à ce qu'il qualifie de « tactique du salami », M. Akashi, le « patron » japonais de l'APRONUC, a « certifié » dès samedi, lors d'une réunion du CNS (Conseil national suprême) sous la présidence du prince Sihanouk, que le scrutin a été « libre et honnête ». Si les Khmers rouges en ont retardé ou empêché le déroulement ici ou là, le vote a été, dans l'ensemble, massif et enthousiaste. Le Parti du Kampuchéa démocratique a, eo

tout cas, reçu une rude claque. A défaut d'avoir pu désarmer les factions cambodgiennes — sa mission prioritaire, — l'APRONUC peut se féliciter d'avoir organisé, dans des conditions difficiles, des élections populaires.

La suite des événements dépendra, bien sûr, en premier lieu, des résultats du scrutin. Pour nombre d'observateurs, le plus dangereux serait une victoire trop nette de l'un des deux principaux partis. A ce cas où le Front populaire, présidé par le prince Ranariddh, remporterait trop ouvertement, le régime de Phnom-Penh (représenté par le PPC, Parti du peuple cambodgien, ouo-communiste) serait du mal à calmer, comme il s'y est engagé, les appréhensions des forces armées et de la police. Dans l'hypothèse inverse d'une forte majorité pour le PPC, la déception des sihanoukistes serait problématique, et le prince Sihanouk devrait en tenir compte dans la négociation à venir avec le gouvernement Hun Sen. Dans les deux cas, le perdant serait tenté de contester la validité du scrutin.

On prie donc, ici, pour que chaque trouve ou peu son compte dans ces élections, ce qui permettrait d'engager la dure négociation pour un compromis constitutionnel et, peut-être déjà, gouvernemental. Il n'en demeure pas moins que la plus efficace discussion à l'endroit des Khmers rouges est l'armée de Phnom-Penh. Ces militaires ne manquent donc pas, un jour, de rappeler qu'ils ont sérieusement contribué à la sécurité du scrutin contrôlé et organisé par l'APRONUC.

Les problèmes financiers vont, par ailleurs, revenir au premier plan pendant la période transitoire de l'Assemblée constituante. Les caisses de l'Etat sont vides et il va falloir trouver vite une dizaine de millions de dollars par mois pour éviter une crise ouverte dont les répercussions, vu la fragilité de la situation, pourraient être graves. Qui va assurer ces relais, pendant trois mois au moins, en attendant que la Banque mondiale et autres entités puissent intervenir?

Mieux vaudrait, aussi, que l'adoption d'une Constitution ait lieu assez vite. A ce propos, M. Akashi envisage de mettre sur pied une « petite table ronde » associant aux autorités en place, CNS et APRONUC, des représentants de la Constitution, qui sera, dès sa première réunion, en juin, le seul organisme démocratique du pays. Une crainte peut en effet naître de ce que, jusqu'à l'adoption de la Constitution et la désignation d'un nouveau gouvernement, l'actuel système de pouvoir demeure pourtant en place, même si le PPC est battu.

**JEAN-CLAUDE POMONTI**

■ Ferruzzi Finanziaria : 1 519 milliards de lire de pertes et ouverture prochaine du capital. ■ Ferruzzi Finanziaria (Pefin), holding de tête du groupe italien Ferruzzi, a enregistré une perte de 1 519 milliards de lire (5,6 milliards de francs) en 1992 après un bénéfice de 115 milliards de lire en 1991. Cette dégradation des résultats est liée à celle de sa filiale chimique et agroalimentaire Montedison qui a perdu 1 244 milliards de lire (4,6 milliards de francs) l'an dernier. Vendredi 28 mai, le groupe italien Ferruzzi a annoncé qu'il allait ouvrir le capital de sa holding de tête aux investisseurs étrangers, sous bien italiens qu'étrangers.

■ Un colon israélien assassiné en Cisjordanie — Alors qu'il allait prier au Cimetière des Patriarches, l'un des lieux saints du judaïsme, à Hébron, dans le sud de la Cisjordanie, un colon israélien a été tué à coups de couteau, vendredi 28 mai, à 8 h 00, d'après des sources militaires. Le colon a été tué à coups de couteau, vendredi 28 mai, à 8 h 00, d'après des sources militaires. Le colon a été tué à coups de couteau, vendredi 28 mai, à 8 h 00, d'après des sources militaires.

■ ARABIE SAOUDITE : quatre personnes ont été décapitées. — Condamnés à mort pour trafic de drogue, 3 Nigériens et 1 Iraquien ont été décapités vendredi 28 mai en Arabie saoudite. Cela porte à 49 le nombre de personnes exécutées dans le pays depuis le début de l'année, dont 29 trafiquants de drogue, selon un décompte établi à partir des communiqués saoudiens. Le royaume applique depuis 1987 la peine de mort pour trafic de drogue. — (AFP)

### Bernard Pons invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

Le prochain « Grand Jury RTL-Le Monde » aura lieu le lundi de Pentecôte 31 mai, de 18 h 10 à 19 heures, et non le dimanche. Son invité sera M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale.

Le député de Paris, ancien ministre des DOM-TOM de la précédente cohabitation, répondra aux questions d'Olivier Biffaud et d'André Passeron du Monde et de Richard Artz et de Paul Joly de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

### La visite de M. Major en France

## Paris et Londres célèbrent « l'entente cordiale »

Autour d'une petite table de bistrot très parisienne, le lion britannique et le coq français se regardent tendrement en se tenant par la main. Ce dessin, plutôt insolite dans la presse britannique, est paru dans le *Financial Times* du samedi 29 mai : il illustre le « renouveau » des relations diplomatiques bilatérales, à l'occasion de la venue à Paris, vendredi 28 mai, du premier ministre John Major, « l'entente cordiale » est de retour, a souligné le porte-parole de l'Elysée, Jean Misitelli, tandis que John Major « ne se souvenait pas d'une période où les relations franco-britanniques aient été aussi bonnes ».

Edouard Balladur, qui fut son premier interlocuteur de la journée, s'est plu, lors d'une conférence de presse commune à l'Hôtel Matignon, à mettre en avant la « coopération approfondie » devant désormais marquer les relations bilatérales : « La France et la Grande-Bretagne ont un rôle d'intérêt commun dans le domaine industriel et dans le domaine économique et je souhaite qu'elles en aient davantage encore », a expliqué M. Balladur. Sans « s'enfermer dans le bilatéral », M. Balladur n'oublie pas le

couple franco-allemand, « le premier ministre a annoncé un renforcement de la coopération entre les administrations des deux pays ».

MM. Major et Balladur, qui se sont rencontrés durant deux heures, ont abordé notamment le dossier de l'ex-Yugoslavie, celui du GATT et le contenu du prochain sommet européen de Copenhague (21 et 22 juin). Les deux premiers ministres ont parlé du principe de subsidiarité auquel les Britanniques tiennent beaucoup. M. Major a égaré, au passage, le volet social de Maastricht, dont la Grande-Bretagne s'est affranchie.

Le premier ministre britannique estime qu'il s'agit, en fait, d'une « charte de destruction d'emploi » dans la mesure où, en renchérissant, selon lui, les coûts de production, elle compromettrait dangereusement la compétitivité des entreprises européennes face à leurs puissants concurrents.

M. Major, qui a également rencontré le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, et l'ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, a déjeuné à l'Elysée avec le chef de l'Etat. Le premier ministre a offert à François Mitterrand vingt-quatre roses

buissonnantes venant de chez un grand spécialiste des roses d'Albrighton (Midlands).

A propos du récent remaniement ministériel, marqué notamment par un changement de chancelier de l'Echiquier, M. Major a affirmé que la position de la Grande-Bretagne, quant à un éventuel retour en sein du Système monétaire européen (SME), n'avait « pas changé » : « Les conditions d'un retour n'existent pas ».

M. Mitterrand a estimé, pour sa part, que la ratification du traité de Maastricht par la Grande-Bretagne serait « le signal d'un nouveau départ de la dynamique européenne ». Un sommet franco-britannique, le premier depuis 1991, devrait se tenir le 26 juillet à Londres.

P.S.

### M. Chirac présidera une « commission pour la grande Europe »

**VIENNE**

de notre envoyé spécial

Une vingtaine de dirigeants de partis démocrates-chrétiens conservateurs et libéraux d'Europe occidentale et de représentants du Mouvement réformateur en Russie (1) ont annoncé, vendredi 28 mai à Vienne, la création d'une « commission pour la grande Europe » que présidera Jacques Chirac.

Elle a pour but, a-t-il indiqué le maire de Paris, de faire prendre conscience aux opinions occidentales de l'ampleur du changement de l'Europe qui représente le changement de l'Europe. Elle entend contribuer aussi à la mobilisation de ressources supplémentaires, et surtout à une meilleure adaptation de l'aide occidentale aux besoins de la Russie. Elle se veut un forum de dialogue et de coopération euro-russe dans les domaines de la démocratie, du développement et de la sécurité.

Il s'agit d'une initiative conjointe de l'Union démocratique européenne et de l'Internationale libérale inspirée par le ministre autrichien des Affaires étrangères, Alois Mock. La commission, qui annonce des réunions plénières au moins deux fois par an, ainsi que la mise sur pied d'un secrétariat permanent à Vienne et de groupes de travail, a pour coprésidents Alois Mock, Otto Lambrecht, du FDP allemand et Anatoli Tchoubaï, vice-premier ministre russe.

C. T.

(1) Etaient présents du côté russe : MM. Guennadi Borzhenko, ancien premier ministre, Anatoli Tchoubaï, vice-premier ministre, Gleb Ikonnikov, député, Sergueï Karaganov, directeur adjoint de l'Académie des sciences, Evgeni Ambaroumov, président de la commission des affaires étrangères, Konstantin Borovoi, du Parti pour la liberté économique, Nikolai Trifonov, du Parti démocratique et Vitali Tretakov, directeur du journal *Nezavisimaya Gazeta*.

### SOMMAIRE

<b>DATES</b>	
Il y a soixante-dix ans : les premières Vingt-Quatre Heures du Mans.....	2
<b>ÉTRANGER</b>	
Italie : des manifestations de solidarité ont été organisées dans de nombreuses villes après l'attentat de Florence.....	3
La visite en France du président turkmène.....	3
La guerre en Bosnie-Herzégovine 4	
Lois des capitales : « Des Russes sur les traces de Christophe Colomb ».....	6
La Chine en proie au développement sauvage.....	6
<b>POLITIQUE</b>	
Libres politiques, par André Laurens : « La charte de tous les hommes ».....	7
<b>SOCIÉTÉ</b>	
Les réactions après l'annonce du plan de restructuration militaire.....	8
L'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris.....	8
Tennis : les Internationaux de France à Roland-Garros.....	9
<b>COMMUNICATION</b>	
Alain Carignon veut accélérer le ciblage des villes.....	9
<b>CULTURE</b>	
Arts : quarante dessins d'Archie Gorky exposés à Paris.....	11
Théâtre : la <i>Corisette</i> , mise en scène par Marcel Maréchal, à Marseille.....	11

<b>ÉCONOMIE</b>	
Le nombre des chômeurs a augmenté de 45 600 en avril.....	13
Le Crédit lyonnais se déclare victime d'une escroquerie dans l'effraie Sasea.....	13
Les mesures d'aide du gouvernement aux pêcheurs.....	13
Revue des valeurs.....	14
Credits, changes et grands marchés.....	16
<b>HEURES LOCALES</b>	
Menaces sur le Méditerranée	
■ Rouen : l'ascension d'un homme de l'ombre • Paris fête le petit commerce • Dossier : la région capitale attend son schéma directeur • Cités : Bayonne, un si long règne.....	17 à 24
<b>Services</b>	
Abonnements.....	2
Carnet.....	10
Météorologie.....	10
Mots croisés.....	10
Télévision.....	10
Spéciales.....	12
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM	
Ce numéro comporte un cahier « Heures locales »	
fortifié de 17 à 24	
Le numéro du « Monde » daté 29 mai 1993	
a été tiré à 496 662 exemplaires.	

## La trajectoire Tapie

Après les succès de son équipe en Europe et en France, le patron de l'OM a atteint son objectif sportif. Avant d'autres conquêtes, électorales cette fois ?

L'image de Bernard Tapie s'est-elle brouillée, mercredi soir, dans quelques larmes de bonheur ? Sur la pelouse du stade de Munich, les caméras ont débusqué un personnage atypique, les micros ont enregistré des propos inhabituels. Loin des déclarations de métamorphose, des attitudes de fier-à-bras qui ont fait sa réputation. Derrière l'émotion perçait sans doute une satisfaction inédite. Pour la première fois, Bernard Tapie le repreneur, le déposant d'entreprises en difficulté, avait construit quelque chose. Pour la première fois, celui qui n'avait pas pu garder son bâton de maréchal, la firme Adidas, est allé au bout d'un objectif décalé, encore plus probant que ses succès électoraux.

La réalisation de cette obsession — un rêve de gamit amoureux du ballon rond — a été l'aboutissement d'un parcours à rebrousse-poil. Depuis que Marseille est devenu le premier club français champion d'Europe de football et avant son match décisif samedi soir contre le PSG en championnat de France, Bernard Tapie continuait à afficher un profil bas qui tranchait avec un parcours jusque-là plein de bruit et de fureur. L'histoire d'un double appât de pouvoir où se mêlent sport et politique. Depuis qu'il a pris la présidence de l'OM, il n'a en effet jamais cessé de resserrer son emprise sur son club, jusqu'à l'assimiler totalement à sa personne. Et il aura lorgné de plus en plus ouvertement vers le pouvoir du stade vélodrome, l'autre lieu de la puissance à Marseille : la mairie.

La sage marcelloise de Bernard Tapie est sortie de cette mairie et de l'imagination du plus illustre de ses occupants. Au printemps 1986, Gaston Daffre donne sa bénédiction à la reprise de l'OM, alors en faillite. Bernard Tapie s'engage à la présidence de l'OM, à la condition que l'homme d'affaires, « Gaston Daffre avait pu en lui un possible successeur », dit Jean-Louis Leveau, vice-président du club et ancien rédacteur en chef du *Provençal*. Mais Bernard Tapie n'y songeait pas. Il avait en tête le premier temps, le nouveau président de l'OM donne raison à cette version des faits, aujourd'hui contestée par ses adversaires politiques. Il arrive au club en négociant du ballon rond. Il ne se contentait pas de longins de sa position d'observateur, sur les bords du terrain comme dans la vie politique locale.

La saison 1988-1989 marque un double tournant. Dès le début du championnat, Bernard Tapie évince Gérard Benise, l'homme de terrain et l'homme de la presse. Michel Hidalgo, qu'il avait promu manager général, vers un placard. C'est Gérard Gil, l'ancien responsable du centre de formation, beaucoup plus méliéiste, qui prendra l'OM vers le double Coupe-championnat.

M. Vigouroux voit en Bernard Tapie un rival potentiel, d'autant plus dangereux que le président de l'OM a ajouté aux succès de son équipe une entrée réussie, en deux temps, sur la scène politique. Bernard Tapie est élu député de la VI<sup>e</sup> circonscription de Marseille, en janvier 1989, après un premier scrutin invalidé. Au cours de sa première campagne électorale, il n'a pas hésité à annoncer la venue au club de la dernière vedette de l'équipe de France, le défenseur Manuel Amoros. Même s'il se défend de mêler les genres, le champion de la lutte contre le Front national sait que la réputation des footballeurs peut rapporter des voix. Un pied en politique, l'OM bien en main, un œil sur la mairie : Bernard Tapie est désormais bien campé dans le paysage marseillais.

Au sein du club, il a définitivement imposé son autorité. Il fait valser les hommes de terrain, garde la haute main sur les recrutements, tranche dans les querelles de clans entre joueurs, jongle avec les primes et se mêle de tactique.

Trois années d'apprentissage lui ont suffi pour faire le tour du système du football français, de ses hommes et de ses limites. Il

en joue et avec ses propres méthodes, qui ne s'embarassent pas toujours d'élégance, le président de l'OM s'impose peu à peu comme l'homme fort du ballon rond. En avril 1991, Bernard Tapie est entendu par la police marseillaise pour des prêts fictifs qui auraient été consentis à certains joueurs. Le club champion d'Europe est encore aujourd'hui sous le coup d'une information judiciaire ouverte l'an dernier.

Les adversaires du patron de l'OM ont bien compris l'avantage qu'ils pouvaient tirer du cortège de soupçons qui s'accompagne de sa réussite sur le terrain. Seul à la tête du club qui lui sert de dernière tribune depuis qu'il a quitté le ministère de la ville, volontairement exposé aux regards mais aussi aux critiques, l'homme de football et l'homme politique Tapie auraient pu pâtir d'éventuels revers sportifs ou d'affaires à répétition. Déjà, en janvier 1991, lorsque la commission nationale de discipline de la LNF l'avait interdit de banc de touche et de vestiaire pour « manquement grave à la morale sportive », Bernard Tapie avait été au complet politique. Cet hiver, c'est Robert Vigouroux qui rendait public, peu avant les élections législatives, le rapport d'un cabinet d'avocats parisiens dénonçant des anomalies au sein de la gestion de l'OM. Le club était devenu l'otage de la lutte politique entre les deux hommes. Les contentieux financiers entre le municipal et l'OM n'ont été tranchés que quarante-huit heures avant la finale de la Coupe d'Europe.

### Le précédent de Marcel Leclerc

En constatant le défilé qui s'est emparé de sa ville depuis mercredi soir, Robert Vigouroux a dû se féliciter de cet accord de dernière minute. Car la victoire en Coupe d'Europe a — momentanément — rendu Bernard Tapie intouchable. L'ancien ministre de la ville a renvoyé aux Marseillais l'image d'un club qui sait aussi gagner, obligé de faire nationale et non plus de considération. Saura-t-il tout autant leur des prolongations sur le terrain politique et transformer ce succès en cheval de Troie, pour pénétrer la place forte qu'il convoite de plus en plus ouvertement, en prenant soin de ne pas faire acte de candidature publique ?

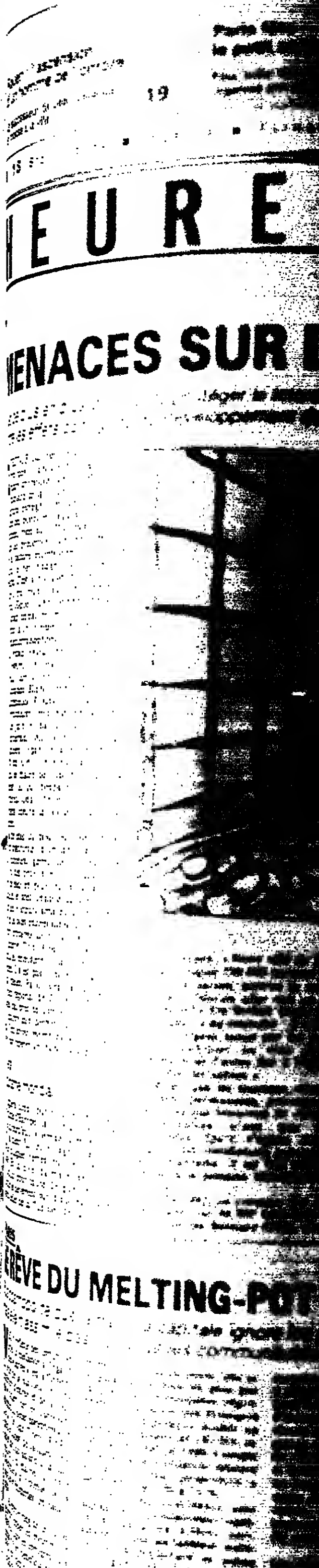
La président de l'OM sait que les élections municipales auront lieu dans deux ans, et que d'ici là, son club peut accumuler les contre-performance. Il connaît le précédent de Marcel Leclerc, président de l'OM de l'autre grande époque, qui avait essuyé une sévère déconvenue aux élections législatives à la fin des années 60. Les chants de victoire ne se convertissent pas forcément en bulletins de vote, même dans la seule ville de France réellement vouée au culte du football.

Pour le moment, la victoire de l'OM ne change pas la donne politique marseillaise. A droite, Jean-Claude Gaudin (UDF-PR), président du conseil régional, sénateur, reste le chef de file. La gauche se divise, elle, entre trois chefs : Robert Vigouroux, Lucien Wéyer (PS), président du conseil général, qui n'exclut pas de se lancer dans la bataille, et Bernard Tapie, passé chez les radicaux de gauche (MRG) et devenu député de la circonscription de Gardanne. La PS, à dominante fabiusienne, est isolé en rompant avec lui et en faisant éclater son groupe Energie Sud au conseil régional.

Même si Bernard Tapie a marqué des points, Robert Vigouroux semble aujourd'hui ne pas avoir perdu ses chances, d'abord parce qu'il pourrait apparaître comme un candidat de consensus face aux divisions de la gauche. Dans deux ans son bilan ne sera pas forcément mauvais : les finances sont en cours d'assainissement et il pourra toucher les dividendes de quelques inaugurations de grands travaux. L'homme n'entend pas se laisser dépasser par le succès de son rival. « D'autres pour faire leur chemin, moi je m'achète à appuyer sur l'irrationnel mais en amplifiant la fièvre, déclare-t-il, dans le *Figaro*. Pour moi il s'agit de populisme et le populisme est toujours dangereux ».

Paradoxalement, il n'est pas impossible que la victoire de l'OM enlève à Bernard Tapie dans son rôle de président de club. Plus utile à Marseille en lui apportant des titres et une renommée européenne, qu'à la mairie. Pour lui, la solution pourrait être de quitter le club rapidement, mission accomplie, et de se consacrer dès maintenant à l'avenir de la ville. Mais rien n'indique qu'il y songe.

JÉRÔME FENOGLIO





# Le Monde

<p><b>18</b> Statistiques ■ Agenda ■ Formation ■ Communication ■ Fonction publique ■ 23 Courrier ■ Livres ■</p>	<p><b>19</b> L'ascension de l'homme de l'ombre Le parcours de Jean Lecanuet à la ville</p>	<p><b>21</b> Paris fête le petit commerce Pour aider les magasins, la mairie organise une quinzaine commerciale</p>	<p><b>22</b> La région capitale attend son schéma directeur Un large débat doit précéder son adoption</p>	<p><b>24</b> Bayonne : un si long règne La porte du Pays basque a les yeux tournés vers le Sud</p>
---	--	---	---	--

## HEURES LOCALES

### MENACES SUR LA MÉDITERRANÉE

Il est de plus en plus difficile de protéger le littoral de « Mare nostrum » contre les effets conjugués du développement de l'industrie et du tourisme

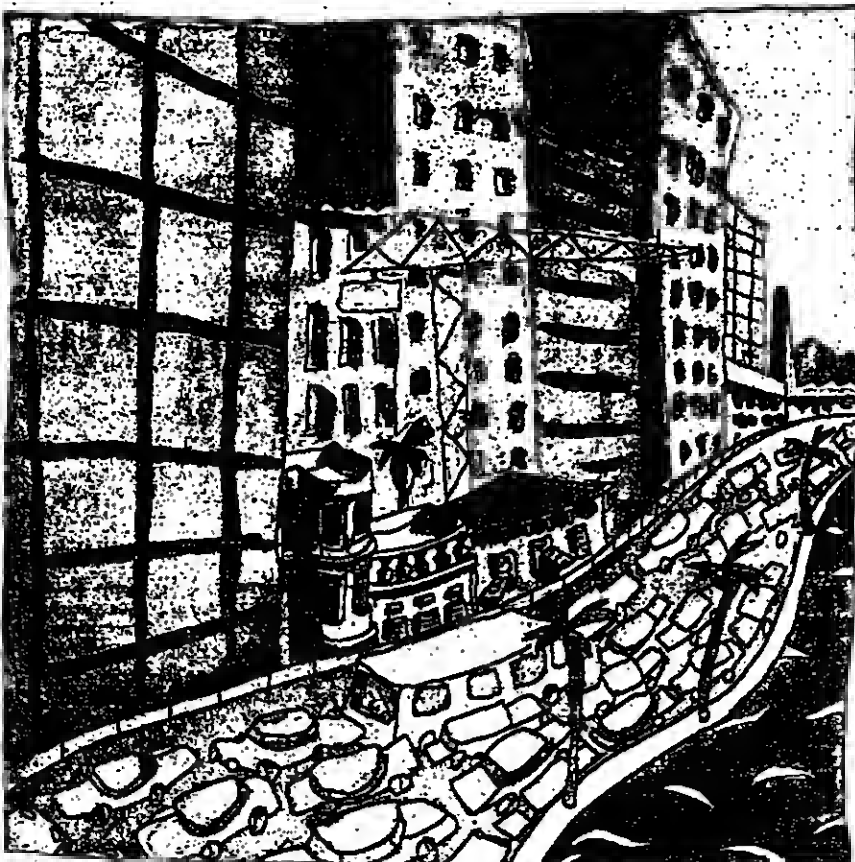
**Q**U'EST-CE qui peut rassembler un président français de région, un maire chypriote, un conseiller de ministre croate, un directeur de parc naturel espagnol et un ingénieur marocain des ponts et chaussées ? L'environnement, bien sûr ! Plus exactement, le souci de préserver un patrimoine naturel et culturel exceptionnel contre la pollution, le bétonnage ou l'invasion touristique. C'est ainsi que le Conseil de l'Europe a pu réunir sur ce thème, à Taormina (Sicile), une bonne centaine d'élus, fonctionnaires et responsables divers pour la troisième conférence des régions méditerranéennes.

« Les grands enjeux ne sont pas tous à l'est, comme on veut nous le faire croire, mais surtout en Méditerranée », affirme Jacques Blanc, président de la région Languedoc-Roussillon, organisateur des prochains Jeux méditerranéens, au mois de juin, et parrain du premier congrès international sur le paysage méditerranéen organisé à Montpellier (également en juin). Ce n'est pas Robert Vigoroux, le maire de Marseille, qui va le démentir, lui qui prépare un symposium international de protection du milieu marin contre la pollution urbaine (en octobre).

Tous les élus du pourtour méditerranéen sont confrontés à ce lancinant problème : comment gérer des villes, des régions ou des provinces littorales qui attirent de plus en plus les installations industrielles et sont chaque saison envahies par des visiteurs amateurs de soleil, de mer et de sites exceptionnels ? « Notre plus grave problème de pollution, c'est le littoral », observe Tito Kosty, conseiller technique au ministère croate de l'environnement. Il n'est pas contredit par son collègue italien, Paolo Braida, du gouvernement régional de Friuli-Vénétie-Julienne, qui précise que « l'Adriatique sert d'excuse aux déchets de Turin et Milan. Nous avons même dû affréter des avions pour repérer les bancs d'algues ».

#### Un tiers du tourisme mondial

Naguère zone touristique la plus importante d'Europe, la côte adriatique végétait aujourd'hui. Allemands et Autrichiens avaient fui les rivages italiens englués d'algues vertes ou de marées rouges. Et la côte dalmate se vide aujourd'hui pour cause de guerre. Les touristes se déversent sur d'autres côtes, comme celles de la Tunisie, de la Grèce



du Chypre. « Notre ville de 110 000 habitants reçoit 750 000 touristes au plus fort de la saison, précise le maire de Limassol. Doit-on aller vers un contingentement ? » Un Sicilien écarte aussitôt cette idée : « Au contraire, il faut profiter de l'argent laissé par les touristes pour réhabiliter les sites dégradés. Comme nous l'avons fait à Trapani en restaurant les salines ».

Reste que les touristes, comme les résidents permanents, provoquent des pollutions que beaucoup de villes méditerranéennes n'ont pas encore maîtrisées. Qu'il s'agisse des eaux d'égout, des installations industrielles et de l'urbanisme, il est très difficile de résister à la pression démographique-touristique.

« En 1985, on comptait 133 millions d'habitants sur 46 000 kilomètres de littoral, précise Bernard Glass, directeur

du Plan bleu des Nations unies. On en prévoit plus de 200 millions en 2025, dont 160 millions d'urbains, soit le double d'aujourd'hui. » Comment résister au double phénomène d'urbanisation et de littoralisation des populations riveraines de la Méditerranée ?

Bassin fermé et de dimension réduite à l'échelle du monde, la *Mare nostrum* concentre chaque année un tiers du tourisme mondial ! Et l'industrie a suivi : le littoral méditerranéen accueille aujourd'hui cinquante raffineries, cinquante-huit ports pétroliers et soixante-deux centrales thermiques. Sans oublier les quelque 600 000 tonnes de pétrole déversées subrepticement chaque année en mer, soit l'équivalent de trois Amoco-Cadiz, par simple décharge et fuites dites « naturelles ». Le tiers de ce pétrole échoue finalement sur le littoral, souillant les plages de ces redoutées peintes

de godron. Les parades ne peuvent être qu'interregionales.

Ainsi, les autorités vénitienne ont interdit le transit de produits pétroliers par Venise, cependant que Trieste crée une station de nettoyage des oléoducs et que Rijeka (en Croatie) va bénéficier d'un programme de la Banque mondiale pour la protection de la baie adriatique. Depuis 1990, la Banque mondiale finance un programme d'assistance technique pour la protection de l'environnement méditerranéen (METAP). Elle a déjà distribué 14 millions de dollars pour des projets d'intérêt local comme le réseau d'égouts du Caire, une station de traitement des eaux usées à Rhodes, la protection de la péninsule d'Akamas, à Chypre, ou l'assainissement des ports tunisiens.

Cette première phase du programme (METAP I) a permis de lancer soixante et un projets dans douze pays du bassin méditerranéen (Albanie, Algérie, Chypre, Croatie, Egypte, Grèce, Israël, Italie, Malte, Maroc, Tunisie et Turquie).

La deuxième phase (METAP II) vient d'être lancée lors de la réunion des ministres de l'environnement d'une vingtaine de pays méditerranéens, les 24 et 25 mai à Casablanca. Aux douze pays déjà engagés vont s'ajouter la Syrie et le Liban.

L'enveloppe du programme a été fixée à 30 millions de dollars, soit un doublement de la part de la Banque mondiale. Mais chaque pays, région ou collectivité locale intéressée devra contribuer financièrement au projet qui le ou la concerne. Parfois même avec l'aide de pays méditerranéens non engagés dans le programme, comme l'Espagne ou la France, qui ont aussi intérêt au nettoyage de leur mer commune.

Avec l'aide des Nations unies et de la Communauté européenne, le METAP finance aussi la formation des personnels des collectivités locales. En 1992, des sessions ont eu pour thème la gestion écologique municipale et les études d'impact en zone littorale. Les grandes institutions internationales, en effet, constatent qu'il est vain d'élaborer de grands projets ou de dispenser des subventions si, sur place, un personnel qualifié n'est pas préparé à les recevoir et à les gérer.

Une station d'épuration moderne, c'est bien, à condition de savoir la faire marcher et de l'entretenir. Beaucoup de collectivités ont tendance à l'oublier.

Roger Cans

#### Privatiser

LES privatisations peuvent-elles jouer contre l'aménagement du territoire ? Certes, les neuf députés de la majorité, élus de la région Midi-Pyrénées, qui ont délégué à propos de la privatisation d'Aéroparc que s'il devait s'agir d'une privatisation intégrale, il ne s'agirait pas d'une bonne initiative, ont essentiellement utilisé l'argument de la défense nationale.

Mais il est difficile d'imaginer que Dominique Baudis (UDF-CDS), maire de Toulouse, et ses amis n'ont pas aussi pensé aux milliers d'emplois que représente la construction aéronautique et le rôle que celle-ci a joué dans le développement économique de Midi-Pyrénées au cours des vingt dernières années.

Sans compter les autres entreprises publiques comme Gie, Industries (armes et munitions), le CNES (Centre national d'études spatiales), Météo France, et les grandes écoles, qui ont eu leur part de l'explosion de cette région et qui lui ont permis de se forger une réputation de haute technologie. Leur implantation a souvent été le fait de décisions qu'un gouvernement peut se permettre d'imposer à des entreprises dans l'Etat est l'actionnaire majoritaire ou le client principal. Mais il est plus hasardeux d'espérer de tels choix de la part d'entreprises privées qui n'ont pas toujours comme préoccupation première une juste répartition des activités sur le territoire. L'affaire Hoover a même montré à quel point cela peut leur être indifférent.

Avec ces privatisations, le gouvernement d'Edouard Belledun risque bien de se priver d'une arme qui lui aurait été utile pour mener à bien la politique d'aménagement du territoire qu'il prétend vouloir relancer.

Françoise Chirot

### PARIS LE RÊVE DU MELTING-POT

Plus cosmopolite que jamais, la capitale ignore les ghettos, mais elle n'assimile pas non plus les communautés étrangères.

VEUX rêver des temps de crise, la méfiance à l'égard des « autres » est affichée. Le code de la nationalité, les conditions d'entrée et de séjour des étrangers sont en question. Au cours du débat parlementaire sur la ville, Jean Tiberi (RPR), premier adjoint de Jacques Chirac et candidat naturel à sa succession à la mairie, a tenté d'excuser la richesse de la capitale en énumérant ses handicaps.

Au premier rang de ce qu'on pourrait appeler les misères de Paris, il a placé les immigrés. Il a aussi cité les bénéficiaires du RMI, les « sans domicile fixe », les délinquants, les toxicomanes, des catégories dans lesquelles la capitale bat quelques records. Paris n'a jamais été aussi cos-

mopolite et, sur ce point, elle se singularise de plus en plus par rapport aux métropoles régionales. Le nombre des étrangers recensés y a presque doublé en un siècle, passant de 180 000 en 1891 à 342 000 en 1990. Compte tenu de la dépopulation relative de la ville, leur proportion a sauté, elle, de 7 % à 16 %.

Les cinq continents sont aujourd'hui abondamment représentés dans les artères parisiennes. Dans ses tableaux statistiques, la préfecture de police distingue les communautés représentées dans les arrondissements : il y en a une quarantaine ! Qui se doterait qu'il y a par exemple à Paris les équivalents d'un gros village haïtien peuplé de 2 700 individus, d'une bourgade pakistanaise et d'une ville

moyenne de l'Ile Maurice de 4 500 âmes ? La métropole française est la capitale des Chinois d'Europe, la deuxième ville arménienne du monde, mais aussi une grande cité maghrébine, avec près de 120 000 Algériens, Marocains et Tunisiens. Aujourd'hui, parmi les étrangers de Paris, les originaires du tiers-monde sont majoritaires. Conséquence visible : les boulevards parisiens n'ont jamais été aussi exotiques et colorés.

#### Victimes de la crise

Depuis le milieu du dix-neuvième siècle, Paris a reçu trois vagues d'immigration, qui ont duré chacune une trentaine d'années. Elles ont culminé en 1890,

1930 et 1980. Mais chaque fois un repli a suivi, pendant environ une décennie. Nous vivons actuellement la troisième période de repli. Le nombre des étrangers résidant dans la capitale a diminué de près de 20 000 unités entre le recensement de 1982 et celui de 1990.

Et il est vrai que cette population pose davantage de problèmes que les Français de souche. Récemment arrivée, généralement de condition modeste, elle a plus que toute autre des difficultés pour se loger. Parmi les étrangers, beaucoup manquent de qualification et sont les premiers frappés par la crise.

La proportion des chômeurs y est deux fois plus élevée que chez les autochtones. Souvent sans famille refuge, parfois réduits à vivre d'expédients, il n'est pas étonnant qu'on les retrouve en forte proportion dans les statistiques policières et judiciaires.

Marc Ambroise-Rendu  
Lire la suite page 20

### Le Monde des DEBATS

Dans le Monde des débats de mai

#### SUPPRIMER LES DÉPARTEMENTS ?

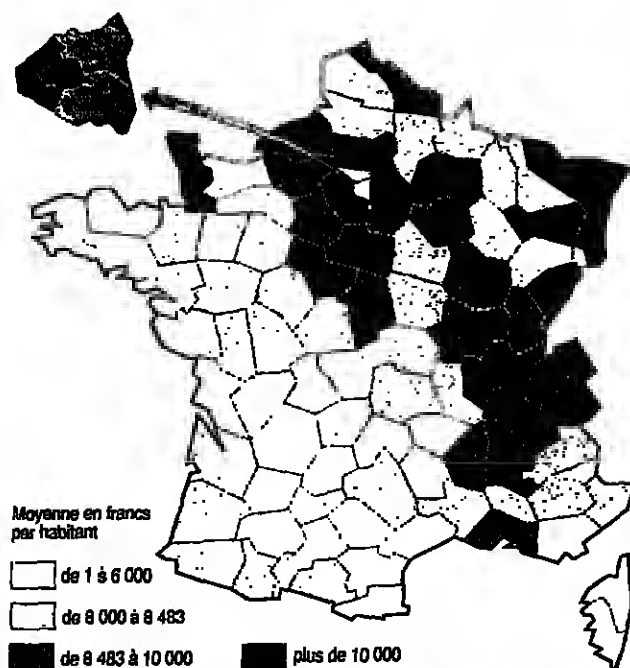
Il y a en France de trop nombreux niveaux d'administration : faut-il supprimer celui qui, à l'échelle de l'Europe, paraît le plus anachronique, c'est-à-dire le département ? Les points de vue de deux « adversaires » du département, Pierre Mitzel et Georges Fédère, d'un « défenseur », Jacques Barrot, et d'un politologue tuteur spécialiste des collectivités locales en Europe, Luciano Vardelli.

En vente dans les kiosques - 30 F



STATISTIQUES

La richesse fiscale des départements



Les départements de la région Rhône-Alpes comme ceux d'Alsace disposent d'importantes ressources fiscales. C'est ce qui explique la répartition des bases départementales de taxe professionnelle assises sur les salaires et les investissements. La richesse fiscale n'est pas concentrée dans les villes-centres, indique l'Association des maires de grandes villes de France (AMGVF). (Sources: DGCL et AMGVF)

COMMUNICATION

L'INFORMATION DE PROXIMITÉ PROSPÈRE A PÉRIGUEUX

Après son rachat par le groupe Sud-Ouest, le quotidien la Dordogne libre a retrouvé des lecteurs

La Dordogne libre aime faire un clin d'œil à ses lecteurs : le titre, logotype bleu ciel sur fond blanc, trône sans complexe au côté de son grand frère, Sud-Ouest. « USP : pas de fraude sur le gîte », proclame la première page pour prévenir que les lecteurs de l'Union sportive de Périgueux ne disputent pas la finale après leur défaite face à Perpignan.

Dix ans après son rachat par le groupe aquitain Sud-Ouest, la Dordogne libre, la « DL », pour ses lecteurs, a achevé sa révolution. Rien ne subsiste du quatre pages d'antan, sinon le titre. Lors de son rachat, la « DL » a subi plus qu'un lifting. Le grand format a fait place au tabloïd, la couleur est apparue et, surtout, l'information locale occupe l'essentiel de ses vingt-quatre pages.

Richard Lavigne limite volontairement l'horizon de son journal à Périgueux et à son agglomération immédiate, une zone de 65 000 habitants. Une

aire presque trop vaste pour les cinq journalistes chargés de tenir le « pari » de leur rédacteur en chef : « faire de l'information micro-locale de manière professionnelle ». Le temps est revêtu de la « DL » tentait, en quatre pages, de couvrir les quotidiens nationaux. Sagement, avec la bienveillance de Sud-Ouest, le journal a renoué avec sa vocation de quotidien de ville. Il est aussi devenu le quotidien le moins cher de France, puisqu'il est proposé aux habitants au prix de 2,70 francs.

Saine émulation

Chaque mardi matin, Richard Lavigne réunit son équipe pour une conférence de rédaction. De l'avis de Jürgen Frast, le photographe de nationalité allemande qui est le doyen de l'équipe, le journal se consacre trop aux sujets institutionnels. Il

regrette qu'il consacre « moins aux faits divers qu'il y a trois ans ». Mais cette évolution s'explique surtout par la faiblesse des effectifs.

Si la « DL » se focalise sur la vie locale, c'est d'abord parce qu'elle se veut un quotidien de complément. « On s'adresse à deux types de lecteurs, souligne son rédacteur en chef. Un lecteur peu exigeant qui y trouve le complément d'information à la télévision ou à la radio, et un lecteur plus exigeant qui lit un autre quotidien ».

L'autre quotidien, c'est Sud-Ouest, dont les ventes (15 000 exemplaires dans le département) n'ont jamais eu à pâtir du renouveau de la Dordogne libre. Et pour cause. La stricte délimitation définie par Richard Lavigne se freine pourtant pas les ambitions de la jeune équipe rédactionnelle. Sur sa zone de diffusion la Dordogne libre entretient « une saine émulation avec Sud-Ouest ». Les deux redac-

tions échangent des informations, mais chacune veille jalousement sur ses exclusivités et n'en fait pas part au voisin avant que les faits soient imprimés. Ce désir de concurrence et d'autonomie est très affirmé à la « DL », qui souhaite se départir de l'étiquette de « quotidien du maire ». Yves Guéna (RPR) n'est pas le gérant du journal. Spécialiste des faits divers, Michel Labussière, périgourdin de souche et mémoire du journal, explique que cette réputation date d'avant le rachat par Sud-Ouest, lorsque la « DL », en règlement judiciaire, était provisoirement administrée par un adjoint du maire de Périgueux.

Avec la progression des ventes (4,9 % d'augmentation en 1992), le siège du journal au 34, rue Guyonnet, a vu revenir des lecteurs qui assimilaient aujourd'hui leur quotidien à un service public.

Comme cet homme qui réclame, comme un dû, la publication rapide d'un communiqué. D'autres, au contraire, s'arment de sourires, à l'image d'une blonde jeune fille qui use de son charme pour obtenir le tirage de l'une des photos illustrant le dernier match de rugby. « C'est ce que les spécialistes des médias appellent « un journal de proximité » et qu'on appelle « le journal », tout simplement ».

de notre envoyé spécial à Périgueux  
Guy Duthell

BLOC-NOTES

AGENDA

■ Communication financière. - La direction régionale Basse-Normandie du Crédit local de France et l'Institut de management et d'administration organisent un séminaire sur la communication des finances locales, mardi 22 juin à l'Ecole supérieure de commerce de Caen. Renseignements au (03) 31-06-98-23.

■ Mobilisation pour l'ex-Yugoslavie. - Face au sort des habitants de l'ex-Yugoslavie, les membres de la Flamboyance ne veulent pas « se résigner à un silence indigne ». Ce réseau de responsables d'associations, d'élus, et d'individus qui souhaitent exalter « le talent à vivre des requêtes » entend alerter l'opinion. Fin mai, le conseil du plateau picard, l'un de leurs millions, va silloner la région avec un « flambeau de la vigilance ». Vendredi 11 juin, à 19 heures, ils espèrent que les anciens, témoins des souffrances, allumeront eux aussi une flamme devant les monuments aux morts de France. La Flamboyance mène cette opération avec la Fédération des villes sages, regroupant les municipalités qui ont été des villes des anciens. Renseignements au (03-16) 43-38-39-39.

■ Patrimoine et développement local. - Le conseil régional de Haute-Normandie et la préfecture de région organisent un colloque sur « Le rôle du patrimoine et de la culture dans le développement territorial », à Rouen, jeudi 17 et vendredi 18 juin. Cette réflexion, qui s'inscrit dans le cadre du contrat de plan, portera notamment sur la mise en valeur du parc de Brotonne. Renseignements au (03) 43-38-45-45.

■ Transports publics urbains. - L'Union des transports publics, syndicat professionnel des transporteurs urbains, organise son prochain congrès du mercredi 16 au vendredi 18 juin à Toulouse, où doit être mis en service un métro VAL à la fin du mois de juin. Cette manifestation a pour thème les problèmes des transports urbains en Europe : directives concernant les marchés publics, fiscalité de l'énergie, desserte des quartiers difficiles, limitation de la circulation, transport transfrontalier. Renseignements au (03-16) 48-74-63-51.

■ Insertion. - Le Forum pour la gestion des villes organise un colloque sur « L'insertion par l'économie » et la lutte contre l'exclusion, jeudi 24 juin à Paris. Ces objectifs appellent-ils une mobilisation des collectivités locales ? Directement concernées par les risques d'explosion sociale, quel rôle ces dernières peuvent-elles jouer ? Comment assurer une meilleure coordination des entreprises, du milieu associatif, des enseignants ? Renseignements au (03-16) 42-56-39-70.

■ Gastronomie. - L'Ecole des arts culinaires et de l'hôtellerie d'Euville (Rhône) organise un colloque scientifique intitulé « Gastronomie des régions, entre tradition et innovation », mercredi 16 et jeudi 17 juin, à l'université Lumière (Lyon-II). Historiens, ethnologues et sociologues présenteront les notions-clés du discours gastronomique (qualité, tradition, authenticité). Ils s'efforceront de définir la notion de cuisine régionale. Cette manifestation s'adresse aux responsables de sociétés agroalimentaires, aux universitaires et aux étudiants. Renseignements au (03) 78-43-36-10 ou au (03-16) 48-63-48-48.

■ Centres de gestion. - L'Association nationale des directeurs et directeurs adjoints des centres de gestion de la fonction publique territoriale tiendra son assemblée générale à Charleville-Mé-

zières (Ardennes), jeudi 24 juin. Les centres de gestion administrent les carrières du personnel des petites communes. Ils organisent les concours des agents de catégorie B et C, animent une Bourse de l'emploi, et prennent en charge les fonctionnaires privés d'emploi. Ils se chargent en outre de missions facultatives fort appréciées des élus locaux (le Monde daté 11-12 avril). A l'occasion de leur assemblée générale, les responsables de ces centres présenteront leurs expériences en matière de gestion des ressources humaines. Le 25 juin, ils iront à Luxembourg, pour une séance de travail sur le droit de la fonction publique territoriale luxembourgeoise. Renseignements au (03) 59-84-40-40.

■ L'étudiant, l'université et la ville. - La Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) organise, avec le concours de la ville d'Evry et le parrainage des pouvoirs publics, un colloque sur le développement de l'enseignement supérieur qui aura lieu, du mercredi 9 au vendredi 11 juin, à Evry (Essonne). Il devrait permettre aux élus locaux de faire le point sur les expériences de partenariat entre les villes et les universités. Renseignements au (03-16) 48-87-77-72.

■ Formation. ■ Communication de crise. - La communication des élus locaux se fait parfois dans l'urgence. Comment faire face à une catastrophe naturelle, à un mouvement social ? Le Centre Condorcet propose une session de formation sur le thème de « La communication de crise », le vendredi 4 juin, à Paris. Un stage que ses responsables annoncent « concret » et à un prix abordable (de 800 à 1 500 F selon la taille de la collectivité). Le Centre Condorcet organise par ailleurs, des sessions sur la gestion locale, les politiques d'insertion, etc. Renseignements au (03-16) 40-41-08-48.

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

LES TRAVAILLEURS SOCIAUX EN QUESTION

Un rapport des présidents de conseils généraux critique les lacunes du personnel et propose des réformes

L'ASSEMBLÉE des présidents de conseils généraux (APCG), à majorité UDF, vient de formuler des propositions pour une nouvelle formation des assistants sociaux. Bien qu'ils soient devenus, avec la décentralisation, les principaux employés des travailleurs sociaux, les patrons des départements estiment avoir été oubliés par le gouvernement socialiste pendant la crise de 1991. Plusieurs milliers d'assistants sociaux, mariés, notamment, par une coordination, la CONCASS, étaient alors descendus dans la rue afin de réclamer un meilleur statut. Au terme de trois mois de grèves, le ministre des affaires sociales et de l'intégration, Jean-Louis Bianco, avait signé, avec des organisations syndicales, un protocole ouvrant une réflexion sur le statut et la formation des travailleurs sociaux. Les présidents de département n'ont été associés ni à la signature de cet accord ni aux travaux qui ont suivi.

L'APCG, dont le président est Jean Puech (UDF), ministre de l'Agriculture et de la pêche, estime qu'il existe une crise du recrutement, qu'elle attribue à « l'insuffisance du budget alloué par l'Etat aux écoles de travail social ». Les présidents de conseils généraux constatent aussi une « inadéquation » des assistants sociaux aux fonctions qui leur sont confiées. Le rapport de l'APCG souligne

que ces personnels « méconnaissent » les missions confiées au département par la décentralisation. « Insuffisamment formés en droit constitutionnel », ils manifesteraient une certaine « prévention à l'égard des élus qui les emploient ».

En outre, ces travailleurs sociaux feraient preuve d'un certain « individualisme », entretenu, notamment, « par certains chercheurs en sciences sociales ». Tout en se plaignant de n'être que les « exécutants » d'une politique décidée sans eux, ils seraient incapables de faire « remonter les besoins du terrain » et de formuler des propositions. Ils souffriraient, enfin, d'un « manque de maturité professionnelle » et se trouveraient « démunis » face aux nouvelles contraintes qui régissent ce travail : insertion par l'emploi, partenariat avec d'autres institutions.

Cette relative « immaturité » serait favorisée par le jeune âge auquel les diplômés peuvent exercer un métier qui « demande aussi une certaine expérience de la vie ». La formation d'assistant social est actuellement accessible sur dossier, après le baccalauréat. Elle dure trois ans, mais il s'agit d'un enseignement spécialisé, comprenant quatorze mois de stage. L'APCG souhaite que les travailleurs sociaux aient désormais une formation universitaire généraliste de deux ans, comme le DEUG d'administration économique et sociale, avant d'entrer dans une

école d'application où ils bénéficieraient, pendant vingt-quatre mois environ, d'une formation en alternance.

Les présidents de département voient, dans l'alternance, le moyen de participer à l'enseignement, au même titre que les professeurs, qui connaissent « souvent mal » la réalité du travail social départemental. En contrepartie de cet interventionnisme pédagogique, ils accepteraient de financer des écoles.

Une « remise au pas »

Les présidents veulent aussi améliorer la formation continue, afin d'ouvrir des perspectives de carrière au personnel. Ils préconisent la création d'un cursus de deuxième ou troisième cycle universitaire, accessible aux assistants sociaux titulaires d'une licence et possédant quelques années d'expérience professionnelle. Les départements versent 1 % de leur masse salariale au Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT). Mais les élus estiment que les « stages catégoriels » de cet organisme répondent mal à leur attente. Ils exigent que la cotisation soit réduite, ou que le CNFPT subventionne des formations librement choisies par les départements.

On peut regretter que ces élus en charge de l'action sociale se soient contentés d'une phrase polie pour évoquer les « difficultés du terrain » auxquelles sont confrontés les assistants sociaux : « Multiplication des dispositifs, surcharge de travail, contexte de crise, public de plus en plus difficile ». La CONCASS, réunie en congrès les 15 et 16 mai à Paris, a rappelé que la crise du travail social était liée à « la montée des exclusions ainsi qu'à la pénurie grave de moyens efficaces pour y répondre », et non à un problème de formation.

Les deux cents assistants sociaux présentes se sont vivement élevées contre les conclusions des présidents de conseils généraux. Elles estiment que l'APCG cherche à « mettre au pas une profession qui s'avère trop indocile aux yeux des employeurs ». La CONCASS craint que les élus locaux ne remettent en cause le caractère national du diplôme d'assistant social.

Rafaële Riva

PROPOS

URBANISME

« D'un urbanisme municipal, on est passé à un urbanisme d'agglomération. Avec l'augmentation des échanges, des déplacements périurbains, les échelles changent. Il faut désormais regarder une tache urbaine et non plus seulement la partie la plus fortement urbanisée du territoire. »

Umberto Battisti (PS), vice-président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais

■ TRANSPORTS « L'absence de volonté politique des derniers gouvernements en matière de transports publics correspond à l'habitude bien française de ménager la chèvre et le chou et donc d'améliorer les transports en commun tout en continuant de faciliter l'accès des centres-villes à la voiture. »

Pascal Pêcheur, secrétaire générale du Groupement des autorités responsables de transports (GART), l'Environnement Magazine du mois de mai.

GRAND STADE

« Un stade comme l'hippodrome d'Auteuil serait intelligent. Un grand stade à cet endroit, très proche de Paris, rendrait inutiles tous les coûts d'infrastructure. Mieux, le Parc des Princes n'aurait plus de raison d'être après 1998. »

Michel Martini, président du comité d'organisation de la Coupe du monde, le Tribune Desfossés du 28 mai.

Le Monde EDITIONS

LES TOURNANTS DE LA GLOIRE

Vingt-trois vraies fausses nouvelles sportives

Alain Giraudo

EN VENTE EN LIBRAIRIE

HAUTE-NORMANDIE L'ASCENSION D'UN HOMME DE L'ON

HAUTE-NORMANDIE L'ASCENSION D'UN HOMME DE L'ON

BRETAGNE RENNES COURT APRES SON METRO

BRETAGNE RENNES COURT APRES SON METRO



RÉGIONS

HAUTE-NORMANDIE

L'ASCENSION D'UN HOMME DE L'OMBRE

Nouveau maire de Rouen, François Gautier s'efforce de marquer sa différence avec Jean Lecanuet

Le temps s'est accéléré, en cette première moitié de 1993, pour François Gautier (CDS). Celui qui, à quarante-neuf ans, a prêté serment le 15 février 1989, avait accédé au poste de dixième adjoint au maire de Rouen, Jean Lecanuet, pouvait-il raisonnablement penser à cette époque qu'il deviendrait un jour le premier magistrat de la capitale normande ?

Lors du dernier renouvellement municipal, le tout-puissant sénateur, maire de Rouen, avait décidé de muscler son équipe avec l'espoir de donner une dimension européenne à sa ville. A ses côtés, occupant le poste de premier adjoint, Claude Bébérac, patron du groupe d'assurances AXA, et de sa filiale régionale, les Mutuelles unies. Rapidement, Claude Bébérac a jeté l'éponge et abandonné Rouen à des ambitions sans doute trop mesurées à son goût.

Il y avait aussi Jean Bornet, proche du maire, membre de la direction générale de la SNCF. François Gautier n'apparaissait alors que très loin, discrètement, avec la réputation d'un énarque, « passé dans le privé », la Compagnie générale des eaux. Personne n'avait sérieusement cherché à connaître l'itinéraire politique de ce proche collaborateur parisien du président fondateur du CDS. Pas plus qu'on n'avait relevé qu'en venant à Rouen, il quittait Abdon-sur-Seine, commune d'Alain Fober, président du Sénat, dont il était un des maires adjoints.

La seconde étape de l'ascension de François Gautier a été jouée lors des

élections régionales de 1992. Placé, à la demande de Jean Lecanuet, sur la liste conduite par Antoine Rufenacht (RPR), l'adjoint chargé des finances s'est trouvé propulsé au poste de grand argentier du conseil régional, où il collabore étroitement avec le président. La disparition de Jean Lecanuet, le 22 février, a précipité les événements. Et François Gautier s'est installé dans le fauteuil de maire de Rouen, après avoir aisément contré la concurrence des autres adjoints et bénéficié du retrait de Jeanne Bonvoisin (CDS), élue députée le 28 mars.

Oublier le passé

« Jean Lecanuet faisait partie de ces gens avec lesquels la confiance s'accroît au fil du temps », le nouveau maire avoue sa reconnaissance pour celui qui incarnait à ses yeux les valeurs de la démocratie chrétienne et sociale pour lesquelles il militait lorsque, jeune haut fonctionnaire, il avait été approché par le garde des sceaux de Valéry Giscard d'Estaing qui lui proposait de devenir son chef de cabinet. « Pour ce premier entretien privé, qui a duré une heure, Jean Lecanuet m'a parlé pendant cinq minutes de ma mission au sein de son cabinet, et pendant les cinquante-cinq autres de Rouen. » Si vous travaillez avec moi, le vous propose de venir à Rouen », avait conclu le ministre. François Gautier a finalement répondu « oui » en 1989. A l'écoute du

maître depuis 1973 pour la réflexion politique, le discret compagnon de route a commencé son service actif avant d'avoir pu achever ses classes. Lourde tâche, car, au-delà de l'héritage strictement communal de Rouen, ville de 100 000 habitants, se dressent les contraintes d'une agglomération de 400 000 habitants morcelée en une quarantaine de communes. Et lorsque la première analyse de François Gautier tombe, elle est sans complaisance. « Depuis la guerre, il y a eu deux époques à Rouen : la reconstruction jusqu'en 1965, puis l'ère Lecanuet, consacrée à l'embellissement, qui a précipité beaucoup. Aujourd'hui, nous ouvrons l'ère du développement économique et de la qualité de la vie pour la population. Malheureusement, pendant que Jean Lecanuet travaillait à l'embellissement, l'agglomération s'est développée, particulièrement sur sa rive sud, où tous les problèmes sont arrivés, économiques, avec les restructurations industrielles, sociales, avec les banlieues. »

En quelques petites phrases distillées ici ou là, le maire marque sa différence avec le passé, et veut asseoir une autorité qui lui permette, le cas échéant, de poursuivre au-delà de 1995. Pourfendeur de slogans, il ironise sur celui de « Rouen ville capitale », le rejette par avance « les grands projets qui ne sont que des annonces », une spécialité locale qui attise la concurrence entre la gauche et la droite. « Le préfète maire Lecanuet a eu des projets moins spectaculaires, mais qui vont au fond ».

En se débarrassant du dossier des déchets ménagers avec une étonnante sincérité : « 90 % des habitants veulent que l'on ramasse vite et sans bruit, et que la ville soit propre. Si on investit tant dans le recyclage, c'est pour les 10 % qui s'y intéressent. » Salle de spectacle de 5 000 places ? Grand stade ? Palais des congrès ? Rouen ne fera pas de folies, assure le maire.

La nouveauté la plus inattendue dans le nouveau paysage politique rouennais vient du Havre, l'autre grande cité maritime, et de son député Antoine Rufenacht, qui semble avoir découvert Rouen depuis qu'il s'est installé à l'hôtel de ville. En préparant le prochain contrat de plan avec l'Etat, il ne manque pas une occasion de souligner l'importance de doter la capitale régionale d'équipements dignes de sa fonction. Au conseil régional de la Haute-Normandie, François Gautier est ainsi devenu son bras droit. En tant que chef de file régional de la nouvelle majorité, il lui donne la capacité de contrer Laurent Fahius, président du SIVOM de l'agglomération rouennaise.

Le maire ne manque d'ailleurs pas d'idées pour la région, comme la constitution d'un instrument financier de poids, appuyé sur la société de développement régional (SDR) ou une banque régionale. Rouen, avec les autres grandes villes de la Normandie, pourrait aussi passer un contrat de ville avec le conseil régional.

de notre correspondant à Rouen Etienne Banzet

BOURGOGNE

AUXERRE, CAPITALE DES ÉCHECS

Garry Kasparov vient « renforcer » le club de la Dame blanche

Au terme d'une saison de football marquée par les chapeaux des demi-finales de Coupe de l'UEFA, l'Association de la jeunesse auxerroise (AJA) prépare une autre rencontre au sommet (le Monde date 18-19 avril). L'équipe fanion du club d'échecs de l'AJA dispute, sur ses terres, la phase finale du championnat de France par équipes, jusqu'au lundi 31 mai. Pour conquérir une couronne qui lui a déjà échappé à trois reprises, la Dame blanche compte sur sa dernière recrue : le champion du monde en titre, Garry Kasparov.

Depuis novembre 1992, Kasparov est licencié à la section échecs du patronage, cher au cœur de l'abbé Deschamps. L'arrivée du numéro un mondial s'est faite sans le tumulte qui prévaut lorsqu'une star du ballon rond débarque avec avocats et bagages dans un club français. Si Guy Roux, le patron de la section football, parvenait à arracher la signature d'un Van Basten, l'affaire ferait sans doute plus de bruit. Dans la ville de Jean-Pierre Soisson (Mag. p.), seuls les initiés se sont esbrouvés de la venue du joueur arménien.

Mais l'AJA n'a que faire de l'exubérance, elle élève la sobriété au rang de vertu. Le « patro » ne reniera jamais ses racines chrétiennes. Au plus fort de la vague bleu et blanc - les couleurs des maillots des footballeurs d'Auxerre - qui submergea la France entière, Guy Roux, l'entraîneur de l'équipe de foot, jouait les modestes. Pierre Saussier, le président de la section échecs, est ainsi. La politique de la Dame blanche, ainsi nommée parce que le club fut créé en 1975, pendant l'année de la femme, ne changera pas avec l'arrivée d'un champion. « Pour moi, Garry Kasparov n'est pas une fin en soi, prévient cet ancien assureur. Mais un excellent moyen de pérenniser le club et de promouvoir la pratique des échecs auprès des jeunes ».

Depuis 1975, la Dame blanche a gravi progressivement les échelons. Après trois ou quatre titres de champion de Bourgogne - Pierre Saussier ne sait plus - le club accède en nationale. Il reste alors fidèle aux principes qui animaient les pionniers du « patronage ». La Dame blanche se hissera jusqu'en nationale 2 et franchira les paliers avec des joueurs auxerrois et bourguignons. « Ensuite, nous avons été contraints de nous renforcer. Les grandes villes disposent de vivriers importants, plaide aujourd'hui le président. Auxerre est de taille modeste, et les jeunes partent poursuivre leurs études ailleurs ».

La première vedette du club sera Jean-Pierre Boudre, bientôt rejoint par Nicolas Giffard, deux fois champion de France et l'un des premiers maîtres internationaux français. Ces deux joueurs sont toujours auxerrois. En 1979, la Dame blanche accède en nationale 1.

Pierre Saussier et Hubert Aumaitre, le vice-président, ne veulent pas faire de la figuration : « Il fallait suivre le mouvement, sous peine d'être relégués. Nous avons donc contacté de nouveaux joueurs. Avec le meilleur résultat : l'équipe est toujours la même ». L'Israélien Yaacov Murey, le Français Jean-Marc Degraeve, les Anglais Anthony Kosten et Mark Hebden, le Russe Lev Polougaïevski, dix-neuvième joueur mondial, rallient la Dame blanche.

L'esprit de famille

Tous ces maîtres n'ont pas uniquement succombé aux charmes des maisons à colombages du vieux Auxerre. Chacun reçoit une prime, dont Pierre Saussier tait jalousement le montant. « Elles sont minimes si on les compare à celles octroyées par d'autres clubs, explique-t-il. Et puis l'argent n'est pas la principale motivation de nos joueurs. Certains d'entre eux ont refusé des offres alléchantes et sont restés. Ce qu'ils aiment ici, c'est l'esprit de famille ».

La Dame blanche cajole ses cent cinquante licenciés, quel que soit leur niveau. Lorsqu'il n'est pas lui-même devant l'échiquier, Pierre Saussier joue les « papas poules ». La veille des grandes compétitions, il chasse le stress et veille au confort de ses protégés. Garry Kasparov a sans doute été sensible à cet état d'esprit décrit par son ami Lev Polougaïevski. Celui-ci a su convaincre le champion du monde de venir épauler les Auxerrois pour la phase finale des championnats de France par équipes. La somme de 200 000 francs et la prise en charge des frais (voyages, hébergement...) ont balayé ses dernières hésitations. Ce renfort acquis, la Dame blanche a postulé pour l'organisation de la compétition. La Fédération française d'échecs a donné son feu vert.

Cette dernière étape des championnats de France coûtera plus cher que les 350 000 francs, budget moyen déposé par le club grâce aux aides attribuées par une entreprise auxerroise, la ville et le conseil général. Conscients de l'enjeu, de nouveaux partenaires se sont joints à l'équipe et contribuent à rassembler le 1,1 million de francs nécessaires.

Garry Kasparov ne sera auxerrois que du 27 au 31 mai. Qu'importe la durée de son contrat, l'Arménien mettra son talent au service des Bourguignons. Pour que les hommes de Pierre Saussier dament le pion à ceux de Guy Roux dans la conquête du premier titre de champion de France de nationale 1 offert au « patro ».

de notre correspondant à Auxerre Vincent Roussot

LIMOUSIN Menaces de démembrement de la circonscription SNCF

L'annonce, par la SNCF, du possible démembrement de la circonscription régionale de Limoges, dans la perspective de la réduction de vingt-trois à douze du nombre des régions, a mécontenté les habitants. Cette circonscription comprend les trois départements de la Haute-Vienne, l'Indre, une partie du Périgord et de la Charente, le nord du Lot. Le projet prévoit le rattachement de l'Indre à Paris-Centre, la Dordogne et la Charente à Aquitaine-Poitou-Charentes et le Limousin à Toulouse.

Pour la direction de la SNCF, ce projet correspond aux nécessités budgétaires et aux réalités des frontières des collectivités régionales, partenaires importants et financièrement actifs. Les élus protestent, et les syndicats de cheminots estiment à 1 500 les emplois que ce démembrement ferait perdre à la région. Ils redoutent de nouvelles restrictions d'activités, notamment sur les liaisons transversales régionales. Déjà le train Aurillac-Brive, qui permettait la correspondance avec le Brive-Paris, et le service marchandises du SERNAM à Tulle et à Ussel ont été supprimés.

POITOU-CHARENTES Un anneau cycliste à Poitiers

Les clubs cyclistes de la région ont depuis longtemps : Poitiers aura son anneau de vitesse, une piste de 250 mètres pour l'entraînement et la compétition. Dans le prolongement du vote de son budget administratif de son compte supplémentaire, le conseil d'arrondissement affecté 300 000 francs à l'étude du dossier de cet équipement sportif. Il coûtera entre 3 et 4 millions de francs selon la nature du projet retenu. Mais le président du district, Jacques Santrot (PS), maire de Poitiers, exclut d'emblée une réalisation de type vélodrome avec des structures lourdes pour l'accueil des spectateurs.

NORD-PAS-DE-CALAIS Lille sur un air d'accordéon

Jusqu'au lundi 31 mai, le quartier populaire de Wazemmes renoue avec clavier et bretelles lors d'un festival. Et il s'offre aujourd'hui comme perrain Adolphe Daprinne, quatre-vingt-onze ans, un des pères de l'accordéon français. Petit frère des « Nuits de nocce » de Tulle en Corrèze, Wazemmes l'accordéon c'est, une semaine durant, l'instrument décliné sous toutes ses formes. Jazz avec le Richard Galliano quartet, rock avec les frères Brozeur, classique, tzigane, chansons, folk, at musette au gré des rues, terrasses de bistrot et autres bals populaires. Entre la petite salle du Biplan et la place de la Nouvelle-Aventure, au cœur du quartier, les scènes se prêtent au jeu, les habitués aussi. Renaud à l'accordéon a chanté les douze titres de son album Ch'Y, enregistré après le tournage dans le Nord du film Germinal, de Claude Berri. Pour la clôture, le quintette Jazz-trans-musette invitera en prime à danser. Renseignements au (16) 20-40-10-80.

Le mensuel PASSAGES Guerre dans l'ex-Yougoslavie : LA PARTITION INCONTOURNABLE par Jacques Amalric vente en kiosque 30 F

BRETAGNE

RENNES COURT APRÈS SON MÉTRO

L'arrêt du financement du VAL par le gouvernement divise les élus

La décision prise au début du mois de mai par Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tonnage, de « différer » la subvention d'Etat prévue pour le métro de Rennes risque d'annoncer la fin de ce projet. La mise en service d'un véhicule automatique léger (VAL), conçu par la société Matra, constituait pour Edmond Hervé (PS), maire de Rennes, et président du district de l'agglomération, « la grande ambition de la métropole régionale et l'unique grand chantier de l'Ouest pour cette fin de siècle ». Mais Rennes pourra-t-elle se flatter, en 1998, d'être la plus petite ville au monde à disposer d'un métro ?

Le 12 mars 1993, après bien des tergiversations, un protocole est signé entre l'Etat et le district pour assurer le versement échelonné sur cinq ans d'une subvention de 500 millions de francs, pour faire face à l'investissement. Quelques semaines plus tard Edmond Hervé écrit au préfet de région pour l'interroger sur les délais de versement de cette subvention qui représente 18,5 % du coût de l'opération.

Lors des élections législatives, le maire perd son siège de député, devancé de dix points par Yvon Jacob (RPR), qui a notamment placé au centre de sa campagne le coût prohibitif du métro. Le 5 mai 1993, la réponse du nouveau préfet précise la position du ministre : « Il n'est pas envisageable d'affecter cette année des autorisations de programme pour le VAL de Rennes ».

Conséquence immédiate : les travaux sont gelés, avec 150 000 francs de dépenses inutiles quotidiennes et déjà un échec de près de cent millions de francs pour les travaux de forage, recherche et promotion. Dans le même temps, le tribunal administratif de Rennes est saisi de huit

requêtes demandant le sursis à exécution et l'annulation de la déclaration d'utilité publique du métro, décidée le 15 février 1993 par le préfet.

Injunctant cette attitude « inacceptable », Edmond Hervé ne désespère pas de convaincre le ministre des transports, voire le premier ministre, avant d'envisager d'attaquer l'Etat en justice. « S'il n'y a pas de subvention de l'Etat, le métro ne peut pas se faire, mais nous n'en sommes pas là. Je crois au dialogue », insiste l'ancien ministre de la santé, dont les proches « ne désespèrent pas de trouver au gouvernement des hommes qui ont le sens de l'Etat et du respect des contrats ». Réponse du ministre des transports : « Je n'aime pas les annonces effectuées à quelques jours des élections ».

Un coût difficile à évaluer

Selon Michel Philipponneau, ancien adjoint au maire et président du district de l'agglomération rennaise jusqu'en mars 1989, « le VAL, comme le tramway, est mal adapté à la structure de l'agglomération rennaise ». Celui qui fut le seul élu municipal de Rennes à se prononcer en 1987 contre le principe du transport en commun en site propre, estime qu'une « ligne de transport lourd de 9 kilomètres, sur le seul territoire rennais sera moins efficace et infiniment plus coûteuse qu'une agglomération des transports suburbains. Or, non seulement les populations suburbaines, par la fiscalité propre du district, devront participer au financement du VAL, mais elles risquent aussi de voir se dégrader la desserte de leurs lignes ».

Saisi d'une demande de subvention, le conseil général d'Ille-

et-Vilaine a décidé en juin 1992 de ne pas y faire droit, tout en proposant de cofinancer « des études imparciales et complètes analysant en détail des solutions alternatives et leur impact économique et écologique » (le Monde date 9 et 10 août). Le risque de surdensification urbaine le long du trajet du VAL va à l'encontre de la politique d'aménagement du territoire menée par le conseil d'arrondissement, dont le président, Pierre Méhaignerie (CDS), ne peut que se réjouir de l'attitude, conforme à ses propres déclarations, de son collègue des transports.

L'incertitude qui pèse encore sur l'attitude des banques, qui n'ont pas voulu partager les risques au sein de la société d'économie mixte des transports en commun de l'agglomération, et la crainte des entreprises de voir un dérapage de la taxe transport et de l'imposition locale, ajoutent à la confusion entretenue sur le coût du métro VAL.

« Le gouvernement assure vouloir promouvoir les grands travaux », assure Jean Normand, adjoint au maire, il existe un projet immédiatement réalisable dans l'Ouest avec la création de 800 à 1 000 emplois. Ce projet de métro ne coûtera rien à l'Etat cette année, puisque le seul franc symbolique permettrait de lancer des travaux dès le mois prochain. Or, on nous répond par un refus d'autorisation de programme. Comment ne pas voir derrière cette décision autre chose que ce qui est officiellement dit ? » Il devine, dans la décision de Bernard Bosson, un relais ministériel à la préparation des prochaines élections municipales de 1995. Déjà fortement présente lors de cantonales de mars 1992 avec la défaite du premier adjoint au maire face au benjamin de l'assemblée départementale, dont le seul slogan était l'anti-VAL, l'affaire du métro fournit un thème d'union à l'opposition municipale. Toujours en quête d'un chef de file, ses animateurs ont décidé de suivre la voie tracée par le comité pour un référendum sur le VAL, lancé le 21 novembre 1990 et qui a recueilli plus de 60 000 signatures dans le district.

de notre correspondant à Rennes Christian Tual







ESSONNE

# TEMPS PARTAGÉ AU SERVICE DE LA COLLECTIVITÉ

La mairie d'Evry et une entreprise choisissent de favoriser l'engagement des salariés dans la vie de la cité

**M**OINS d'heures de travail au bureau, plus au service de la collectivité. Le 1<sup>er</sup> juin, des salariés du siège social de la société Digital Equipment à Evry, volontaires pour le passage du travail, vont renforcer, pendant leur temps libre, les bénévoles qui œuvrent dans les structures locales d'animation, d'accueil et de formation. La ville et les associations d'Evry manquent de volontaires pour développer ou créer des actions de solidarité. De son côté, Digital ne s'oppose pas à ce que ses employés profitent de leur temps libre pour s'impliquer dans la vie sociale. Mairie et entreprise ont donc trouvé un terrain d'entente pour que les compétences libérées par le passage au temps partiel soient éventuellement utilisées au profit de la collectivité.

Confrontée, comme ses rivales, à l'affaiblissement du marché de l'information, Digital vient de déposer auprès de l'inspection du travail un plan social, le quatrième en deux ans. Cette fois la direction a élaboré une politique sociale s'inspirant d'une autre conception, puisqu'elle vise à limiter le recours au licenciement en privilégiant la réduction du temps de travail. La principale mesure porte sur la possibilité de travailler à temps partiel, à trois cinquièmes, ou quatre cinquièmes. La proposition a été faite à tous les salariés. Elle était assortie de compensations salariales (84 % du salaire brut pour un quatre cinquièmes, par exemple). D'ailleurs, ceux qui choisissent de consacrer leur temps libre pour se former et, surtout, d'une clause de retour à la situation antérieure au bout de deux ans.

« Notre projet a rencontré encore plus d'échos que nous le pensions au départ. Nous avons atteint le haut de la fourchette la plus optimiste », se félicite Michel Ferreboeuf, PDG de la firme. 547 personnes, dont 242 au siège d'Evry, se sont portées volontaires sur les 2 888 éligibles. Les candidats au temps partiel se sont recrutés dans toutes les catégories de personnel, mais plus spécialement chez les cadres, majoritaires dans l'entreprise.

Marc Ambroise

# EVRY ACCUEILLE LE PSG

Prévu pour les Jeux de la francophonie, le stade de Bondoufle reçoit le club parisien

**L**e club de football professionnel du Paris Saint-Germain (PSG) jouera au moins un match de gala, au mois de juillet, sur la pelouse toute neuve du stade départemental de l'Essonne, à Bondoufle, une des communes de l'agglomération d'Evry. Cet équipement a été réalisé dans la perspective des Jeux de la francophonie, mais l'Essonne ayant finalement renoncé à organiser cette manifestation, il sera libre au cours du mois de juillet (Le Monde daté 23-24 mai). Le département a donc proposé aux responsables du club phare de la capitale de l'utiliser dans l'hypothèse où la pelouse du Parc des Princes serait « mise au repos » après la réfection prévue, elle aussi, en juillet.

L'encadrement sportif du PSG, ainsi que Michel Denisot, son président délégué, ont visité, au mois de mars, le nouveau stade et apprécié ses installations réalisées suivant les normes fédérales en vigueur. « Ce terrain pourrait très bien également accueillir le Tournoi de Paris », explique Bruno Barbier, responsable des relations avec les collectivités à la Société à objet sportif (SOS) du Paris-Saint-Germain.

Cette compétition, qui, chaque année, précède de quelques jours l'ouverture du champion-

nat, se joue rarement à guichets fermés. Les vingt mille places du stade de Bondoufle suffiraient pour accueillir une telle manifestation. Elles seraient, en revanche, insuffisantes pour recevoir les milliers d'inconditionnels et les supporters « ultras » qui envahissent d'ordinaire les gradins du Parc des Princes pour les affiches, jugées prestigieuses, du championnat. « En outre, poursuit Bruno Barbier, le stade de Bondoufle ne remplit pas tout à fait les conditions de sécurité, notamment pour ce qui concerne l'écoulement du public. »

Patrick Desavie

P. D.

# SEINE-ET-MARNE Fontainebleau échappe à la mise sous tutelle

Le budget municipal de Fontainebleau ne sera pas mis sous tutelle. Le maire, Paul Dubut (div. dr.), qui refusait de rembourser un emprunt de 88 millions de francs contracté par son prédécesseur, Paul Séramy, pour éponger la dette de la géothermie (le Monde daté 18-19 avril), a obtenu un aménagement de la catta-  
crénce. La dette de la ville auprès de la Banque française du commerce extérieur (BFCE) a été reprise par la Caisse des dépôts et consignations, et étalée sur vingt-cinq ans au taux de 6,50 %. Le département va aider la ville à payer les intérêts dus depuis l'arrêt des remboursements (4,6 millions de francs pour Fontainebleau). Cet épisode met fin à la catastrophique opération de géothermie initiée au début des années 80 et dont l'échec pesait depuis lors sur le budget de la cité impériale.

# SPORTS Le printemps du VTT

La pratique du vélo tout-terrain (VTT) - mountain bike connaît selon l'appellation américaine - un développement important depuis quelques années en France. Le conseil régional a décidé de mettre en place plusieurs parcours appropriés pour que les Franciliens puissent pratiquer ce loisir sportif. Des circuits VTT, de longueur et de niveau de difficultés différents, viennent d'être balisés dans dix des douze bases de loisirs que compte l'Ile-de-France. Ces bases vont être, jusqu'au 20 juin, le théâtre d'animations ouvertes à tous et encadrées par les animateurs de la Fédération française de cyclisme et de la Commission nationale de vélo, tout-terrain. Chaque base de loisirs va organiser une journée complète d'information, d'initiation, de jeux et de démonstrations sur le thème du VTT. Une compétition sélectionnera une équipe de concurrents dans chaque base, qui participera à une finale, le 20 juin, sur la base de Draveil - Port aux Cerises. Les 150 VTT, prêtés aux concurrents seront ensuite mis à la disposition des huit millions de personnes qui se rendent chaque année dans les bases de loisirs d'Ile-de-France.

Christophe de Chenay

# SEINE-SAINT-DENIS

# PASSEPORTS POUR LA JEUNESSE

Le conseil général aide les 16-25 ans à découvrir le département et à voyager

« J'AVAIS honte d'avoir des idées aussi négatives sur Cuba », raconte Saïd, lors d'une discussion avec Sébastien, Vincent et Zakya. Tous se retrouvent après la visite d'une semaine d'un groupe d'une centaine de jeunes Cubains en Seine-Saint-Denis. Comme Zakya et Vincent, Saïd a passé deux semaines à Cuba fin dernier. Il y retournera cet été avec d'autres « brigadistes » car « il n'a pas tout vu », alors que Sébastien et Vincent ont visité l'île pour la première fois.

Ces cinq jeunes étudiants vivent en Seine-Saint-Denis. Ils profitent depuis deux ans du « passeport monde », une initiative du conseil général, présidée par Georges Valbon (PC), qui permet aux jeunes du département de 16 à 25 ans de partir à la découverte de plusieurs pays. Saïd est partie quinze jours l'an dernier au Canada, parce que « le passeport monde » lui a proposé des conditions financières « très intéressantes ». Pour ses amis, Cuba était aussi une « destination exotique, bon marché ». Mais leur programme a évolué en cours des semaines d'échanges préliminaires, des rendez-vous obligatoires avec les accompagnateurs et des conseils techniques. « Nous nous sommes vite mis d'accord sur l'intérêt de découvrir la réalité d'un pays socialiste, au moment où ce système était en train de disparaître en Europe de l'Est », raconte Zakya. Pendant leur séjour, le pinard des 650 jeunes de Seine-Saint-Denis, partis à Cuba l'été dernier, ont progressivement défilé les pages du passeport monde pour chercher à en savoir plus sur la vie des Cubains (le Monde du 22 mai). « Nous avons découvert la bas les problèmes quotidiens des blocs des Etats-Unis », raconte Vincent. Mais quelle solidarité ! Ils sont fiers de leur pays, où les enfants vont tous à l'école et où le système de santé est performant. Il faudrait comparer Cuba avec d'autres pays d'Amérique latine.

Ces jeunes ont compris le message que veut faire passer le conseil général de Seine-Saint-

Denis. « Ils sont communistes et ont toujours affirmé leur appui à la révolution cubaine, dit un de ces jeunes. Mais ce que nous avons vu, c'est un pays qui n'a pas tout vu, y compris l'esprit critique de beaucoup d'habitants, nous montre que certaines informations sur Cuba ne sont pas honnêtes. » Sébastien, qui est allé deux semaines aux Etats-Unis, a également appris beaucoup de choses au cours de son voyage : « J'ai trouvé que les idées américaines avaient bien disparu. Nous avons visité Harlem : la ségrégation raciale est scandaleuse aux Etats-Unis. Les Américains sont charmants, les musées sont formidables, mais le pays n'a beaucoup de... »

Visites de théâtres et d'entreprises

« Passeport monde » est le volet le plus spectaculaire de « priorité jeunesse », un programme de reconquête du département par ses jeunes lancé par le conseil général. « Plus de 30 % de la population a moins de 25 ans. Quand ces jeunes disent habiter dans le 93 », on leur rappelle souvent que c'est le département le plus pauvre d'Ile-de-France. Nos passeports ont pour but de leur redonner une certaine fierté », précise Roger Robert, responsable du service jeunesse. Le conseil général consacre à « priorité jeunesse » 39 millions de francs sur un budget annuel de 6 milliards.



Parce qu'elles ne se font pas en un jour, les villes ont besoin d'un allié financier tous les jours.

Grâce à ses fonds, le Crédit Foncier finance totalement ou partiellement vos investissements, à des taux très compétitifs. Sa compétence et sa rapidité d'action feront du Crédit Foncier votre meilleur partenaire dans le temps.

CRÉDIT FONCIER  
Votre allié dans le temps

Le Monde  
ARTS-SPECTACLES

PRÉPAREZ-VOUS  
A  
SORTIR !

Chaque mercredi dans le  
Monde daté jeudi



## AQUITAINE

### Le retour du Colbert

Le croiseur Colbert, désarmé en 1992, a rejoint mercredi 12 mai son dernier port d'attache, Bordeaux, qui avait été sa première escale en février 1959 lors de sa mise en service. Il est encré au quai des Chartrons, près du centre historique du port, où il deviendra un musée flottant et un centre d'animation destiné à rappeler et à conforter la vocation maritime de la capitale de l'Aquitaine. L'Association des amis du croiseur Colbert est à l'origine de ce sauvetage. Les membres de cette association considèrent ce navire comme le dernier vestige des grands vaisseaux construits dans l'immédiat après-guerre. Même si le croiseur n'est pas sorti des chantiers de l'estuaire, il rappelle que l'industrie de la ville dépend en grande partie des arsenaux privés, qui ont livré, jusqu'à la dernière guerre, des centaines de bateaux de guerre, à commencer par les premiers croiseurs. Les collectivités locales ont aidé l'association à financer le ramassage du Colbert jusqu'à Bordeaux. Son exploitation future dépend d'une société anonyme constituée par le SCET et le groupe hôtelier Accor.

### Des créateurs à Paris

Le Théâtre de la Cité Internationale vient d'accueillir, pendant trois semaines, des artistes et des créateurs qui travaillent en Aquitaine. Organisé par l'Office artistique de la région (OARA), une émanation du conseil régional, en collaboration avec la direction des affaires culturelles (DRAC), cette manifestation fait suite à « Aquitaine en Avignon », l'an passé, et répond au même souci de « promouvoir la création qui a vu le jour sur les terres du Sud-Ouest et les créateurs qui y ont résidé ». Sept compagnies théâtrales et quatre chorégraphes venus de Bordeaux ou de Dordogne ainsi qu'un chanteur basque ont séjourné six mille spectateurs parisiens. « L'objectif était d'accorder les meilleures conditions possibles à des troupes ou des groupes de province, afin qu'ils réalisent un rêve que beaucoup partagent : se produire dans la capitale », assure Serge Trouillet, directeur de l'OARA et maître d'œuvre de cet événement. Selon lui, l'aide du conseil régional permet d'assurer « l'intendance » et évite aux créateurs les « galères » que beaucoup de comédiens connaissent lorsqu'ils souhaitent « monter à Paris ». « Fournir à tous des moyens techniques de qualité et un accueil convivial, sans oublier l'aspect professionnel », telles sont les missions de l'OARA lorsqu'elle organise des « déplacements collectifs ».

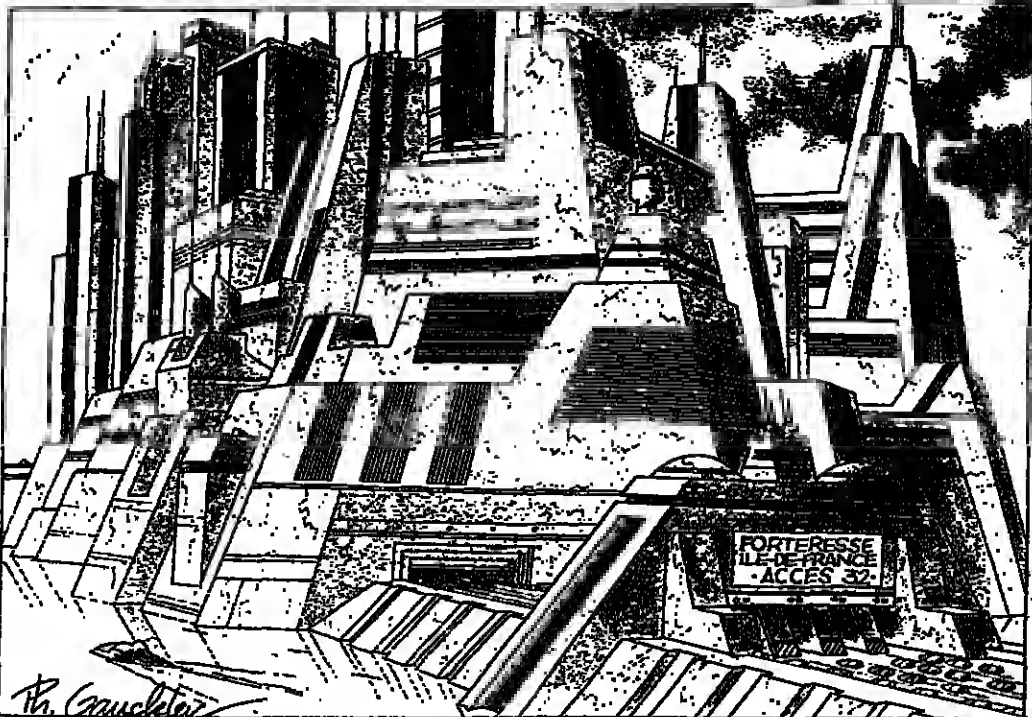
## RHÔNE-ALPES

### Référendum à Romans-sur-Isère

LES Romains vont être appelés aux urnes, dimanche 6 juin. Henri Bertholet (PS), maire de Romans-sur-Isère (Drôme), organise un référendum local afin de connaître l'avis des habitants de sa commune sur un projet d'aménagement du centre-ville. Cette opération comprend la rénovation de la voirie, un nouveau plan de transports, mais aussi l'introduction du stationnement payant. Cette dernière mesure, destinée à dégrader le centre, risque d'être peu appréciée des conducteurs de véhicules. Les Romains devront dire s'ils soutiennent le projet du maire, malgré cette contrainte, ou s'ils la rejettent. L'opération devrait coûter 9 millions de francs. Le maire s'est engagé à ne pas augmenter les impôts pour la financer. Une campagne d'information postale auprès des 32 747 habitants a précédé la consultation.

# L'ILE-DE-FRANCE ATTEND SON SCHEMA DIRECTEUR

Un débat national sur l'aménagement du territoire précèdera l'instauration de « règles claires » pour la région capitale



L faudra donc plus de « cent jours » pour que l'Ile-de-France dispose du texte qui doit fixer les grandes orientations de son développement pendant le prochain quart de siècle. En annonçant au Sénat, mercredi 19 mai, que des « règles claires pour la région capitale » allaient être proposées au cours d'un comité interministériel au début du mois de juin, Charles Pasqua (RPR) a levé un coin du voile sur l'avenir du nouveau schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF). Le ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire a indiqué qu'un « document définitif » sera adopté au terme d'un « débat national » sur l'aménagement du territoire, prévu pour la session d'automne du Parlement.

« Cent jours » étaient le terme d'un calendrier proposé, le 12 février, par Michel Giraud (RPR). Le président du conseil régional d'Ile-de-France répondait alors à la décision de Pierre Bérégovoy de poursuivre l'élaboration d'un nouveau schéma directeur, malgré l'opposition unanime de l'assemblée régionale et les réserves de tous les départements au projet proposé par Christine Sautter, le préfet de région.

M. Giraud souhaitait sortir d'une impasse prévisible, à quelques semaines des élections, en demandant à la future majorité de modifier rapidement le projet : « Il faut tenir compte des critiques et des propositions formulées par les différentes collectivités locales concernées, et leur présenter la nouvelle version pour approbation. » Certains points, en effet, seront cruciaux dans le

débat que souhaite provoquer le gouvernement. Moins de 12 millions d'habitants. Les perspectives de développement démographique et économique de l'Ile-de-France dans les prochaines années seront donc finalement inscrites dans un nouveau SDRIF. La population et les emplois seront limités, a annoncé M. Pasqua devant les sénateurs. Les services de M. Sautter avaient fixé à 12,2 millions la population de l'Ile-de-France en 2015, soit 1,2 million de plus qu'aujourd'hui. Le chiffre pourrait être ramené à 11,5 millions, sachant que, en 1992, l'augmentation naturelle a été de 88 460. Le solde des migrations avec la province est négatif de 30 000 personnes, alors qu'il est positif de 57 600 avec l'étranger. Ce qui conduit de nombreux élus de la majorité RPR-UDF à réclamer un renforcement des mesures contre l'immigration.

### L'organisation des transports collectifs va être revue

● Emplois et richesses. Le débat au Sénat a permis à Daniel Hoefel (UDF), secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, de dénoncer une nouvelle fois « le processus de concentration des centres de décision vers la région parisienne, dans les domaines économique, financier, culturel et de recherche, vidant

ainsi beaucoup de nos régions de leur substance ».

Les chiffres indiquent cependant que le proportion des emplois de l'Ile-de-France, par rapport à l'ensemble du territoire (23 %), reste proche de la population active francilienne, un peu moins de 22 % du total français. Et le nombre des emplois générés par le capital public (administration et sociétés nationales) correspond pratiquement au poids démographique de la région par rapport au reste du pays (18 %), une proportion stable depuis trente ans.

Si le revenu brut des Franciliens dépasse 26 % du revenu national, il est pourtant plus que de 22,1 % après redistribution par le budget de l'Etat et les budgets sociaux. M. Pasqua demande cependant une réduction des équipements publics en Ile-de-France, pour que le développement de la région capitale ne se fasse plus « au détriment du reste du territoire ».

● Trop d'étudiants. La réduction de la population universitaire d'Ile-de-France, et notamment des étudiants de 3<sup>e</sup> cycle, est réclamée par le gouvernement. Bien que la tendance ait été inversée depuis l'après-guerre, qui voyait près de la moitié des jeunes Français poursuivre leurs études en région parisienne, l'Ile-de-France continue à accueillir plus d'étudiants (400 000 sur un total de 1,4 million, soit 28 %) que sa population en âge de poursuivre des études supérieures (20 %). Ce déséquilibre est évident dans le 3<sup>e</sup> cycle, qui représente 42 % des étudiants inscrits en Ile-de-France. Et M. Pasqua

demande une « remise à plat » du plan Université 2000 qui prévoit d'implanter cinq nouvelles universités et quatre-vingt-dix départements d'IUT en Ile-de-France.

● Le coût des transports. Bernard Bosson (UDF), ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, avait déjà annoncé, le 13 mai, une réforme du Syndicat des transports parisiens, pour « limiter la croissance indéfinie de la contribution de l'Etat à leur fonctionnement, et pour rapprocher progressivement la participation des Franciliens au coût de leurs transports de celle payée par les provinciaux ». Charles Pasqua a confirmé, le 19 mai, que l'organisation des transports collectifs en Ile-de-France allait être revue.

Les élus d'Ile-de-France ont montré au Sénat qu'ils sont prêts à faire preuve de souplesse devant les attaques dont leur région fait l'objet. Ainsi, Jean-Pierre Fourcade (UDF), vice-président du conseil régional, s'est déclaré favorable à une politique d'agrément, « pour freiner les entreprises qui souhaitent se concentrer en Ile-de-France, et pour encourager celles qui désirent se délocaliser en province ». M. Fourcade a également accepté que le dossier de l'aménagement de l'Ile-de-France soit replacé sous l'angle plus large du Grand Bassin parisien.

### Encourager les entreprises qui désirent se délocaliser en province

Chez les élus de la région, la décision du gouvernement de reporter l'adoption d'un nouveau schéma directeur ne provoque pas l'euthyisme. « Le pire serait que le développement de l'Ile-de-France se fasse sans réglementation intérieure », a insisté les écologistes, qui demandent qu'une vaste consultation de la population soit organisée.

Le retour d'un nouveau texte devant les élus locaux est exigé par Georges Valbon (PC), président du conseil général de Seine-Saint-Denis, qui avait rejeté sans nuances le projet socialiste : « La croissance maîtrisée que l'on évoque conduira à un déclin programmé de la région, et de notre département en particulier. La désindustrialisation de la région, organisée par la grande finance européenne, n'a jamais permis de créer de nouveaux emplois dans le reste du pays ».

Tout en se félicitant de l'intention du gouvernement de prendre en compte les amendements proposés par les collectivités territoriales, Paul-Louis Tenaillon (UDF), président du conseil général des Yvelines, s'inquiète de l'incertitude qui pèse sur le calendrier qui va aboutir à un nouveau schéma directeur : « Le report des opérations d'aménagement envisagées dans toute la région met en difficulté les collectivités locales, qui perdent des ressources, mais aussi les entreprises de travaux publics ».

Cette inquiétude se retrouve dans les milieux socio-professionnels, qui ont pressé les pouvoirs publics de remplacer au plus vite le schéma directeur de la région Ile-de-France (SDAURIF), élaboré en 1965 par Paul Delouvrier et révisé en 1976. Ils lui reprochaient notamment son caractère contraignant, qui empêche depuis plusieurs années la réalisation de certains équipements. Plusieurs dizaines de ZAC sont ainsi bloquées par les tribunaux administratifs à la suite de recours d'associations pour non-conformité avec le SDAURIF de 1965.

En l'absence d'un schéma directeur pendant plusieurs mois, l'Ile-de-France ne va-t-elle pas continuer à attirer les entreprises ? En particulier celles d'envergure européenne, qui recherchent les services, les centres de recherche et le potentiel économique rassemblés autour de Paris. C'est le risque que fait courir au reste du pays le report d'un nouveau schéma directeur, seul à même de contrebalancer la tendance de la capitale à tout attirer autour d'elle.

Christophe de Chenay

## Un réseau de villes dans le Bassin parisien

Jean-Pierre Sueur (PS), ancien secrétaire d'Etat aux collectivités locales, est proche de Michel Hocard, qui avait lancé la révision du schéma directeur d'Ile-de-France en 1989. Il est maire d'Orléans, et à ce titre vice-président de l'Association des villes à une heure de Paris.

« Quelles réflexions vous inspire le débat sur la place de l'Ile-de-France dans l'aménagement du territoire ? »

Chacun convient aujourd'hui que le nécessaire développement du rôle international de Paris, au plan économique, n'est en aucun cas lié au fait que deux millions de citoyens de plus s'engouffrent chaque matin dans les embouteillages de la grande banlieue. Pour éviter les déséquilibres excessifs entre l'Ile-de-France et l'ensemble des autres régions françaises, il faut une volonté forte de l'Etat. Les délocalisations, aujourd'hui confirmées, montrent que cette volonté peut exister. Cela nécessite que l'Etat se dote des moyens d'agir et se démarque d'une conception faillissable de la décentralisation en vertu de laquelle l'addition des stratégies particulières des collectivités produirait spontanément le bien commun.

Que pensez-vous du report de l'application d'un nouveau schéma directeur de la région Ile-de-France ?

Le SDAU, préparé sous l'impulsion du préfet de la région Ile-de-France, n'a pas été adopté par le Parlement des élus concernés pour des raisons qui tiennent largement à la conjoncture politique. Aujourd'hui, les mêmes élus s'inquiètent, un peu tard, des dysfonctionnements induits par l'absence d'un nouveau SDAU. Il est clair qu'il serait dommageable de rester durablement sans schéma directeur de l'Ile-de-France. Ce document doit s'intégrer avec beaucoup de netteté dans une politique de rééquilibrage au niveau national, comme au sein du Bassin parisien.

Le gouvernement et les élus d'Ile-de-France semblent d'accord sur la nécessité d'inscrire le développement de la région parisienne dans la perspective du Bassin parisien. Que n'en pense le maire d'Orléans ?

Tout dépend de ce que recouvrent les mots. Si le prise en compte du Bassin parisien est un codicille au schéma de l'Ile-de-France, cela n'a aucun intérêt. En revanche, si le schéma est, dans un certain nombre de domaines majeurs, la résultante de choix globaux concernant l'ensemble du Bassin parisien qui, à mon sens, sont des préalables, cela peut présenter beaucoup d'intérêt. La multiplication des modes de transports rapides ne doit en aucun cas entraîner un tiers du territoire national dans une logique de « grande banlieue ». Ce serait détestable.

La bonne solution, c'est tout au contraire, le développement au sein du grand Bassin parisien d'une logique multipolaire appuyée sur un ensemble de villes fortes, ayant chacune leur spécificité et conjuguant le développement économique et la qualité de vie. C'est l'ambition d'Orléans, comme de beaucoup de villes du Bassin parisien. Cela suppose qu'elles s'inscrivent résolument dans la logique de la constitution de réseaux, préconisée par le DATAR. Cela suppose aussi que l'Etat privilégie l'implantation d'un certain nombre d'équipements (universitaires notamment) dans ces réseaux de villes plutôt qu'au sein de la couronne parisienne.

LIVRES  
LE CHEMINEMENT  
D'UN PROJET

VISION AMOYENNE  
D'UN PROJET  
D'UN PROJET

D'UN PROJET  
D'UN PROJET  
D'UN PROJET

D'UN PROJET  
D'UN PROJET  
D'UN PROJET

D'UN PROJET  
D'UN PROJET  
D'UN PROJET

D'UN PROJET  
D'UN PROJET  
D'UN PROJET

D'UN PROJET  
D'UN PROJET  
D'UN PROJET

D'UN PROJET  
D'UN PROJET  
D'UN PROJET



NEWS LOCALES

REGARDS

LIVRES

LE CHEMINEMENT D'UN PROJET

**VERS UNE ADMINISTRATION TERRITORIALE DE LA RÉPUBLIQUE**  
Les cahiers du CNFPT  
numéro 37,  
3, villa Thoreton, 75015 Paris,  
175 p., 100 F.

DEPUIS son entrée en vigueur, la loi « Joxe-Baylet-Marchand-Sueur », du nom des quatre ministres de gauche qui se sont penchés sur son berceau, a fait couler beaucoup d'encre. Le public en connaît désormais les principales dispositions : renforcement de la démocratie locale, déconcentration, incitation à l'intercommunalité. Ces mesures sont décrites en détail par le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), dans un ouvrage intitulé *Vers une administration territoriale de la République*. De cette étude pédagogique, on retiendra deux éléments, plus originaux, qui rappellent la façon dont le projet a été discuté au Parlement.

En 1982, Gaston Defferre, père de la décentralisation, renvoie à plus tard le soin de déterminer « les modalités de coopération entre collectivités locales et le développement de la participation des citoyens ». Ces mesures constituent la matrice du projet de loi initié par Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, en 1989. Leur envergure explique qu'elles aient fait l'objet d'un examen long et minutieux. Enregistré à la présidence de l'Assemblée nationale en août 1990, le projet est définitivement adopté dix-huit mois plus tard, en janvier 1992. Les débats de l'Assemblée nationale représentent plus de cent cinquante heures de travail.

Les députés acceptent les principaux objectifs du projet : déconcentration, droit des citoyens à l'information, participation, renforcement du pouvoir des élus minoritaires, lutte contre l'émiettement communal, création de nouvelles formes de coopération. Néanmoins, ils apportent de nombreuses modifications, qui manifestent leur souci constant de garantir la libre administration des collectivités.

Le Palais-Bourbon encadre notamment la procédure du référendum communal. De nature consultative, celui-ci ne lie oulement l'exécutif local. La commission départementale de la coopération intercommunale, considérée par le gouvernement comme un instrument de relance de l'intercommunalité, voit son rôle amoindri. Au lieu d'élaborer seule un schéma de coopération, elle doit tenir compte des propositions formulées par les communes. Elle est, certes, présidée par le préfet, mais celui-ci est entouré d'un rapporteur et de deux assesseurs choisis parmi les maires.

Des moyens de pression

A la différence des sénateurs, les députés acceptent la création de deux nouvelles formes de coopération intercommunale, les communautés de communes et les communautés de villes. Ils considèrent que leur fiscalité, plus intégrée, est une intéressante ébauche de spécialisation des impôts locaux.

Le Sénat aura une conception radicalement différente de celle de l'Assemblée nationale sur les mesures relatives à la coopé-

ration. Il se voit pas l'intérêt des ententes entre régions, puisque ces collectivités ont déjà la possibilité de coopérer dans le cadre d'établissements publics. Il est d'accord pour un renforcement de la déconcentration à l'échelon régional, si cette réforme ne remet pas en cause l'existence du département.

Le « grand conseil des communes » se dit favorable à l'intercommunalité, à condition que celle-ci soit librement consentie et exempte de toutes contraintes. Il rejette donc les deux nouvelles structures prévues par le projet de loi.

Les sénateurs estiment qu'elles obscurcissent les conditions de choix des élus, et qu'elles ont un caractère contraignant, avec leur fiscalité intégrée et leurs compétences obligatoires. Ils sont hostiles aux incitations financières, qu'ils considèrent comme des moyens de pression sur les communes. Ils jugent l'ensemble de la loi inutile, et préconisent une adaptation des structures existantes.

Le Sénat estime que le moment est venu de clarifier les compétences de l'Etat et des collectivités, comme le propose alors Daniel Hoefel (UDF), dans un rapport sur la décentralisation. Il souhaite poursuivre la décentralisation de l'enseignement supérieur. Il propose un nouveau transfert de compétences pour la construction, l'équipement et l'entretien des bâtiments universitaires. Mais cette disposition est rejetée par les députés.

Les conceptions des deux assemblées diffèrent radicalement, la commission mixte paritaire réunie sur le projet de loi échoue. Le texte qui est finalement adopté est le résultat des travaux de la seule Assemblée nationale, où le gouvernement dispose alors d'une majorité relative.

Le Sénat aura une conception radicalement différente de celle de l'Assemblée nationale sur les mesures relatives à la coopé-

**VOYAGES NATURALISTES EN ÎLE-DE-FRANCE**  
par Philippe Dubois  
et Jean Chevallier  
Editions Nathan  
120 p., 249 F.

Les Franciliens l'oublient parfois : leur région, malgré la densité de sa population, reste un milieu naturel riche pour celui qui se donne la peine de l'observer. C'est ce qu'a fait l'ornithologue Philippe Dubois et l'illustrateur Jean Chevallier pour publier un splendide ouvrage qui a pour titre *Voyages naturalistes en Ile-de-France*. On y découvre, saisi sur le vif au crayon ou à l'aquarelle, la faune sauvage qui, au fil des saisons, anime la région parisienne. Ce peut être une fouine aperçue dans les jardins de l'Observatoire, à Paris, ou un renard emarqué dans le parc de Sceaux. L'artiste croque aussi bien l'oiseau familier en toutes saisons, comme la pie ou le goéland, que les visiteurs de passage, comme le discret pouillot ou le flamboyant guépard, cet oiseau d'Afrique qui remonte jusque dans les sables de Fontainebleau.

Jean Chevallier et Philippe Dubois donnent la preuve qu'une grande agglomération d'hommes n'exclut pas la vie sauvage. Elle se glisse dans chaque interstice de nature préservée, qu'il s'agisse d'un talus d'autoroute ou d'un jardin de banlieue. Une passionnante « leçon de choses », servie par le crayon sûr de l'artiste.

R. C.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO  
**Le Monde**  
L'ÉCONOMIE

COURRIER

Les privatisations de Grenoble

Sous le titre « Les privatisations continuent à Grenoble », un article de votre correspondant à Grenoble (*le Monde* daté 16-17 mai) poursuit la série qui tend à faire croire que Grenoble vend tout le patrimoine qu'elle possède.

Or, depuis dix ans, Grenoble a confié au privé en gestion déléguée : le service de l'eau, les parkings, le palais des Congrès à la chambre de commerce qui l'a délégué. Elle a mis en vente (mais n'a pas encore vendu) : le centre commercial de Grand-Place, les abattoirs de la ville situés sur une commune voisine - deux secteurs commerciaux lourdement déficitaires.

Le patrimoine social de la région foncière revient au secteur public (FLM) et le secteur commercial au privé : il n'y a donc pas « privatisation » du patrimoine de la région foncière. Je rappelle que en parallèle, Grenoble a acquis pendant la même période les plus grands espaces fonciers jamais constitués par la ville :

- 13 hectares au cœur de la ville pour lancer Europe et le centre d'affaires ;

- 12 hectares acquis à Rhodéz-Poulenc pour constituer une réserve foncière à vocation industrielle pour amener des emplois productifs dans la ville ;

- 36 hectares pour lancer la requalification des espaces sud de la ville, opération qui couvrira, à terme, plus de 56 hectares sur Vigny-Musset et Technisud.

Je précise, enfin, que demeurent dans le secteur public de la ville : la distribution du gaz et de l'électricité (cooédée à une SEM municipale), la distribution de la chaleur (cooédée à une SEM municipale), la restauration scolaire (régie directe), le minisage des

ordures ménagères (régie directe), la voirie (régie directe), les espaces verts (régie directe).

Soit un secteur public probablement parmi les plus vastes des grandes villes. Il me paraît indispensable que vos lecteurs en soient informés.

ALAIN CARIGNON  
maire de Grenoble

Le jardin de Polytechnique

Dans *le Monde* daté 25-26 avril, vous indiquez que le jardin de l'Ecole polytechnique vient d'être concédé à la Ville de Paris et qu'il sera donc ouvert au public. Le Jardin carré, situé dans l'ancienne Ecole polytechnique et entouré par les bâtiments du ministère de la recherche, il a été inauguré par Hubert Curie, ministre de la recherche et de la technologie, et Jean Tiberi, maire du cinquième arrondissement, le 21 juin 1991, à l'occasion de la première Fête de la science. Il est ouvert au public depuis lors.

Les textes juridiques régissant les relations entre les différentes administrations concernées ont pu être signés qu'il y a quelques semaines. Cela n'a nullement empêché, dès lors que les conditions de sécurité étaient assurées, d'ouvrir ce jardin par anticipation.

Le ministère de la recherche n'a fait preuve dans cette affaire ni d'un excès de juridisme, ni d'un esprit taillonné. Il se trouve qu'il faut parfois un peu de temps pour que quatre administrations (ministère de la recherche, ministère de l'équipement, direction des domaines, mairie de Paris) signent un texte.

CHRISTOPHE DESPREZ  
ancien directeur  
du Jardin de Polytechnique

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

ADMINISTRATION

RECHERCHE :

- RÉF. 1 Pour PARIS-7  
1 Ingénieur contractuel grande école (X, Mines Centrale, Télécom) pour pilotage d'importants chantiers techniques. Connaissances télécom et réseaux locaux indispensables. 2 à 5 ans d'expérience.
- RÉF. 2 Pour PARIS-7  
1 Ingénieur contractuel (École d'ingénieurs ou bac + 5) pour coordination de la mise en place de grandes applications nationales de gestion. 2 à 5 ans d'expérience comme responsable de projets.
- RÉF. 3 Pour AIX-EN-PROVENCE  
1 Ingénieur (grande école ou doctorat) débutant ou première expérience pour poste adjoint au responsable d'un important projet national de gestion sous UNIX.

Ecrire sous réf. 8654 LE MONDE PUBLICITÉ  
15-17, rue du Col-Pierre-Avia - 75902 PARIS Cedex 15

VILLE DE 50 000 HABITANTS SUD-OUEST  
recrute son.

DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

Missions :

Il devra assurer :

- la mise en œuvre de l'information écrite et de la communication de la ville ;
- assurer la gestion des supports d'information et de promotion ;
- le suivi de la communication interne de la collectivité.

Profil :

- formation supérieure en communication (ou expérience équivalente) avec qualité rédactionnelle confirmée ;
- expérience professionnelle dans le domaine de la communication et bonne connaissance du milieu territorial ;
- expérience professionnelle, capacité à encadrer et à animer une équipe, sens de l'organisation et disponibilité.

Emploi contractuel. Cadre A à pourvoir immédiatement.

Envoyer candidature manuscrite, c.v. + photo au MONDE PUBLICITÉ sous n° 8 655.  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15.



1 300 000 habitants,  
2 000 agents,  
4 milliards de budget

RECHERCHE

pour sa DIRECTION des FINANCES  
un CADRE FINANCIER

- Titulaire du cadre d'emploi d'ATTACHÉ TERRITORIAL, vous justifiez d'une solide expérience professionnelle en finances locales et maîtrisez les procédures comptables et budgétaires.
- Vous souhaitez vous investir dans une nouvelle mission où vous aurez la responsabilité d'études financières prospectives, du suivi et de l'analyse des indicateurs de gestion, des tableaux de bord existants ou à créer, s'inscrivant dans une démarche de contrôle de gestion.
- Goût du travail en équipe, diplomatie, rigueur, sens des initiatives et attrait pour l'outil informatique seront des atouts déterminants.
- Connaissances en comptabilité privée souhaitées.

Les candidatures (lettre de motivation, CV avec photographie) sont à adresser rapidement à :  
**Monsieur le Président du Conseil général**  
Direction générale des Services du Département  
Direction des Ressources humaines  
2, place André-Mignot, 78012 VERSAILLES CEDEX

La VILLE DE MARSEILLE recrute par voie de mutation un  
CONSERVATEUR DU PATRIMOINE

pour l'ouverture de son Musée d'art contemporain

Dynamisme et grande disponibilité  
s'avèrent indispensables pour assurer notamment :

- L'installation des collections.
- La création d'un service pédagogique.
- L'organisation d'activités annexes (vidéo, cinéma...).

parallèlement à la gestion générale du Musée.

Candidatures à adresser à la :

DIRECTION GÉNÉRALE DU PERSONNEL  
90, boulevard des Dames - 13002 Marseille

La Rose des Vents

Scène nationale de Villeneuve-d'Ascq (Nord)

recrute son

ADMINISTRATEUR

Homme ou femme, il/elle devra justifier d'une solide expérience de gestion à un poste et dans une structure similaire (diffusion/production). Rémunération SYNDEAC à négocier suivant l'expérience du candidat.

Envoyer CV + lettre de motivations à  
Monsieur le directeur  
La Rose des Vents  
Boulevard Van-Gogh  
59650 VILLENEUVE-D'ASCO



## CITÉS

UNE subaine, le ciel est dégagé. L'avion offre à ses passagers un voyage de cartes postales. Comme un imprimé fantaisie, le vert sombre alterne avec le vert tendre parsemé de carreaux rouges : les toits des maisons basques. Demi-tour sur l'océan, où les eaux de l'Adour viennent buter en un arc-de-cercle glauque contre celles de l'Atlantique. Avant de se poser, l'engin survole la plage du casino de Biarritz. Au bout de la piste déjà, les premiers moutons s'offrent un festin de printemps.

L'aéroport de Bayonne-Anglet-Biarritz, plus connu sous le nom de de la célèbre station balnéaire, est situé en plein milieu de l'agglomération. L'édifice, actuellement en construction, porte la marque des trois communes du district. Les gens d'ici ne semblent pas particulièrement chasteux sur ces questions de préséance. En vingt ans d'existence, le BAB a eu le temps d'endiguer les susceptibilités à la Clichemerie. En fait, bien sûr, lorsqu'il s'agit de rugby.

Ce district est l'œuvre d'un homme. Un homme puissant. Henri Grenet préside à la destinée du BAB depuis le premier jour. Conseiller général des Pyrénées-Atlantiques depuis 1961, puis patron de cette assemblée jusqu'en 1992, Henri Grenet est maire de Bayonne depuis trente-cinq ans. A quatre-vingt-cinq ans, ce médecin qui fut « chirurgien pendant cinquante ans », dirige toujours personnellement sa clinique. Il a la pensée aussi claire que la nuit.

Inscrit au Parti radical, Henri Grenet avoue qu'il n'a jamais été passionné par la politique nationale. Il garde un mauvais souvenir de son mandat de député, à l'époque où il appartenait à la Fédération de la gauche démocrate et socialiste. Qu'importe, le Bayonnais d'après-guerre, c'est lui qui l'a façonné, comme il l'a voulu. Cette ville, vieille de vingt siècles, ne possédait aucun feu rouge à son arrivée, aime-t-il rappeler. Avec le concours du district, il a conduit la modernisation de la circulation et des transports en commun.



## BAYONNE

## Un si long règne

Avec le conseil général, il a obtenu les axes routiers qui lui manquaient. L'autoroute qui mène à la préfecture de Pau s'appelle ici la « route Grenet », en mémoire de l'abstentionnisme qu'il mit à sa réalisation. Lorsque l'Etat ne répondait pas à ses demandes, il faisait (et fait toujours) sans lui. C'est ainsi que le district a payé pendant dix-sept ans les enseignants de l'antenne locale de l'université de Pau, sans compter la construction de l'institut universitaire de technologie (IUT). Lorsqu'une structure manquait, il la suscitait. Le syndicat mixte qui regroupe le BAB, les municipalités d'Hendaye et de Saint-Jean-de-Luz a vu le jour pour financer l'école nationale de musique de Bayonne.

Lorsqu'il créa le district avec Guy Petit (RI), alors maire de Biarritz, les choses allaient

bon train. Depuis, la vie politique locale a connu quelques rebondissements et l'autorité de l'ancien président du conseil général n'est plus incontestée. Mais le maire a le sentiment d'avoir accompli les missions qu'il s'était fixées. Tel est d'ailleurs, selon lui, le secret de sa longévité sans ébrécher.

« Bayonne n'a pas pour vocation de devenir une grande capitale », conclut Henri Grenet. « Je souhaite qu'elle reste une ville moyenne où il fait bon vivre, où les gens se connaissent. » Dès lors, il se contente de nourrir quelques projets qu'il se dit sûr de mener à leur terme : la construction d'un cinquième pont, dans cette cité découpée par l'Adour et la Nive, la revitalisation du centre-ville, plus aléatoire. L'heure est plutôt au bilan, car M. Grenet ne briguera pas un mandat supplémentaire. Son fils, espère-t-il, poursuivra son œuvre.

nocturne les jeudis, vendredis et samedis, le « J-V-S » comme disent les étudiants. Le reste de la semaine, la ville retient son souffle. De même se languit-elle des événements qui la rythment. La Fête au jambon à Pâques permet de patienter avant l'été. En août, les fêtes de la ville, courses de vaches, corso fleuri et exultance, poussent, comme autrefois, les habitants dans la rue ; la saison des corridas ensuit. Et puis, dans un autre registre, « Jazz aux remparts » et le Festival de théâtre franco-ibérique et latino-américain, aidé par la municipalité depuis quelques années.

La sous-préfecture est la porte de l'Euskadi. Ses boutiques et ses administrations en font un centre d'attraction des agriculteurs de l'« intérieur » et des touristes de la côte. « Quant il pleut au Pays basque, il fait beau à Bayonne », avaient coutume de dire les commerçants. Et, grâce au ciel, les nuages se sont longtemps montrés généreux. Certes, les caprices de l'océan allent à l'habitation des Pyrénées fournissent encore à la pelouse veloutée au pied des remparts un admirable vert anglais. Mais les familles ne viennent plus ici pour dîner leur fille d'un troussseau et encore moins pour se ravitailler.

Les grands-parents et leurs petits-enfants vont toujours déguster un chocolat dans les salons de la rue Punt-Neuf. Apportés dans leur exil par les jûils espagnols, les précieuses fèves sont toujours préparées sur les bords de l'Adour. Mais les temps éboulent, dans la célèbre maison Cazeneuve, fondée en 1854, les vedettes du show-business ont remplacé les têtes couronnées. Les autres boutiques souffrent du syndrome des grandes surfaces, qui a frappé ici peut-être plus durement qu'ailleurs. La sous-préfecture en est endeuillée.

Anglet, la commune résidentielle qui sépare Bayonne de Biarritz, en accueille une bonne part. Sur de vastes terrains, elles y sont à leur aise, avec ce qu'il faut de galeries et de places de parking pour attirer les chalandes de San-Sebastien et Bilbao. Ces derniers viennent par cars directs et payent en pesetas. Parfois ils s'arrêtent dans la station balnéaire pour y jouer au casino, ou à Bayonne, pour une visite.

Du sud des Landes jusqu'au Pays basque espagnol, la côte constitue désormais une agglomération sans interruption, qui compte plusieurs centaines de milliers de consommateurs potentiels. Et lorsque la route « de l'autre côté » se sera améliorée, les dirigeants des grandes surfaces ne désespèrent pas de séduire les habitants de Pamplune et de la Navarre. La nou-

velle dévaluation de la monnaie espagnole et la crise économique qui sévit au-delà de la Bidassoa pourraient mettre un frein à cet essor. Les petits commerçants bayonnais ne semblent pas très inquiets sur ce point. Pour eux, le mal est déjà fait.

Savoir si Bayonne est basque ou non est un des débats locaux, que l'étranger serait bien en peine de trancher. Disons que certains quartiers le sont plus que d'autres. Zone d'influence des Landais, ces « croque-morts », ou des Béarnais, dont le seul nom fait grincer les dents, chaque Bayonnais est en mesure de tracer avec précision la topographie culturelle de la cité. La municipalité, elle, se plaît à en rappeler la dualité, « son âme basque et sa verve gasconne ».

Au-delà du folklore, ces propos sont révélateurs de la situation de la sous-préfecture. Séparée de Bordeaux par le « désert landais », Bayonne a les yeux tournés vers le sud. La création d'un département basque, proposée par le candidat François Mitterrand en 1981, a vite été enterrée et la rivalité avec Pau demeure. François Jacqué n'hésite pas à se joindre au chœur amer. Il faut dire que le président de la chambre de commerce de Bayonne et du Pays basque siège au conseil d'administration de l'université. Et, comme dans bien des villes moyennes, l'enseignement supérieur est la grande question du moment. Ici, il est en outre un sujet de polémique.

La volonté de transformer la petite faculté pluridisciplinaire en une université de plein exercice rassemble en vain : les enseignants, en particulier le dynamique directeur de l'IUT, des associations professionnelles, des chefs d'entreprise et des militants basques. Développer la formation, échapper à l'emprise paloise et implanter la recherche qui fait défaut permettrait, estiment-ils, d'accroître

rer la mutation de Bayonne, entamée avec l'arrivée de quelques entreprises de pointe. En son temps, le maire a beaucoup œuvré en ce sens. Il est, par exemple, parvenu à faire venir trois usines de la firme Sony.

Pour d'une « université basque », réalisme - il ne manque pas de pôles d'enseignement supérieur en Aquitaine et au Pays basque espagnol - nu désir de maintenir Bayonne dans son statut de « ville moyenne » ? Il ne semble pas pressé aujourd'hui de voir la formation passer à un échelon supérieur.

Henri Grenet sait que Bayonne appartient à une conurbation en pleine expansion, le BAB ne correspond plus aux données actuelles. Peut-être faudrait-il s'atteler à la création d'une communauté urbaine élargie aux communes du sud des Landes ? Le maire est conscient que ce dossier-là avancera sans lui.

Les plus ambitieux rêvent d'établir de solides relations économiques, non plus seulement commerciales, entre les voisins des deux rives de la Bidassoa. Paradoxalement, l'identité commune qui unit le peuple basque, suscite la méfiance chez les élus locaux, n'a pas vraiment favorisé les relations transfrontalières dans ce domaine. Son port est un débouché naturel pour la production régionale : snuffe de Lac et maïs. Progressivement ses entrepôts quittent Bayonne pour se rapprocher de l'embouchure de l'estuaire. Le port constitue encore un atout pour l'agglomération, quelques entreprises espagnoles s'y sont installées récemment.

## Les descendants d'immigrants du dix-neuvième siècle parlent toujours la langue aux origines mystérieuses

Dans ce pays fortement marqué par le catholicisme, de tradition démocrate-chrétienne sur la côte, un peu plus à droite à l'intérieur des terres, le moment semble venu de rattraper le temps perdu et de s'ouvrir vers l'extérieur. « Nous sommes aventuriers de l'autre côté des mers, pas chez nous », admet Maurice Taurat, premier adjoint.

Cet attachement à leurs racines a permis aux Basques de préserver leur culture, leur langue et leurs paysages. Les Bayonnais sont parfois surpris par leurs cousins d'entre-Atlantique. Ces descendants d'immigrants du dix-neuvième siècle parlent toujours la langue aux origines mystérieuses et n'ont pas oublié les danses traditionnelles. Quel que soit l'endroit où vivent des Basques, il existe une maison où ils se retrouvent. Il ne leur reste qu'à en ouvrir la porte.

de notre envoyée spéciale  
Martine Valo

Prochain article :  
DOLE

## L'héritage du studio Aubert

Sur toute la largeur de la vitrine, Charles de Gaulle s'adresse à la foule des Bayonnais. C'était le 7 septembre 1947, et Marc Aubert avait immortalisé ce moment d'un cliché panoramique. Son père avant lui avait commencé à sillonner la région avec son appareil, dans une voiture à cheval. L'un s'était spécialisé dans les mariages, l'autre dans le reportage. L'un s'était spécialisé dans les mariages, l'autre dans le reportage. L'un s'était spécialisé dans les mariages, l'autre dans le reportage.

Les deux hommes avaient en commun une grande curiosité d'esprit, le goût de la nouveauté. Au début du siècle, les Bayonnais s'en souviennent, on venait de loin admirer les ampoules bleu-blanc-rouge qui décorent la boutique le 14 juillet. « Mais cela ne durait pas plus d'une heure, le groupe électrogène n'était pas très puissant. » On peut faire confiance au sens du détail de Marie-Yvonne Aubert pour remettre les légendes à leur place et rendre aux souvenirs leur saveur véridique.

Dans les années 50, lorsque les corridas étaient en vogue, elle accompagnait son mari aux arènes. Les personnalités s'y succédaient. Sur la piste, Canchita Cintran, la grande torera péruvienne ; dans les tribunes, Hemingway, « une fiesque dans une main, un verre dans l'autre ». Avec Gardner « derrière des lunettes noires, pour dissimuler les bosses qu'elle s'était faites en Espagne »... Les photos de corridas de Marc Aubert ont fait le tour du monde. Ses images des fêtes de Bayonne, de l'évolution des quartiers,

retracent fidèlement l'histoire de la ville.

Depuis sa mort, sa veuve reçoit dans sa boutique toutes sortes de demandes d'introuvables documents. Des clichés, des plaques ou des films pour illustrer un livre édité à l'occasion du centenaire des arènes, pour une exposition à la mairie, pour revoir un immeuble avant sa rénovation. Parfois elle prête, parfois elle vend. Elle se souvient précisément du montant des droits d'auteur qu'elle a touchés en telle année.

A sa manière, avec sa mémoire sans faille, cette dame de quatre-vingts ans est une archiviste efficace. Pour retrouver une image oubliée, il lui faut parfois fouiller pendant un an dans son « fouloir », comme elle dit. Depuis qu'elle a commencé à classer, c'est encore pire.

En 1954, Marie-Yvonne avait épousé Marc, au bout de vingt ans de fiançailles. Marqué par l'abandon de sa mère, partie vivre à Buenos-Aires en 1912, lui n'a jamais voulu d'enfant.

L'extraordinaire fonds du studio Aubert s'étendait sur des chances d'être préservé, car les propositions ne manquent pas. Mais tant qu'elle a la santé, Marie-Yvonne ne vendra pas. Et justement, elle est en pleine forme. Son intérêt pour l'image n'a jamais faibli.

Dans sa boutique, qu'elle ouvre à des horaires fantaisistes, ce sont désormais « des amis plutôt que des clients » qui lui rendent visite. Un piège idéal pour les curieux et les bavards. Merveilleux antidote contre l'ennui.

M. V.

## Les habitants ont préféré quitter les lieux pour de coquettes maisons aux volets rouge-brun

Dans cette atmosphère de fin de règne, Bayonne est dans l'expectative. En attendant une hypothétique mue, elle s'est reconvertie dans le Petit Bayonne, où l'on chante basque et où l'on fait sec. Entre le fleuve et la rivière, le quartier est un peu fantôme, légèrement délaissé, juste ce qu'il faut pour y passer des soirées décontractées. Le déclin du Grand Bayonne, le centre commercial, a conforté cette rivale-ci, où se trouvent désormais restaurants et « bars bodegas ».

Souvent bordées d'arcades, les ruelles piétonnes, qui entourent de la cathédrale à la Nive, ne manquent pourtant pas de charme. Une bonne partie des façades a été repeinte en état. Demeure le problème de la rénovation des appartements, qui ne disposent parfois que d'une seule fenêtre. A Bayonne, ensermée dans ses remparts, les immeubles ont poussé en hauteur et en profondeur. Un véritable cas d'école pour la réhabilitation de centres-villes anciens. Les habitants ont préféré quitter les lieux pour de coquettes maisons aux volets rouge-brun. Le soin apporté à sa demeure, tradition noblesse, donne aux avenues périphériques un air plus cosmique que bourgeois.

Désormais, seules la rue Pannecan et trois ou quatre autres, réputées chaudes, au treizième siècle, cristallisent la vie

## Chiffres

■ Sous-préfecture du département des Pyrénées-Atlantiques, Bayonne compte 40 051 habitants.  
■ L'agglomération, qui réunit quatorze communes, compte 138 000 habitants et se situe au quarante et unième rang du classement effectué par l'INSEE des cent premières agglomérations de France métropolitaine.  
■ Résultats des élections municipales du 12 mars 1989 :  
L. 25 500 ; V. 16 733 ; A. 34,38 % ; E. 16 274.  
Union droite (Grenet, UDF-rad., m.), 8 259 (50,74 %).  
33 élus (14 div. d., 12 RPR, 7 UDF).  
PS (Pary), 5 921 (36,28 %) ; 8 élus (8 PS).  
Autonomistes (Madouchet), 1 058 (6,50 %) ; 1 élu.  
PC (Lagarde), 1 038 (6,36 %) ; 1 élu.  
■ Résultats du référendum sur l'Union européenne du 20 septembre 1992 :  
L. 23 692 ; V. 16 063 ; A. 32,20 % ; E. 15 642.  
Oui, 8 840 (56,51 %).  
Non, 6 802 (43,49 %).

■ Dans la série « Cités », le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre 1992) ; Saint-Malo (daté 22-23 novembre) ; Mâcon (daté 29-30 novembre) ; Perpignan (daté 6-7 décembre) ; Rochelle (daté 13-14 décembre) ; Rodez (daté 20-21 décembre) ; Lisieux (daté 27-28 décembre) ; Valenciennes (daté 3-4 janvier 1993) ; Aurillac (10-11 janvier) ; Troyes (17-18 janvier) ; Toul (24-25 janvier) ; Blois (31 janvier-1<sup>er</sup> février) ; Albertville (7-8 février) ; Angers (14-15 février) ; Périgueux (21-22 février) ; Vesoul (28 février-1<sup>er</sup> mars) ; Bastia (7-8 mars) ; Thionville (14-15 mars) ; Arles (21-22 mars) ; Colmar (28-29 mars) ; Le Havre (4-5 avril) ; Saint-Quentin (11-12 avril) ; Auxerre (18-19 avril) ; Carcassonne (25-26 avril) ; Versailles (9-10 mai) ; Calais (16-17 mai) et Annecy (23-24 mai).